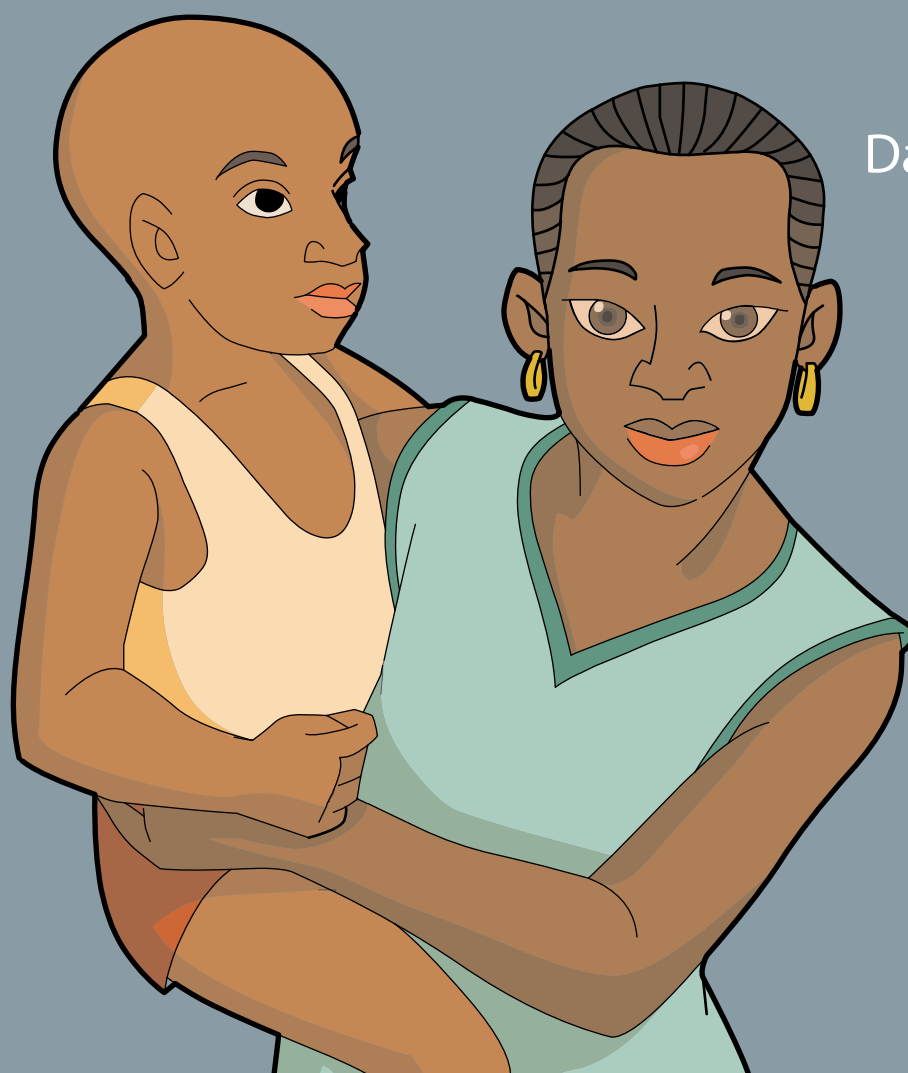


Ministère de la Justice du Sénégal

# Analyse et Plan National d'Action de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants



Dakar, Sénégal  
24 juin 2008

# Acronymes

AEMO : Action Educative en Milieu Ouvert

BCN Interpol : Bureau Central National d’Interpol

BIT : Bureau International du Travail

CDEAO : Communauté Economique des Etats d’Afrique de l’Ouest

CEDAF : Cellule d’Exécution Administrative et Financière du programme sectoriel justice, Ministère de la Justice

CEEAC : Communauté Economique des Etats d’Afrique Centrale

CNTS : Confédération Nationale des Travailleurs Sénégalais

CTS : Comité technique de suivi

DESPS : Direction de l’Education Surveillée et de la Protection Sociale

DPDE : Direction de la Protection des Droits de l’Enfant

DSRP : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté

ENDA TM : Environnement et Développement du Tiers Monde

ESAM : Ecole Supérieure d’Administration et de Management

ENDA GRAF Sahel : Programmes d’ENDA sur: gouvernance locale concertée ; promotion et renforcement du dialogue politique ; accès aux biens et services de base ; agriculture et développement rural ; appui aux femmes ; AGR et micro finance ; éducation alternative

ENTS : Ecole Nationale des Travailleurs Sociaux Spécialisés

Fafo : Fondation Norvégienne qui comprend un Institut de recherche en sciences sociales

HCDHPP : Haut Commissariat aux Droits de l’Homme et à la Promotion de la Paix

ILO : International Labour Organisation

IPEC : Programme international pour l’abolition du travail des enfants

MAEJT : Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs

MICS : Méthodologie de l’enquête à indicateurs multiples

OIDD : Organisation Internationale de Droit du Développement

OIM : Organisation Internationale pour les Migrations

ONUDC : Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime

PARRER : Partenariat pour le retrait et la réinsertion des enfants de la rue

PNA : Plan National d’Action

RADDHO : Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l’Homme

RDC : République Démocratique du Congo

RWOGAT : Groupe de travail régional contre la traite des personnes en Afrique de l’Ouest et du Centre (BIT, ENDA, MAEJT, OIM, ONUDC, Plan International, Save the Children Suède, UNICEF)

SCAC : Service de Coopération et d’Action Culturelle de l’Ambassade de France

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l’enfance

# Sommaire

Introduction générale.....	8
1/ Contexte .....	12
1.1 Contexte politique national et régional	12
1.2 Contexte économique sénégalais	12
1.3 Contexte social	14
1.4 Contexte culturel	15
2/ Cadre juridique de la traite des personnes au Sénégal.....	17
2. 1 Les atouts majeurs de la loi 2005-06 du 10 mai 2005	18
2.1.1 Définition de la traite des personnes au Sénégal	18
2.1.2 L’incrimination de la traite comme infraction autonome	19
2.1.3 L’incrimination de l’exploitation de la mendicité d’autrui	19
2.1.4 L’adoption de mesures de poursuite et d’enquête adaptées	20
2. 2 Quelques faiblesses du cadre juridique	20
2.2.1 La responsabilité pénale des victimes de traite	20
2.2.2 La protection judiciaire des victimes	20
2.2.3 La protection sociale	21
2.2.4 L’incrimination du trafic de migrants	21
2.2.5 La notion d’exploitation	21
2.3 Certaines incohérences du cadre juridique	21
2.3.1 Sur la mendicité : incohérence entre l’article 245 du Code pénal et la loi de 2005 sur l’exploitation de la mendicité d’autrui	21
2.3.2 En matière d’adoption	23
2.4 Problèmes d’application du dispositif sénégalais en matière de traite	24
2.4.1 Méconnaissance du dispositif juridique	24
2.4.2 Perception différente du phénomène par la population : traite et migration	24
2.4.3 Traite de personnes et trafic de migrants	25
2.4.4 Non application du traité bilatéral Sénégal-Mali sur la coopération et l’entraide judiciaire pour la protection des victimes de traite transfrontalière.	25
3/ Perception du phénomène de la traite des personnes au Sénégal.....	26
3.1 Les flux migratoires et les flux de traite	26
3.2 Trafiquants, réseaux et intermédiaires	27

3.3 Les différentes formes de traite constatées au Sénégal	28
3.3.1 L’exploitation sexuelle	28
3.3.2 L’exploitation de la mendicité	29
3.3.3 L’exploitation par le travail	30
3.4 L’adoption	32
3.5 Le trafic de drogues illicites	33
4/ Les acteurs rencontrés, en charge de la lutte contre la traite des personnes et de la protection des victimes au Sénégal .....	34
5/ Forces et faiblesses des actions de lutte contre la traite au Sénégal....	36
5.1 La prévention	37
5.2 La sensibilisation	37
5.3 La recherche	39
5.4 La formation	40
5.4.1 En matière de formation initiale	40
5.4.2 En matière de formation continue	41
5.5 Les enquêtes	41
5.5.1 Les atouts à exploiter en matière d’enquête et de démantèlement des réseaux internationaux	42
5.5.2 Obstacles aux enquêtes	42
5.6 Les poursuites	44
5.7 Les jugements	44
5.8 La protection des victimes	45
5.8.1 Les associations de la société civile	46
5.8.2 Le Barreau de Dakar	46
5.8.3 Les réseaux	46
5.8.4 Les principes directeurs	46
5.9 La prise en charge des victimes : accueil et réinsertion	47
5.9.1 Procédures de prise en charge	47
5.9.2 La prise en charge des femmes	47
5.9.3 La prise en charge des enfants	48
5.10Le rapatriement	50

6/ La coordination des actions de lutte contre la traite des personnes  
au Sénégal ..... 52

6.1 La multiplicité des acteurs œuvrant à la lutte contre la traite	52
6.1.1 Les acteurs étatiques	52
6.1.2 Les acteurs de terrain	55
6.2 L’absence d’action sur le long terme	55
6.2.1 L’instabilité institutionnelle	55
6.2.2 Le défaut de planification	55
6.2.3. Le financement de la lutte contre la traite	56

7/ Aperçu général du dispositif de lutte contre la traite ..... 57

8/ les principales faiblesses du dispositif de lutte contre la traite  
des personnes au Sénégal ..... 58

8.1. En matière de prévention et de sensibilisation	58
8.1.1. Dispositif juridique	58
8.1.2. Défaillance du système éducatif	58
8.1.3. La faiblesse d’information et de formation des populations	59
8.1.4. Faiblesse de l’enregistrement des naissances et de l’état civil	59
8.1.5. Faiblesse de la coordination des acteurs	59
8.1.6. Faiblesse de l’activité économique structurée	59
8.2. En matière de protection des populations vulnérables	60
8.2.1. Cadre juridique	60
8.2.2. Cadre institutionnel	60
8.2.3. Recherche, collecte de données, analyse	60
8.2.4. Formation	60
8.2.5. Coordination	60
8.2.6. Coopération régionale/bilatérale	61
8.3. En matière de répression et de protection des victimes et des témoins dans la phase judiciaire	61
8.3.1. Cadre juridique	61
8.3.2. Cadre institutionnel	61
8.3.3. Formation	61
8.3.4. Coordination	61
8.4. En matière de formation	62
8.5. En matière d’assistance aux victimes et de réhabilitation	62
8.5.1. Capacité d’accueil insuffisante	63

8.5.2. Non application de la loi : méconnaissance de la loi et des procédures.	63
8.5.3. Manque de coordination des acteurs publics et privés	63

8.6. En matière de retours et de réinsertion	63
8.6.1. En matière de retours des victimes de traite	63
8.6.2. En matière de réinsertion des victimes de traite	63

9/ Préconisation de quelques actions prioritaires..... 65

9.1. En matière de sensibilisation et de prévention	65
9.1.1. Modification de la loi	65
9.1.2. Renforcement des activités génératrices de revenus	66
9.1.3. Renforcement du système éducatif	66
9.1.4. Renforcement des capacités institutionnelles nationales et internationales	67
9.1.5. Sensibilisation communautaire	67
9.2. En matière de protection des populations vulnérables, en particulier des enfants	67
9.3. En matière d’enquêtes, de poursuites, de jugement et de protection des victimes et des témoins	68
9.4. Programmes de formation	69
9.5. Assistance et réhabilitation des victimes	70
9.6. Retours et réinsertion des victimes	71
9.6.1. En matière de retours	71
9.6.2. En matière de réinsertion	71

10/ Propositions pour la mise en place d’une structure de  
coordination du plan national d’action ..... 72

11/ Bibliographie/ références ..... 74

12/ Plan national d’action de lutte contre la traite des personnes,  
en particulier des femmes et des enfants au Sénégal ..... 81



## Introduction générale



Les Etats membres de la CEDEAO et de la CEEAC, conscients des flux de traite entre les deux régions, ont souhaité s'engager fortement dans la lutte contre ce phénomène par l'adoption en juillet 2006 à Abuja d'un plan d'action conjoint de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants ainsi que d'un accord multilatéral de coopération régionale.

Le plan d'action conjoint constitue le cadre bi-régional de lutte contre le phénomène et propose des stratégies en matière d'adoption et d'harmonisation de cadres juridiques et institutionnels adéquats, de mesures de prévention, de répression, de protection et d'assistance aux victimes, de collecte et d'échange de données, de formation des acteurs.

L'accord multilatéral de coopération régionale a pour but de développer un front commun afin de prévenir, supprimer et punir la traite des personnes par la coopération au niveau international ; protéger, réhabiliter, réintégrer et réinsérer les victimes de traite à leur environnement d'origine lorsque nécessaire ; s'entraider dans l'investigation, l'arrestation et la poursuite des coupables à travers l'autorité centrale compétente de chaque Etat Partie et promouvoir la coopération amicale entre les Parties dans la perspective d'atteindre ces objectifs.

En signant le plan d'action conjoint, les 26 Etats membres de la CEDEAO et de la CEEAC se sont engagés à intégrer ce document de politique régionale dans leur politique nationale.

Volonté politique du Sénégal de formuler un plan d'action national de lutte contre la traite des personnes

La volonté politique du Sénégal à lutter contre la traite des personnes a été exprimée à maintes reprises depuis 2001, date de l'adoption par les Etats membres de la CEDEAO du plan initial d'action de lutte contre la traite des personnes (2002-2003) à Dakar.

En 2003, le Sénégal a ratifié le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée relatif à la prévention, la répression et la punition de la traite des personnes et a adopté en 2005 une loi spécifique relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées. En 2005, une partie des fonds provenant de l'annulation de la dette étrangère est inscrite dans le DSRP<sup>1</sup>, en faveur des activités destinées aux enfants les plus défavorisés<sup>2</sup>.

Depuis lors, le Sénégal a participé à toutes les réunions régionales sur le sujet (Libreville I et II, Dakar) et a marqué son engagement à lutter contre la traite des personnes en prenant toutes les mesures requises, notamment, en ratifiant l'accord multilatéral de coopération régionale CEDEAO/CEEAC et en adoptant, le même jour le plan d'action conjoint CEDEAO/CEEAC en matière de lutte contre la traite des personnes.

Néanmoins, ces nombreuses démarches n'ont pas suffi à enrayer le phénomène de traite toujours plus présent dans le pays.

Tout récemment, en mai 2007, la Coopération française et le BIT ont organisé à Dakar un atelier sous-régional d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'assistance aux victimes de traite.

Ainsi, l'engagement du Ministère de la Justice dans la lutte contre la traite, affirmé lors de cet atelier de Dakar, a constitué un élément déclencheur pour la Coopération française dans le soutien à l'adoption du Plan National d'Action.

En effet, partant de l'affirmation du Garde des Sceaux lors de l'atelier sous-régional du 9-11 mai 2007 selon laquelle : « la lutte contre la traite des personnes ne peut réussir sans la mise en place d'un plan national

<sup>1</sup> Document stratégique de réduction de la pauvreté.

<sup>2</sup> « Projet de lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants au Sénégal », Ministère de la femme, de la famille et du développement social, mars 2006.

d’action et d’une coordination de ces plans au niveau sous-régional et régional », la Coopération française s’est immédiatement engagée à appuyer le Gouvernement sénégalais à l’élaboration d’un Plan National d’Action de lutte contre la traite des personnes et en particulier des femmes et des enfants au Sénégal.

La Coopération italienne, finançant un projet de lutte contre les pires formes de travail des enfants depuis 2001 et un projet de lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants depuis 2008, ainsi que le bureau national de l’UNICEF, opérateur de ces projets, ont manifesté leur intérêt à rejoindre la Coopération française dans cette initiative.

Termes de Référence

Le projet d’appui à l’élaboration du Plan National d’Action de lutte contre la traite des personnes consiste tout d’abord en la réalisation d’un état des lieux de la traite des personnes au Sénégal et de la politique nationale mise en œuvre pour combattre ce phénomène, ou plus largement la politique visant la protection des personnes, évaluant les forces et les faiblesses de chacune de manière à mieux orienter une prise en charge de la question dans le cadre d’un plan national d’action.

Sur cette base, seront proposées des recommandations en vue de la formulation du Plan National d’Action dont la mise en œuvre sera assurée par l’ensemble des acteurs institutionnels, de la société civile, ONG, associations et organisations internationales en prise avec les questions de prévention, de répression de la traite et de ses infractions annexes, de protection et d’assistance aux victimes.

Enfin, le projet prévoit la mise en place d’un mécanisme en mesure de garantir la coordination et le suivi de la mise en œuvre du Plan National d’Action.

Présentation de l’équipe du projet

L’équipe du projet est composée de Monsieur Ahmadou TALL, Coordinateur de la Cellule d’Exécution Administrative et Financière du Programme sectoriel Justice (CEDAF), coordinateur du projet, de M.Amady BA, Chef du département francophone de l’OIDD et de Mme Pia RODRIGUEZ<sup>3</sup>, Chef du département francophone ad intérim, responsables du projet, de Mme Flora BOUCLON, Chargée de Programmes Auxiliaire de l’OIDD, coresponsable du projet et de Mme Claire LAUTIER, consultante, expert dans le domaine de la traite des personnes, en appui au Ministère de la Justice.

Calendrier du projet

Le projet, d’une durée de 6 mois, a été articulé en 8 phases:

- 1. Janvier 2008 : recherche documentaire, étude des rapports d’évaluation nationaux et régionaux, statistiques, étude de la législation internationale et nationale<sup>4</sup>, autorités et professions impliquées de près ou de loin ;
- 2. 4- 15 février 2008 : mission de l’OIDD à Dakar, rendez-vous et visites avec le secteur public, privé et la société civile impliqués ;
- 3. Mars : rédaction du rapport d’évaluation de la situation de la traite et de la politique de lutte contre le phénomène au Sénégal par toute l’équipe ;

<sup>3</sup> Substitué par le Chef du département par Intérim.  
<sup>4</sup> Voir bibliographie.

- 4. 7-11 avril 2008 : mission de l’OIDD à Dakar, rendez-vous avec les structures gouvernementales et autres professionnels pour des compléments d’information et l’élaboration de lignes directrices pour les recommandations du rapport ;
- 5. Avril-mai 2008: élaboration des recommandations pour le Plan National d’Action (PNA) et développement de la méthode de travail en atelier ;
- 6. 19-23 mai 2008: séminaire à Dakar pour la formulation du PNA avec tous les acteurs impliqués dans le projet ;
- 7. Juin : finalisation du Plan National d’Action ;
- 8. 24 juin 2008 : Validation du PNA par le Gouvernement sénégalais.

Sur la base de la recherche documentaire effectuée auprès de l’ensemble des acteurs publics, privés et ONG impliqués au niveau national et régional et collectée lors de la première mission de l’OIDD ; à la lumière des entretiens avec les bailleurs de fonds, les partenaires de la société civile, les représentants et les personnes ressources de toutes les autorités et professions œuvrant à l’assistance des victimes de traite, à la prévention ou à la répression des actes assimilables à la traite ; et enfin au vu des visites sur sites<sup>5</sup>, l’OIDD présente l’état des lieux de la situation de la traite et de la politique de lutte contre ce phénomène au Sénégal et propose des recommandations générales en vue de l’élaboration du Plan National d’Action de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, visant à planifier et coordonner les actions actuellement menées ou à initier.

Identification des personnes interviewées

La délégation a tout d’abord identifié les Ministères, directions et structures étatiques qui jouent ou devraient être amenés à jouer un rôle dans la lutte contre la traite des personnes au Sénégal.

De même, l’équipe du projet a identifié les ONG et associations qui exécutent des programmes de lutte contre la traite des personnes et plus largement, des programmes de protection et d’assistance aux victimes.

Les limites à prendre en compte

Il convient de rappeler, à titre liminaire, que les termes de référence prévoyaient la réalisation de deux missions d’évaluation sur le terrain pour un total de trois semaines de visites et rendez-vous de l’équipe au complet. Ces visites se sont limitées à Dakar et à Ziguinchor, zones ayant été identifiées par les personnes interrogées comme particulièrement sensibles en matière de traite, les contraintes financières et de temps ne permettant pas à la délégation de se rendre dans d’autres zones d’origine, de transit ou de destination de traite dans le pays.

La présente synthèse ne prétend pas être exhaustive mais a vocation à donner un aperçu de la situation de la traite au Sénégal, au vu des perceptions du phénomène par les agents de l’Etat, les acteurs de terrain membres de la société civile et des ONG.

<sup>5</sup> Centres d’accueil, AEMO, ONG.



# 1/ Contexte

## 1.1 Contexte politique national et régional

Le Sénégal est un pays relativement stable qui se distingue dans la région ouest africaine très marquée ces dernières décennies par des conflits internes.

Le Sénégal, a en effet connu une alternance démocratique pacifique notamment depuis mars 2000. Ce changement par les urnes a confirmé l’ancrage d’une longue tradition démocratique dans le pays. Le Sénégal demeure un pays où les libertés individuelles et collectives sont respectées. On y compte plus de quatre vingt partis politiques. La presse privée y connaît un fort développement de même que le mouvement associatif et les ONG.

Comme autre marque de la stabilité politique, l’on peut rappeler que depuis 1996, les lois sur la décentralisation, dont la loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, ont permis à l’Etat de transférer neuf de ses compétences aux élus locaux, notamment en matière de développement local. Ainsi, la sphère politique sénégalaise est-elle relativement proche des citoyens.

Malgré ce contexte favorable, les institutions étatiques pâtiennent de remaniements très fréquents, ce qui provoque parfois des lenteurs au niveau de la mise en œuvre d’activités et entrave les possibilités de suivi des programmes voire d’archivage des données.

Néanmoins, la région au sud du Sénégal connaît malheureusement une réalité politique bien différente. La Casamance, foyer d’un conflit politique depuis les années 80, a connu une période de grande insécurité qui a provoqué des déplacements massifs de population. Une partie de la population vit encore dans des campements et ne sont jamais retournés dans leurs villages d’origine. Une caractéristique de cette région est son isolement du reste du pays, notamment du point de vue des infrastructures.

Indépendante du Portugal depuis 1974, la Guinée Bissau a connu une instabilité politico-militaire chronique marquée par des coups d’Etat et mutineries. La Guinée Bissau, dispose d’un riche potentiel en ressources naturelles, mais en dépit de celui-ci, le pays figure parmi les pays les plus pauvres au monde, se classant au 172 ème rang sur 177 de l’Indice de Développement Humain<sup>6</sup>. La cause de ce retard découle des conflits politico-militaires qui ont jalonné son histoire, ainsi que de la mauvaise gouvernance. Le faible niveau des recettes fiscales rend la Guinée Bissau totalement dépendante de l’aide extérieure, qui fournit 80% du budget de l’Etat. Le pays est considéré comme étant frappé d’une crise structurelle, qui remet en cause la capacité de l’Etat à répondre aux besoins des citoyens en biens et services essentiels.

## 1.2 Contexte économique sénégalais<sup>7</sup>

A la suite de la dévaluation du franc CFA en janvier 1994, l’économie sénégalaise a renoué avec la croissance, le PIB réel ayant crû de 2,5% en 1994 et de plus de 5% par an en moyenne entre 1995 et 2001. Actuellement, l’économie repose principalement sur le secteur primaire (agricole) dominé par la culture de l’arachide. Les autres secteurs, secondaire (industrie) et tertiaire (commerce et services) relativement importants, sont pour une large part tributaires du secteur primaire qui représente en moyenne plus de 17% du PIB.

En 2002, l’économie sénégalaise est marquée, par une forte contraction de ses activités. Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) se situe à 1,1%. Ce niveau résulte principalement des difficultés

<sup>6</sup> IDH 2006.

<sup>7</sup> « Projet de lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants au Sénégal », Ministère de la femme, de la famille et du développement social, mars 2006.

rencontrées par le secteur agricole. Avec un taux de 6,3% en 2003, la croissance retrouve la tendance observée sur la période avec une amélioration du secteur agricole.

En valeur courante, le PIB est de 3.472,7 milliards de FCFA en 2002 et 3723,2 milliards en 2003. Rapporté à la population, le PIB per capita est à 348 798 FCFA en 2002 et 367 622 FCFA en 2003 soit annuellement 520 US \$ par habitant.

La balance commerciale du Sénégal est déficitaire notamment pour ses échanges extérieurs. Le stock de la dette extérieure représente 64,6% du PIB en 2002 contre 67% en 2001. Le poids de la dette constitue un handicap majeur et conduit à la réduction des capacités de redistribution de l’Etat et au ralentissement du développement des infrastructures sociales. Le service de la dette extérieure publique, en pourcentage des recettes de l’Etat, est passé de 16,2% en 2000 à 17,6% en 2002.

Depuis Juin 2000, Le Sénégal est éligible à l’initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Toutefois, avec un secteur énergétique fortement dominé par les importations des produits pétroliers (doublement de la facture pétrolière depuis 2000, près de 432 milliards FCFA en 2005), l’annulation de la dette n’aura que de faible effet sur le développement social. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement risquent d’être fortement compromis.

Aussi, pour leur consommation en énergie domestique, les ménages sénégalais utilisent surtout du bois et du charbon de bois (56% du bilan énergétique) et cela au détriment des ressources ligneuses de plus en plus réduites avec les aléas climatiques et la pression démographique, la déforestation annuelle est estimée à 45 000 hectares par la FAO.

La population sénégalaise à dominante rurale (Plus de 60% de la population active travaille dans l’agriculture) est fortement tributaire des ressources naturelles. La pression sur ces ressources, corrélée avec les détériorations climatiques, engendre une raréfaction et/ou une dégradation des ressources ce qui exacerbent le processus de paupérisation et rend davantage vulnérables les populations, en particulier en milieu rural, face aux impacts négatifs des changements climatiques<sup>8</sup>.

Malgré des avancées certaines, la situation économique du pays reste précaire. En 2007, le Sénégal est placé au 156<sup>e</sup> rang sur 177 dans le classement de l’Indice du Développement Humain<sup>9</sup>.

A l’échelle nationale, le niveau de pauvreté reste élevé, 33,4% de la population du Sénégal vivrait en dessous du seuil national de pauvreté<sup>10</sup>. Le niveau de pauvreté est plus élevé dans les zones rurales (57,5% des ménages en 2001/2002) qu’à Dakar (33,3%) et dans les autres zones urbaines (43,3%). C’est dans les régions de Ziguinchor et de Kolda que la pauvreté des ménages est la plus répandue (2 ménages sur 3), et ce sont notamment ces régions qui ont été identifiées par les acteurs de terrain comme particulièrement pourvoyeuses d’enfants exploités pour la mendicité et pour le travail domestique.

Les politiques nationales agricoles successives n’ont pas permis d’assurer aux agriculteurs<sup>11</sup> des revenus leur permettant de subvenir à leurs besoins de base.

En l’absence de productions agricoles pouvant faire vivre les familles rurales, du fait de l’appauvrissement des terres, de la mauvaise qualité des semences, du déficit de la pluviométrie et de la salinisation de certaines terres (Casamance et Sine Saloum) les rendant non cultivables, la plupart des ménages n’arrivent plus à satisfaire leurs besoins de base.

<sup>8</sup> « Plan d’action national pour l’adaptation aux changements climatiques », Ministère de l’Environnement et de la Protection de la Nature.

<sup>9</sup> Classement 2007/2008 de l’Indice de Développement Humain (IDH), Rapport mondial sur le développement humain, PNUD 2007.

<sup>10</sup> Rapport mondial sur le développement humain, PNUD 2007.

<sup>11</sup> (profession de la majorité des parents qui confient des enfants aux marabouts selon « Traite des enfants au Mali et au Sénégal » étude BIT non publiée, 2006,p29.

### 1.3 Contexte social

Malgré des efforts importants de l’Etat en matière de réduction de la pauvreté, tels que l’accélération de la promotion de l’accès aux services sociaux de base, la protection sociale, la prévention et gestion des catastrophes, la bonne gouvernance et le développement décentralisé et participatif, la fracture sociale demeure une réalité accablante. 33,4% de la population se trouve en dessous du seuil national de pauvreté<sup>12</sup>.

La pauvreté s’accroît et l’inégale répartition des revenus a des effets désastreux notamment sur les enfants et les femmes, qui au sein des familles subissent le plus les contrecoups des difficultés économiques et financières. La pauvreté est localisée pour une large part dans les zones rurales, où son incidence varierait de 72% à 82%. Ces données sont aggravées par le fait que 60 à 70% de la population dépend de l’emploi par le secteur primaire.

Les dures conditions de vie dans les campagnes<sup>13</sup> ont comme conséquence l’exode rural massif. Le marché de l’emploi en zone urbaine ne pouvant absorber tous ces nouveaux venus, la situation des villes a tendance à se dégrader : délinquance des jeunes, mendicité, prostitution, travail des enfants etc.

Il est estimé que 37,6% de la population entre 5 et 15 ans travaillent, soit 1.048.000 enfants<sup>14</sup>. Le taux d’alphabétisation des jeunes est de 49,1%<sup>15</sup>. Le phénomène des pires formes de travail des enfants, tel que défini par la Convention 182 de l’OIT<sup>16</sup>, concernerait environ 500.000 mineurs<sup>17</sup>. Le nombre de travailleurs domestiques, dont la majorité est composée de jeunes filles, se chifferrait à 340.000 mineurs. Le nombre d’enfants mendiants dans la région de Dakar serait de 7.600 dont la moyenne d’âge serait de 11 ans<sup>18</sup>.

Le Sénégal se caractérise par une démographie parmi les plus élevées du monde. La population sénégalaise était estimée à 12 millions de personnes en 2005 et croît au taux annuel de 2,4%. Cette forte croissance s’explique par un taux de fécondité élevé (5,7 enfants par femme). De plus, la population est très jeune, plus de 60% de la population a moins de 25 ans. Or, le Sénégal, comme la plupart des pays de la sous-région, offre très peu d’opportunités professionnelles pour les jeunes.

Malgré une croissance économique relativement élevée, le taux de chômage a augmenté dans la dernière décennie. Près de 80 % de la population active travaille dans le secteur informel avec des revenus faibles. Chaque année un nombre croissant de jeunes sans formation professionnelle essaie en vain d’accéder au marché de l’emploi<sup>19</sup>.

Le Sénégal ne compte qu’un nombre restreint de grandes entreprises performantes, ainsi, les petites et moyennes entreprises constituent l’épine dorsale de l’économie. Leur potentiel de croissance et de création de postes de travail est cependant limité du fait d’une faible compétitivité, causée, entre autres, par une insuffisante connaissance des techniques de gestion et par des conditions peu favorables, telle qu’une main d’œuvre peu qualifiée, l’accès difficile aux services financiers ainsi que des contraintes d’ordre institutionnel au niveau national et local<sup>20</sup>.

Ce contexte a des effets néfastes sur le modèle d’éducation donné aux enfants. En effet, la précarité et la difficulté de subvenir aux besoins vitaux de la famille ne permettent plus aux parents d’investir dans l’avenir de leurs enfants. Chaque membre de la famille est tenu de contribuer à la survie de la famille au jour le jour.

D’autre part l’école n’est plus perçue comme un facteur d’intégration et de réussite sociale. Jusque dans le milieu des années 80, l’Etat était le premier employeur du pays, si bien que les enfants scolarisés entraient souvent dans la fonction publique et avaient devant eux un avenir et une situation stables. Depuis le milieu des années 80, la situation a changé. Les postes sont pourvus et le niveau des concours d’entrée

a augmenté. Ainsi, les parents ont tendance à déscolariser leurs enfants et à les envoyer chercher tôt un emploi. Ces enfants, adolescents, évoluant hors des systèmes classiques de socialisation et à qui on confie la lourde responsabilité de subvenir à leurs besoins ou ceux de leur famille, sont exposés à des risques d’exclusion et sont par conséquent susceptibles d’être victimes de traite et d’exploitation.

Par ailleurs, les services de l’Etat se sont affaiblis, notamment pendant la période d’ajustement structurel. Les services sociaux ont durement été frappés et ne sont plus en mesure de répondre aux besoins de la population.

Le Ministre de la Jeunesse et de l’Emploi des Jeunes a récemment donné un exemple des efforts fournis par l’Etat et certains partenaires en faveur de l’insertion des jeunes, notamment par le biais d’activités génératrices de revenus et de la mise en place du Fonds national de la jeunesse.

Le Ministre a toutefois reconnu qu’en dépit de tous ces efforts, d’énormes difficultés subsistent à cause d’une demande sans cesse croissante<sup>21</sup>.

### 1.4 Contexte culturel

Le Sénégal connaît des pratiques et traditions séculaires, liées tant à la religion qu’à des coutumes, qui, bien qu’ayant des conséquences immédiates sur le statut et les droits des personnes, n’ont malheureusement pu trouver aucun reflet dans le système juridique sénégalais.

Ainsi, le pays connaît-il une série de comportements socioculturels très répandus qui se situent dans le secteur dénommé « informel », dépourvus de toute forme de contrôle par les services de l’Etat. De telles pratiques qui trouvaient originellement dans leur contexte socioculturel des formes de contrôle propres aux sociétés solidaires, sont désormais privées de toute forme d’équilibrage. En effet, ni la structure sociale, désormais éclatée, ni l’Etat ne sont en mesure d’accompagner de telles pratiques et d’éviter les éventuels abus.

On peut citer à titre d’exemple, la pratique du confiage, qui transfère une partie de la responsabilité parentale à une tierce personne ; les conditions de l’éducation coranique, que tout musulman doit recevoir mais dont l’organisation échappe complètement au contrôle de l’Etat ; le travail des mineurs, qui traditionnellement représente un moyen de survie pour les familles et qui relève évidemment de l’informel ; l’apprentissage en est un autre exemple.

Le placement traditionnel a subi une mutation et intervient dorénavant dans un espace social où les liens entre les parents et le bénéficiaire sont de plus en plus lâches et se monétisent dans la poursuite d’objectifs économiques. Les pratiques traditionnelles de migration et de placement des enfants auprès de membres de la famille élargie ne sont pas à condamner en tant que tel, bien au contraire, elles sont pour des milliers de jeunes filles et garçons, une ouverture vers un avenir meilleur. Par conséquent, il est indispensable de faire la différence entre les enfants placés dans le cadre de cette coutume et les enfants victimes de traite et d’exploitation.

D’autre part, coexistent un système d’enseignement formel<sup>22</sup> et un système d’enseignement non-formel<sup>23</sup>. Au cours de la dernière décennie, le Sénégal a connu une expansion de l’enseignement non formel, et principalement des écoles coraniques (daaras). Les écoles coraniques sont le type d’établissement à caractère religieux le plus répandu au Sénégal. L’objectif premier des daaras est l’apprentissage du Coran qui doit être mémorisé en arabe.

<sup>12</sup> Rapport IDH 2007-2008.

<sup>13</sup> En zone urbaine, l’incidence de la pauvreté varie entre 44% et 59%.

<sup>14</sup> Enquête MICS, 2000.

<sup>15</sup> Rapport mondial sur le développement humain, PNUD 2007.

<sup>16</sup> La convention émane notamment d’une proposition de l’Organisation Internationale des Employeurs.

<sup>17</sup> Etude de Save the Children -2003.

<sup>18</sup> Etude sur « les enfants mendiants de la région de Dakar », FAFO, UNICEF, Banque Mondiale, BIT, février 2008.

<sup>19</sup> Programme promotion de l’emploi des jeunes en milieu urbain, GTZ/KFW.

<sup>20</sup> Programme promotion de l’emploi des jeunes en milieu urbain, GTZ/KFW.

<sup>21</sup> « Sénégal: Promotion de l’emploi des jeunes - Des difficultés subsistent », Sud Quotidien, 27 février 2008.

<sup>22</sup> «La classification internationale type de l’éducation définit ainsi l’enseignement formel. « enseignement dispensé dans les écoles et les collèges, les universités et autres établissements éducatifs formels. Ils constituent normalement une échelle continue d’enseignement à plein temps destiné aux enfants et aux jeunes commençant en général entre 5 et 7 ans et se poursuivant jusqu’à 20 ou 25 ans », in « Enfants mendiants de la région de Dakar, op. cit.

<sup>23</sup> L’éducation non formelle englobe “toute activité organisée en dehors de tout système d’éducation formel établi et destinée à servir des clientèles et à atteindre des objectifs d’instruction identifiables” Diouf, Mbaye et Nachtman, 2001, in “Enfants mendiants de la région de Dakar”, op.cit.



Or, l’enseignement non formel dans les daaras est le seul qui soit encore non réglementé, et qui dans certains cas ne permet plus la vigilance et le contrôle de la communauté d’origine.

Selon la typologie des modèles de l’éducation non formelle proposée par Diouf, Mbaye et Nachtman (2001)<sup>24</sup>, le type de daaras qui est facteur de vulnérabilité des enfants, car il ne subi plus aucun contrôle, ni religieux, ni étatique, ni par les communautés, est le daara urbain d’origine rurale. En effet, traditionnellement, les daaras étaient implantés en zones rurales et dans les quartiers urbains. Les familles, la communauté exerçaient « un contrôle, un droit de regard sur les enfants et l’enseignant ». Depuis la crise du secteur agricole, les marabouts ont emmené leurs talibés dans les centres urbains (essentiellement vers Dakar, Ziguinchor, Saint Louis et Kaolack), alors que leurs familles sont restées dans leurs milieux d’origine. Ainsi, les enfants se retrouvent en dehors des systèmes formels et informels de protection.

Selon l’étude sur les enfants mendiants<sup>25</sup>, sur les 7 600 enfants mendiants identifiés à Dakar, 90% sont des enfants talibés-mendiants dont 42% sont étrangers. 30% des enfants talibés mendiants étrangers viennent de Guinée Bissau. Les enfants talibés mendiants sénégalais sont originaires des régions de Kolda, Kaolack, Ziguinchor, et Thiès, principalement.

Le défaut de réglementation encadrant ce type d’enseignement et fixant les devoirs de chacun explique le défaut de subventions de l’Etat. Malgré une prise de conscience au plus haut niveau et la volonté répétée des maîtres coraniques, la tenue d’assises nationales sur la mendicité a maintes fois été repoussée à une date encore inconnue.

Cependant, l’Organisation Internationale de la Francophonie a en projet l’organisation d’une table ronde des partenaires ayant en charge l’alphabétisation et la protection des enfants talibés mendiants au Sénégal<sup>26</sup>.

Mais pour l’heure, même si des efforts ont été réalisés dans le système éducatif public par l’Etat du Sénégal avec le Programme Décennal Education Formation (PDEF), l’enseignement religieux, notamment coranique, n’est pas organisé, ce qui n’est pas sans poser problème.

<sup>24</sup>Diouf, Mabaye et Nachtman in “Enfants mendiants de la région de Dakar”, op.cit, p19.

<sup>25</sup>Enfants mendiants dans la région de Dakar”, Understanding Children's Work, an inter agency research cooperation project, ILO/UNICEF/World Bank, November 2007.

<sup>26</sup>Rencontre préparatoire de la table ronde des partenaires ayant en charge l’alphabétisation et la protection des enfants talibés mendiants au Sénégal, rencontre d’information du 28 au 30 avril 2008, Dakar.

## 2/ Cadre juridique de la traite des personnes au Sénégal

Le Sénégal a ratifié toutes les conventions internationales qui concernent la lutte contre la traite des personnes<sup>27</sup>:

- La convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son protocole additionnel visant à prévenir, punir et réprimer la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ratifiés en 2003 ;
- La convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains, cruels ou dégradants, adoptée le 10 décembre 1984, signée par le Gouvernement du Sénégal le 4 février 1985 et ratifiée le 26 août 1986 ;
- La Convention des Nations Unies relative à l’élimination de toute forme de discrimination à l’égard des femmes, signée par le Gouvernement du Sénégal le 29 juillet 1980 et ratifiée le 5 février 1985 ;
- La Convention relative aux droits de l’enfant du 20 novembre 1989, ratifiée par la loi n° 90-21 du 26 juin 1990 ;
- La Convention sur la protection des enfants migrants et la coopération en matière d’adoption internationale du 29 mai 1993, ratifiée par la loi N° 99-33 ;
- La Convention n° 138 de l’OIT, sur l’âge minimum d’admission à l’emploi du 26 juin 1973, ratifiée par la loi n° 99-71 du 14 janvier 1999 ;
- La Convention n°182 de l’OIT du 17 juin 1999 sur les pires formes de travail des enfants, ratifiée par la loi n° 99-72 du 14 janvier 1999 ;
- La Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants, et de leur famille du 13 décembre 1990, ratifiée par la loi n° 99-73 du 14 janvier 1999 ;
- Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention des droits de l’enfant, concernant l’implication des enfants dans les conflits armés du 25 mai 2000, ratifié par la loi n°03-24 du 19 août 2003 ;
- La Charte africaine des droits et du bien être de l’enfant en particulier ses articles 15 (travail des enfants), 16 (protection des enfants contre les mauvais traitements et la torture), 29 (vente, trafic et enlèvement des enfants) et 42 (exploitation de la mendicité des enfants) ;
- Le protocole de la CEDEAO relatif aux mécanismes de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité adopté le 10 décembre 1999 et ses dispositions concernant la lutte contre la criminalité transfrontalière ;
- La Convention de la CEDEAO relative à l’entraide judiciaire en matière pénale
- La Convention de la CEDEAO relative à l’extradition ;
- Le plan d’action conjoint CEDEAO-CEEAC visant à lutter contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants ;
- L’accord multilatéral de coopération en matière de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants ;
- L’accord bilatéral en matière de lutte contre la traite transfrontalière des enfants, signé entre le Sénégal et le Mali en 2004.

<sup>27</sup> Note de Ndiame Gaye, Haut Commissariat aux Droits de l’Homme, mars 2008.

Au niveau national, le Sénégal s’est également doté des outils nécessaires :

- La Constitution du Sénégal accorde une protection spéciale à la femme et à l’enfant en faisant expressément référence aux instruments juridiques internationaux pertinents ;
- Une loi spécifique relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées a été adoptée en 2005<sup>28</sup> ;
- Le Code pénal contient un ensemble de dispositions qui incriminent des actes et comportements annexes à la traite des personnes. Il en est ainsi, du délit de proxénétisme (articles 323 et 324 du CP), du harcèlement sexuel (article 319 bis), du viol (article 320), de la pédophilie (320 bis), de la pornographie et de la corruption des mineurs (article 320 ter), des violences sur les enfants et les femmes (article 297 bis du CP et le Décret 72-1165 du 20 décembre 1972, qui interdit les châtiments et les sévices corporels dans les écoles et les centres d’éducation non conventionnelle), de l’enlèvement de mineurs (article 346), de la séquestration (articles 334 à 337 bis), du détournement de mineurs (article 348), de la mendicité (245), des infractions de faux dans des documents administratifs, d’escroquerie notamment pour le trafic de visa ;
- Le Code de procédure pénale accorde une protection spéciale à l’enfant délinquant et en danger physique ou moral ou en situation difficile (articles 593 à 607) par une prise en charge et une assistance éducative ;
- Le Code de la famille et le code de la nationalité (lois 72-61 du 12 juin 1972 et 61-10 du 7 mars 1961), permettent l’enregistrement des naissances, déterminent les conditions de rattachement d’une personne à la nationalité sénégalaise et permettent par ailleurs à un enfant dont les parents sont inconnus d’acquérir la nationalité ;
- Le Code du travail (loi N° 97- 17 du 1er décembre 1997) protège les enfants et les femmes contre le travail pénible et dangereux ou le travail forcé. L’âge minimum d’accès à l’emploi est fixé à 15 ans ;
- Les lois sur l’éligibilité au statut de réfugiés ainsi que les différents accords bilatéraux de coopération judiciaire, permettent d’assister les réfugiés, apatrides et personnes déplacées et de coopérer avec les autres pays non-membres de la CEDEAO ;
- Arrêté n° 003749/MFPTEOP/DTSS du 6 juin 2003 fixant et interdisant les pires formes de travail des enfants ;
- Arrêté n° 005691 du 6 juillet 2004 fixant les règles d’organisation et de fonctionnement du Haut Commissariat aux Droits de l’Homme et à la Promotion de la Paix (prévoyant la création de la cellule de coordination de la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées).

Sont également en projet le Code de l’enfant et un recueil de textes sur la protection de l’enfant – sous forme de jurisclassateurs avec entrées thématiques - actuellement en cours de validation, sous l’égide respectivement, de la DPDE et de la DESPS. Ces documents devraient voir le jour à l’été 2008.

## 2. 1 Les atouts majeurs de la loi 2005-06 du 10 mai 2005

### 2.1.1 Définition de la traite des personnes au Sénégal

(i) Définition de la traite des personnes : La loi sénégalaise de lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées adoptée en mai 2005 reprend in extenso la définition donnée par le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir,

<sup>28</sup> Loi 2005-06 du 10 mai 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées.

réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2000) qui apporte une définition internationalement reconnue de la traite en son article 3.

En effet, l’article 1 de la loi définit la traite des personnes comme :

« le recrutement, le transport, le transfert, l’hébergement ou l’accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la violence, enlèvement, fraude, tromperie, abus d’autorité ou d’une situation de vulnérabilité, ou par l’offre ou l’acceptation de paiements ou d’avantages pour obtenir le consentement d’une personne ayant autorité sur une autre aux fins d’exploitation sexuelle, de travail ou des services forcés, d’esclavage ou les pratiques analogues à l’esclavage, de servitude ».

La définition de la traite des personnes adultes implique l’existence d’un vice du consentement de la personne, du fait d’un moyen de pression.

(ii) Définition de la traite des enfants. La condition de vice du consentement n’est pas requise dans le cas de traite des enfants. Le consentement de l’enfant est inopérant. En effet, les enfants bénéficient d’une protection supplémentaire du fait de leur vulnérabilité. Les enfants ont une capacité réduite à évaluer les risques, à faire entendre leurs préoccupations et leurs revendications, à pourvoir à leurs besoins (pour survivre et se défendre) et sont donc dépendants d’adultes ou d’autres enfants, une dépendance dont les trafiquants tirent parti.

Ainsi, le seul fait de recruter, transporter, transférer, héberger ou accueillir un enfant aux fins d’exploitation, suffit à qualifier l’acte de traite des enfants (art. 1 al. 2 de la loi de 2005).

### 2.1.2 L’incrimination de la traite comme infraction autonome

(i) La traite des personnes adultes est punie d’une peine d’emprisonnement de 5 à 10 ans et d’une amende de 5 à 20 millions de francs CFA. Elle est une infraction criminelle punie de peine de détention de 10 à 30 ans lorsqu’elle est commise avec des circonstances aggravantes.

(ii) La peine maximale est prononcée notamment, lorsque l’infraction est commise sur une personne mineure ou par un ascendant ou par une personne ayant une autorité sur la victime.

### 2.1.3 L’incrimination de l’exploitation de la mendicité d’autrui

Au terme de la loi 2005-06, l’exploitation de la mendicité d’autrui est une pratique assimilée à la traite mais incriminée de manière autonome. La loi cherche ici à incriminer l’exploitation de la mendicité et non pas la traite aux fins d’exploitation de la mendicité.

La loi en son article 3 donne une définition de l’exploitation de la mendicité d’autrui : « quiconque organise la mendicité en vue d’en tirer profit par embauche, entraînement, détournement de personne en la livrant à la mendicité ou en vue d’exercer sur la victime une pression pour qu’elle mendie ou continue de le faire. L’infraction est punie d’un emprisonnement de 2 à 5 ans et d’une amende de 500.000 à 2.000.000 francs CFA. Le caractère particulièrement vulnérable de la personne est une circonstance aggravante entraînant le prononcé du maximum de la peine ».

Or, l’article 245 du Code pénal dispose que «la mendicité est interdite ». Mais, plus loin, la loi apporte une atténuation du principe en disposant « le fait de solliciter l’aumône aux jours, dans les lieux et dans les conditions consacrées par les traditions religieuses ne constitue pas un acte de mendicité ». Cette disposition de la loi pénale distingue donc deux types de mendicité, la mendicité délictuelle (interdite) et la mendicité tolérée.

Au terme de la loi, tout acte de mendicité interdite est passible d’un emprisonnement de trois mois à six mois. Seront punis de la même peine ceux qui laisseront mendier les mineurs de dix huit ans soumis à leur autorité.

Sachant qu’il y a, selon le Code pénal sénégalais, une mendicité interdite et une autre admise, on peut se demander quelle est la mendicité visée dans l’art 3 de la loi 2005-06 et si au final, cet article restera, du fait de cette ambivalence, inappliqué, comme l’est l’article 245 du Code pénal actuellement.

#### 2.1.4 L’adoption de mesures de poursuite et d’enquête adaptées

L’article 8 de la loi 2005-06 autorise la recherche et la constatation desdites infractions de jour et de nuit à l’intérieur des locaux supposés abriter des victimes ou servant de lieux de préparation pour la commission d’infractions allant ainsi plus loin que les dispositions du droit commun édictées par le Code de procédure pénale. Elle admet également les enregistrements vidéo ou audio comme moyens de preuve dans la poursuite des infractions liées à la traite des personnes.

### 2. 2 Quelques faiblesses du cadre juridique

Lors de l’adoption de la loi 2005-06, des partenaires comme l’Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime et des associations de la société civile ont formulé des critiques quant à sa formulation portant notamment sur les points suivants :

#### 2.2.1 La responsabilité pénale des victimes de traite

La responsabilité pénale des victimes de traite notamment des majeurs constituerait une violation du Protocole visant à prévenir, réprimer, et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

L’article 12 de la loi n’exclut pas du champ des poursuites et des condamnations la personne majeure qui, en connaissance de cause, concourt à la réalisation de l’infraction.<sup>29</sup> Pour atténuer cette exception, l’article 13 accorde l’excuse absolutoire aux personnes qui dénoncent à l’autorité compétente les infractions liées à la traite des personnes avant leur commission.

#### 2.2.2 La protection judiciaire des victimes

La loi se focalise principalement sur la protection judiciaire des victimes en négligeant la protection sociale, notamment la prise en charge psychologique et la réhabilitation des victimes.

L’absence de structures de premier accueil des victimes et des témoins est un facteur qui entrave à priori la tenue d’enquêtes et de poursuites en matière de traite de personnes et pratiques assimilées, puisque les trafiquants arrivent facilement à dissuader les victimes de porter plainte et les témoins de rapporter les faits dont ils ont eu connaissance.

La mise en œuvre de l’action publique pour les infractions de traite des personnes, selon l’article 15 de la loi fait obstacle à tout éloignement de la victime et des témoins du territoire national jusqu’à l’intervention de la décision définitive, tant au pénal qu’au civil. Ceux-ci peuvent demander à y rester comme résidents ou comme réfugiés selon la législation en vigueur dans de tels cas.

<sup>29</sup>Le principe est que les victimes de traite des personnes et de pratiques assimilées bénéficient d’exemption de poursuites et de condamnations sauf si elles agissent en connaissance de cause.

Pour la protection de l’identité et de la vie privée des victimes et des témoins, l’article 14 permet aux juridictions de jugement d’ordonner le huis clos, et aussi de les dispenser de comparaître à l’audience.

#### 2.2.3 La protection sociale

Aucun décret d’application permettant d’organiser dans les détails les mesures de protection sociale accordées aux victimes n’a été pris.

#### 2.2.4 L’incrimination du trafic de migrants

La loi 2005-06 prévoit l’incrimination de la traite des personnes et des pratiques assimilées (exploitation de la mendicité et trafic de migrants).

Le fait que le trafic de migrant soit incriminé dans le même texte que la traite des personnes et sous l’intitulé « pratiques assimilées » introduit un amalgame entre les deux infractions alors que les préoccupations ne sont pas les mêmes. En conséquence, une loi spécifique pour mettre en œuvre le protocole additionnel contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer est en chantier. En effet, les articles relatifs au trafic de migrants seront abrogés dans la loi 2005-06 et une loi autonome sur le trafic de migrants, en cours d’élaboration, sera présentée dans les prochains mois au Parlement.

#### 2.2.5 La notion d’exploitation

La notion d’exploitation est la notion clé de la traite des personnes. Bien sûr, l’exploitation peut être, dans bien des cas, indépendante de la traite.

Cependant, la traite des personnes est étroitement liée à l’exploitation ultérieure des personnes par d’autres personnes d’une manière qui attente à leurs droits fondamentaux.

C’est la combinaison du recrutement, du transport et de l’exploitation finale à laquelle la victime est soumise, qui fait de la traite une violation distincte des éléments qui la composent et qui la différencie de la migration au sens strict. Il n’existe pas une seule forme d’exploitation mais une multitude de formes et de situations portant les personnes, et en particulier les femmes et les enfants, à être exploitées économiquement et/ou sexuellement.

La loi sénégalaise ne donne pas une définition claire d’exploitation puisqu’elle se limite à citer une liste de situations d’exploitation, tout comme dans le protocole. La notion d’exploitation reste donc très subjective.

### 2.3 Certaines incohérences du cadre juridique

Quelques incohérences ont été relevées entre les différents textes adoptés du fait d’un manque d’harmonisation du cadre juridique.

#### 2.3.1 Sur la mendicité : incohérence entre l’article 245 du Code pénal et la loi de 2005 sur l’exploitation de la mendicité d’autrui

L’article 245 du Code pénal interdit la mendicité. Mais, elle est tolérée « aux jours, dans les lieux et dans les conditions consacrées par les traditions religieuses ».



La loi relative à la traite ne fait pas la distinction entre mendicité tolérée et mendicité interdite. Elle incrimine le « fait pour quiconque d'organiser la mendicité d'autrui en vue d'en tirer un profit ; ou d'embaucher, d'entraîner ou de détourner une personne en vue de la livrer à la mendicité ou d'exercer sur elle une pression pour qu'elle mendie ou continue de le faire ».

Un réaménagement logique des deux textes serait souhaitable et possible dans le contexte actuel de révision du Code pénal, en prenant également en compte l'article 21 de la « Charte Africaine des Droits et du Bien être de l'Enfant » qui recommande aux Etats « d'abolir les coutumes et pratiques négatives, culturelles et sociales qui sont au détriment du bien être, de la dignité, de la croissance et du développement normal de l'enfant ».



### 2.3.2 En matière d'adoption

Le Sénégal n'a pas ratifié la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et n'a pas pris toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre effective en droit interne, qui assurent notamment :

- La prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant ;
- Le principe de subsidiarité, l'adoption internationale ne devant être envisagée que lorsqu'il ne peut être trouvé dans l'Etat d'origine de l'enfant une solution nationale ;
- Le passage obligé par des organismes agréés. Pour pouvoir être agréés, ces organismes doivent avoir démontré leur aptitude et satisfaire à un certain nombre d'exigences minimales (but non lucratif, qualifications morales et professionnelles...) ; un tel organisme n'a pas encore été identifié par le Sénégal, il n'existe pas d'autorité centrale chargée des questions de l'adoption ;
- La prohibition des profits indus afin d'éviter et de prévenir l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants.

Le cadre juridique actuel en matière d'adoption n'offre pas les garanties nécessaires à l'enfant adopté. Par ailleurs, la mise en œuvre du cadre juridique existant est anarchique, par exemple des faiblesses au niveau du respect de la procédure et des contrôles sont relevées par les acteurs de terrain, au premier chef desquels la DESPS et le Ministère de la Famille, qui peuvent conduire à de grandes dérives.

### 2.3.4 Le confiage

La tradition de confiage des enfants, c'est à dire de placement des enfants, dès le bas âge parfois, auprès de membres de la famille élargie peut remplir plusieurs fonctions : « aider l'enfant à continuer des études, à trouver une profession, ou même élever l'enfant lorsque les parents naturels n'en ont pas les moyens nécessaires ». Parfois il peut s'agir de confier un enfant lorsqu'une cellule familiale élargie n'a pu elle-même concevoir. « Les parents naturels espèrent que grâce au confiage, l'enfant va profiter des meilleures conditions de vie pour préparer son avenir : aller à l'école, se former, avoir une bonne situation, devenir un grand commerçant, un grand marabout... »<sup>30</sup>.

Cependant, l'étude menée par ENDA TM a fait ressortir que la notion de placement ou de confiage est totalement ignorée du langage des enfants qui ont été interviewés pour les besoins de l'enquête, alors même que cette notion est centrale dans le vécu des populations. Le confiage peut réussir comme il peut également dériver en exploitation, voire en situation de traite.

En effet, dans certains cas, la pratique du confiage alliée à la précarité des familles pousse les parents à se désengager de leurs responsabilités qu'ils ne peuvent plus assumer.

Bien souvent l'intervention d'un intermédiaire leur apparaît comme une opportunité à laquelle il est difficile de résister.

D'après certains témoignages, se faire confier un enfant est finalement une « bonne affaire ». En effet, un enfant travaille, est plus facilement exploitable, et revendique moins qu'un adulte. Comme il nous a été crûment confié : « c'est rentable ». Un enfant peut être peu ou pas payé. Et si la famille y gagne un peu d'argent tous les mois, elle ferme les yeux.

<sup>30</sup> « Exode précoce et traite des enfants en Afrique de l'Ouest, où en sont les jeunes travailleurs ? », ENDA TM/Jeunesse action, janvier 2008.



## 2.4 Problèmes d’application du dispositif sénégalais en matière de traite

### 2.4.1 Méconnaissance du dispositif juridique

Il apparaît, au vu des entretiens menés par la mission, que les personnes chargées d’appliquer les lois méconnaissent très souvent ou connaissent mal la loi de 2005 relative à la traite des personnes. Les textes sont dans la plupart des cas non diffusés.

Il est important que tous les textes qui ont trait à la prévention et à la punition de la traite des personnes soient divulgués de manière très large tout au long de la chaîne pénale. Sans oublier par exemple les agents de l’Etat civil, qui, parfois mal formés, peuvent commettre des erreurs graves notamment en matière de demandes d’adoption (cf. entretien avec le Procureur de Ziguinchor).

En outre, si la loi semble être méconnue ou incomprise par certains acteurs professionnels de la lutte contre la traite, c’est que le concept même de traite échappe à une grande partie de la population sénégalaise. Dans un tel contexte on ne peut s’étonner de l’inapplication de la loi et l’on peut en revanche s’interroger sur son «applicabilité».

Ainsi, certains acteurs de la lutte contre la traite justifient le défaut d’application de la loi par l’incompréhension de cette loi par la population si bien que « lorsqu’une loi trouble l’ordre public, il ne faut pas l’appliquer <sup>31</sup> ».

### 2.4.2 Perception différente du phénomène par la population : traite et migration

La migration est un phénomène très ancien en Afrique de l’Ouest. La détérioration des conditions de vie, la sécheresse et l’appauvrissement des terres, l’instabilité politique, la pauvreté ou encore le nomadisme, sont autant de facteurs qui amènent des individus, adultes ou enfants, à migrer.

Aujourd’hui, cette migration, aussi bien interne à un pays que transfrontalière, répond autant à des logiques familiales ou intra-communautaires qui s’inscrivent dans des stratégies de survie ou de placement d’enfants à vocation sociale ou éducative qu’à des attentes individuelles exprimées par les jeunes, en quête d’opportunités économiques ou professionnelles ou d’une promotion sociale.

Les migrations ne sont pas en soi assimilables à la traite. Néanmoins, l’existence d’un ensemble de facteurs, essentiellement économiques, peut conduire à requalifier certaines de ces migrations en phénomène de traite à proprement parler ou, tout au moins, à considérer l’existence d’un risque de traite.

Dans cette dynamique de flux migratoires ancrés dans l’histoire du continent africain et dans des logiques de survie, la démarcation entre la migration définie culturellement et économiquement et ce qui est constitutif de traite des personnes, est difficile à cerner.

La confusion entre migration et traite est d’autant plus forte que les trafiquants se servent en partie de flux migratoires anciens et volontaires pour recruter des individus vulnérables. Encouragés initialement ou encadrés en chemin par des trafiquants, ces migrants ne sont que dans un deuxième temps appréhendés par le cercle abusif de l’exploitation économique et/ou sexuelle. En effet, on se rend compte que les flux de la traite coïncident en partie avec ceux de la migration, y compris interne<sup>32</sup>.

<sup>31</sup>Citation d’un haut fonctionnaire des forces de sécurité.

<sup>32</sup>Etude ONUDC

Il apparaît que les populations voyant dans la migration économique l’un des seuls remèdes à leur précarité, ne conçoivent pas comme traite certains comportements pourtant clairement qualifiables de traite au sens du droit interne.

Il ne s’agit pas uniquement d’une question de sémantique mais d’un problème plus complexe où les communautés apparaissent sceptiques sur la nature du phénomène de la traite. Pour eux, il s’agit davantage d’une migration pour le travail et d’une lecture erronée des traditions familiales et éducatives africaines que d’un phénomène de traite.

### 2.4.3 Traite de personnes et trafic de migrants<sup>33</sup>

Le terme « trafic de migrants », plus vague que la notion de traite de personnes, se réfère au transfert illicite de migrants à travers une frontière. La différence majeure entre traite et trafic réside dans l’existence d’une exploitation. Il n’y a pas d’exploitation dans les cas de trafic de migrants : un passeur procure, contre dédommagement, le passage illégal d’une frontière et le marché s’arrête là. Par contre, la traite des personnes peut comprendre le passage illégal d’une frontière mais la relation entre trafiquant et victime ne s’arrête pas là, elle se poursuivra sous forme d’exploitation de la personne.

Le trafic est également défini par la loi de 2005, qui en détermine les modalités de poursuite. Or, la confusion réside au cœur même de la loi puisqu’elle se réfère à la lutte contre la traite et les pratiques assimilées, le trafic de migrants étant alors une pratique assimilée à la traite.

Pour éviter cette confusion, le Ministère de la Justice a décidé d’amender la loi en abrogeant tous les articles se référant au trafic de migrants pour en faire une loi autonome. Le projet de loi sur le trafic illicite de migrants est en cours d’adoption.

### 2.4.4 Non application du traité bilatéral Sénégal-Mali sur la coopération et l’entraide judiciaire pour la protection des victimes de traite transfrontalière<sup>34</sup>.

Le seul accord bilatéral en matière de traite signé par le Sénégal est celui avec le Mali, mais il n’est pas mis en œuvre. Compte tenu que des flux sont identifiés entre le Sénégal et les pays limitrophes, il serait judicieux que le Sénégal développe des accords bilatéraux. Mais il y a tout d’abord lieu de s’interroger sur la non application de l’accord Sénégal – Mali avant de multiplier les expériences.

Il serait notamment important de trouver un accord avec la Guinée Bissau afin de convenir de solutions et de partenariats.

<sup>33</sup>Les personnes rencontrées semblent parfois également confondre les notions de traite et de trafic (qui lui est préféré).

<sup>34</sup> Un document de référence pourrait être celui proposé par l’UNICEF et validé par le Groupe de travail régional contre la traite des personnes (RWOGAT) qui figure au nombre des outils recommandés dans le plan d’action conjoint CEDEAO-CEEAC : « modèle d’accord bilatéral sur la coopération et l’entraide judiciaire pour la protection des enfants de la traite transfrontalière ».

# 3/ Perception du phénomène de la traite des personnes au Sénégal

## 3.1 Les flux migratoires et les flux de traite

Au vu des entretiens réalisés auprès des acteurs de terrain, on remarque au Sénégal des flux migratoires internes<sup>35</sup> très importants et liés pour l’essentiel à l’exode rural, à la recherche de meilleures opportunités économiques et sociales et à une tradition de placement des enfants chez un membre de la famille ou auprès d’un marabout à des fins éducatives.

Les flux migratoires reflètent généralement les disparités économiques (réelles ou perçues) entre les zones rurales et la ville, et sont motivés par la recherche d’emploi dans les zones plus prospères. A cela s’ajoutent d’importantes migrations saisonnières. Ainsi, durant les saisons sèches, les populations rurales étant moins occupées par les travaux agricoles partent dans les centres urbains à la recherche de travail afin de permettre à leurs familles de subvenir à leurs besoins en attendant la saison des pluies.

Les zones pourvoyeuses, aux dires des professionnels rencontrés, sont principalement Kolda, Sédhiou, Tanaf, pour la région Casamance, ainsi que les régions de Matam, Kaolack, Kaffrine et Diourbel avec pour zones receveuses les centres urbains et en premier lieu Dakar.

La porosité des frontières du Sénégal, les similitudes de traditions, ethnies, cultures, langues de part et d’autre de la frontière sont autant de facteurs qui facilitent et encouragent les passages et trafics d’un pays à l’autre.

Selon les informations recueillies, un flux migratoire principalement d’enfants en provenance de Guinée Bissau (Bafata, Sao Domingos, Varela et Bissau), de Gambie, du Mali et de Guinée répond à l’intérêt des familles d’envoyer leurs enfants dans les écoles coraniques sénégalaises, reconnues de haute qualité dans la région. La ville de Dakar est traditionnellement considérée comme un haut lieu de l’enseignement coranique. D’après l’étude sur les enfants mendiants à Dakar, 42% des enfants talibés-mendiants sont d’origine étrangère.

D’après les entretiens avec les forces de sécurité<sup>36</sup> et les élus locaux<sup>37</sup>, certains recruteurs de mauvaise foi profitent de ces flux migratoires pour faire passer des groupes d’enfants au travers des frontières du Sénégal pour les amener dans des endroits qui se disent écoles coraniques qui en réalité ne leur fournissent aucun enseignement, mais les exploitent pour la mendicité.

Selon le consulat de Guinée Bissau à Dakar, les trafiquants de talibés-mendiants bissau-guinéens sont très organisés. Ils seraient pour la plupart de nationalité bissau-guinéenne, venus à Dakar quelques années auparavant, pour recevoir un enseignement coranique. Une fois leur formation terminée, ils seraient repartis en Guinée Bissau afin de « recruter » des enfants, principalement dans les trois régions limitrophes du Sénégal. La plupart de ces trafiquants bissau-guinéens se simulant maîtres coraniques, seraient principalement installés dans la banlieue de Dakar (Pikine, Guédiawaye). Ils n’assureraient aucun enseignement coranique mais s’adonneraient exclusivement à l’exploitation de la mendicité des enfants (plus de 6 heures par jour, 7 jours sur 7<sup>38</sup>). Ces cas de traite se sont récemment intensifiés et tendent à s’organiser<sup>39</sup>.

<sup>35</sup> C’est-à-dire un mouvement d’enfants à l’intérieur d’un même pays, généralement venant des zones les plus pauvres ou offrant peu d’opportunités (zones pourvoyeuses) vers des centres urbains ou des zones plus prospères.

<sup>36</sup> Forces de sécurité des régions de Dakar et de Ziguinchor.

<sup>37</sup> La cellule d’appui aux élus locaux a d’ailleurs exprimé le vœu que les élus locaux soient davantage impliqués à ce niveau au vu de leur connaissance des phénomènes de migration ayant lieu sur leur territoire.

<sup>38</sup> Enfants mendiants dans la région de Dakar”, Understanding Children’s Work, an inter agency research cooperation project, ILO/UNICEF/World Bank, November 2007..

<sup>39</sup> Journée sur la mendicité des enfants.

La pratique de la mendicité est une étape fondamentale de l’éducation islamique et, par conséquent, parfaitement acceptée par la population. En outre, toujours selon la tradition, il est du devoir des musulmans de donner une offrande aux mendiants.

La crise économique et le manque d’opportunités pour les familles comme pour les enfants, associés à la forte tradition, voire à l’obligation de déléguer la formation religieuse à un marabout, poussent certaines familles à confier leurs enfants à des maîtres parfois peu scrupuleux qui pourront exploiter la mendicité des enfants.

Les acteurs de la lutte contre la traite ont également observé <sup>40</sup>, des flux de traite de femmes depuis le Nigeria et la République Démocratique du Congo vers le Sénégal et depuis le Sénégal vers l’Europe et le Liban (trafic de petites bonnes) et vers les pays du Golfe, la Turquie et la Mauritanie (trafic pour exploitation sexuelle).

Sur le chemin de la traite interne ou transfrontalière, Kaolack semble être un véritable carrefour, ville de transit et d’exploitation. Les zones de destination sont Dakar, Saint Louis et Ziguinchor (également ville de transit et/ou d’exploitation).

## 3.2 Trafiquants, réseaux et intermédiaires

Les trafiquants, sont très souvent perçus par les communautés non pas comme auteurs de crimes ou délits mais comme des intermédiaires facilitant la migration et la recherche d’un emploi. Cette perception généralisée constitue une entrave à la lutte contre la traite des personnes.

Selon les informations recueillies auprès de la brigade des mœurs, les filières de traite de femmes nigérianes et congolaises (RDC) vers le Sénégal seraient d’ailleurs liées à des réseaux de migration clandestine vers l’Europe. En effet, les migrants ont besoin de l’aide financière de tiers pour payer le coût de leur voyage. Cette aide prend en général la forme d’un prêt. Les prêts sont fréquemment utilisés pour opérer un effet de levier sur les travailleurs migrants afin de les forcer, notamment, à se prostituer (servitude pour dette), ce qui semblerait être le cas de ces femmes, en transit et exploitées au Sénégal, selon les informations de la Brigade.

Certains cas de corruption des agents des forces de l’ordre nous ont été signalés, pouvant aider les trafiquants notamment à passer les frontières.

Le Protocole de Palerme<sup>41</sup> a été adopté en vu de répondre à la croissance inquiétante de la traite des êtres humains qui devenait une activité commerciale plus rentable que le trafic de drogues, par exemple. L’hypothèse sous-jacente à la conception du Protocole était que les groupes criminels organisés étaient les principaux organisateurs de la traite.

Il s’agit bien d’une réalité, notamment concernant la traite des femmes pour la prostitution dans les pays industrialisés, qui implique des réseaux criminels bien organisés. Néanmoins, de manière générale, le recrutement et la traite des enfants et des adultes au Sénégal sont dominés non pas par de grands criminels organisés mais par de petits réseaux informels.

Ces réseaux, ou trafiquants isolés, repèrent les opportunités de s’enrichir facilement en déplaçant des enfants et des adultes depuis des zones pourvoyeuses vers des zones où existe une demande, notamment en main d’œuvre servile et abondante. Dans un nombre important de cas, les individus qui pratiquent la traite des enfants ou des adultes et gagnent de l’argent en les exploitant sont des proches ou des connaissances directes des familles. Parfois, il s’agit des parents eux-mêmes.

<sup>40</sup> Brigade des mœurs.

<sup>41</sup> Entrée en vigueur le 25 décembre 2003.

De manière générale, il existe des réseaux de placement, basés sur des systèmes d’entraide entre les villa-geois installés en ville et ceux restés au village qui cherchent à en partir pour trouver un emploi en ville.

Le problème ici n’est pas tant la mentalité « criminelle » des trafiquants, mais le fait que la cohésion sociale et la famille ont été affaiblies au point qu’elles n’empêchent plus de telles formes de tromperie et d’exploitation<sup>42</sup>. Quelles sont donc les mesures de protection à mettre en place ou les actions à initier pour y remédier ?

### 3.3 Les différentes formes de traite constatées au Sénégal

De manière générale, il ressort des entretiens réalisés que les victimes de traite au Sénégal sont principale-ment les enfants qui, dans une large mesure, sont exploités pour la mendicité (la forme de traite la plus visible et la plus largement reconnue), l’exploitation sexuelle, la pédophilie, le travail domestique notamment.

La question des femmes victimes est, quant à elle, plus difficile à aborder dans la mesure où il n’existe aucune étude sur l’exploitation du travail domestique ou sur l’exploitation de la prostitution. Par ailleurs ces formes d’exploitation sont beaucoup moins visibles, car organisées dans des lieux privés et fermés.

#### 3.3.1 L’exploitation sexuelle

Plusieurs facteurs, parmi lesquels la croissance du « tourisme sexuel », ont accru la demande d’enfants pour leur exploitation sexuelle<sup>43</sup>.

La région de Mbour a régulièrement été citée dans la presse sénégalaise pour faits de tourisme sexuel et de pédophilie. Depuis 1999, la région connaît un développement touristique sans précédent entraînant avec lui l’accroissement d’une demande en prostitution de femmes, d’hommes et d’enfants. Devant l’ampleur du problème, un Observatoire de la pédophilie a été créé dans la station balnéaire par l’ONG Avenir de l’enfant.

Pourtant, selon la Brigade des mœurs, la traite organisée de personnes pour la prostitution ne serait pas très développée au Sénégal, en partie parce que la prostitution représente un moyen de survie pour certaines femmes et qu’en conséquence l’offre est déjà suffisamment fournie sans qu’il soit besoin de l’organiser.

Cependant, les rares cas de proxénétisme indiqués par la brigade sont le fait de réseaux étrangers exploitant des femmes étrangères (filiales nigériane et congolaise), dans des casinos et autres dancings. La filière congolaise RDC (comme d’autres pays post conflit de la sous région sans qu’il y ait eu d’informations plus précises) serait à mettre en lien avec un réseau de trafic de migrants qui, sur le chemin de la migration, orga-niserait également la prostitution des femmes pour payer les frais de passage.

La Brigade a également mentionné l’existence de maisons closes exploitant des ghanéennes mais qui sem-blent avoir disparu.

Des cas de sénégalaises partant vers les pays du Golfe, la Turquie et la Mauritanie semblent également avoir été identifiés par la brigade, et également par le comité d’exécution du projet de lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants. Il semblerait qu’un chef religieux de Kaolack enverrait régulièrement des fillettes vers la Mauritanie contre indemnisation de leurs familles, sous prétexte de leur trouver un travail domestique. Les familles perdent tout contact avec leurs enfants. Nos interlocuteurs soupçonnent un trafic d’esclaves.

<sup>42</sup> Les enfants, une marchandise? Agir contre la traite des enfants, Mike Dottridge, Terre des Hommes, mai 2004.

<sup>43</sup> Notamment sur la petite côte et au Cap Skiring au dire des élus locaux.

Enfin, la brigade des mœurs est également informée de trafics de jeunes femmes vers les pays du Golfe, organisée par d’anciennes prostituées reconverties dans le commerce avec ces pays-là. Elles emmèneraient avec elles des groupes de jeunes filles majeures pour les initier au commerce et reviendraient au Sénégal sans elles. Ces informations ont été dévoilées lorsque des problèmes entre les familles des jeunes filles et les entremetteuses sont apparus.

Néanmoins, aucune enquête n’est en cours et aucune plainte n’a été déposée permettant d’enquêter plus avant ces faits.

#### 3.3.2 L’exploitation de la mendicité

Selon une étude récente sur les « enfants mendiants dans la région de Dakar <sup>44</sup> », 7.600 enfants, dont la moyenne d’âge est de 11 ans, sont exploités pour leur mendicité. Or 90% de ces enfants sont talibés<sup>45</sup>, c’est à dire confiés par leur famille à de prétendus marabouts dans le but de recevoir une éducation religieuse.

Parmi les enfants talibés<sup>46</sup>, il faut distinguer ceux qui reçoivent véritablement un enseignement coranique et les enfants mendiants assimilés aux talibés qui sont forcés à mendier la majeure partie de la journée (plus de 6 heures par jour, 7 jours sur 7), pour subvenir à leurs besoins propres mais également pour apporter une certaine somme d’argent fixée à leur maître coranique (en moyenne 300 francs CFA par jour). Lorsque les enfants ne rapportent pas cette somme, ils sont punis soit par des talibés plus âgés, soit par leur maître coranique

Selon les statistiques du Samu Social Sénégal<sup>47</sup>, 60% des enfants talibés pris en charge par l’organisation sont originaires de Guinée Bissau et 25% sont originaires de Casamance (Sédhiou et Kolda principalement). 84% de ces talibés sont d’ethnie peule et la moyenne d’âge est de 10 ans.

Et selon une enquête récente menée par ENDA/ GRAF Sahel<sup>48</sup>il ressort que :

- Plus de 82% des ménages ayant placé des enfants dans des daaras migrants sont constitués de familles polygames ;
- La taille de ces familles varie entre 11 et 20 membres ;
- Ces familles vivent à 88% des revenus agricoles ;
- Les familles reconnaissent leur incapacité à assumer la prise en charge correcte de leurs enfants.

Ces informations permettent d’identifier assez clairement les familles les plus vulnérables courant le risque de voir leurs enfants devenir victimes de traite et d’exploitation. Ces familles devraient constituer une cible prioritaire de toute action de prévention de la traite et de pires formes de travail des enfants.

Dans certaines familles, confier un enfant à un marabout est une façon de se libérer d’un fardeau car la prise en charge de ce dernier a un coût trop élevé, qu’elles ne peuvent assumer<sup>49</sup>. D’autres familles rejettent le système éducatif étatique qui ne propose pas l’enseignement du coran et se sentent donc contraintes de confier leur enfant à un marabout même sans être sur des compétences et de l’honnêteté de l’enseignant.

Même si les aspects culturels et religieux la banalisent, la mendicité est devenue un moyen pour quelques parents et quelques personnes qui se font passer pour des marabouts d’assurer leur survie et celle de l’enfant. Souvent même, la mendicité, du fait de sa rentabilité, n’est plus seulement un moyen de survie mais également un objectif chez certains marabouts, voire certains parents.

<sup>44</sup> « Enfants mendiants dans la région de Dakar », Understanding Children’s Work, an inter agency research cooperation project, ILO/UNICEF/World Bank, November 2007.

<sup>45</sup> Enfant qui fréquente une école coranique.

<sup>46</sup> Une étude a également été menée dans le cadre d’un projet du Ministère de la Famille soutenu par l’Ambassade Etats-Unis.

<sup>47</sup> Maraudes, n°14, juil-aout-sept 2007, Samu Social Sénégal.

<sup>48</sup> « Recherche-action dans les zones pourvoyeuses d’enfants mendiants au Sénégal », ENDA/GRAF, Dakar, mai 2007.

<sup>49</sup> ENDA GRAF Sahel, op cit.



### 3.3.3 L'exploitation par le travail



Face à la pauvreté, les familles et les enfants adoptent des stratégies de survie qui fragilisent les enfants en les confrontant à de multiples et nouveaux risques. En Afrique de l'Ouest notamment, le travail des enfants n'est pas un phénomène nouveau. Il constitue pour les parents pauvres un moyen de minimiser le risque d'interruption des ressources. Il fait partie intégrante des stratégies de subsistance des ménages. Et souvent, il s'agit d'un travail effectué au sein, ou à proximité de la sphère familiale, et exercé comme une initiation progressive. Mais « sous l'effet de la crise économique, le travail des enfants a tendance à se déplacer vers la sphère économique où la main d'œuvre enfantine à bas salaire est particulièrement recherchée dans les secteurs non structurés et dans les secteurs à forte utilisation de main d'œuvre »<sup>50</sup>.

#### L'exploitation du travail domestique précoce

Dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest, l'emploi d'enfants comme aide domestique constitue un usage courant : il s'agit d'une des pratiques les plus répandues et les plus ancrées dans les comportements.

Or, dans la région, le travail domestique se confond souvent avec les systèmes traditionnels « d'initiation à la vie et au travail » et est effectué à la maison. Cela signifie que des millions d'enfants et d'adultes travailleurs ne sont pas protégés par des réglementations et des contrôles dans le cadre du droit du travail. Par conséquent, il est très difficile de détecter la maltraitance et l'exploitation.

Selon l'enquête du MAEJT sur l'exode précoce et la traite<sup>51</sup>, le fait pour une fille de rester à la maison est perçu par le père comme une charge car elle ne peut ni l'aider au champ ni produire des revenus. Ainsi, quelles que soient les conditions dans lesquelles la jeune fille sera contrainte de vivre en ville, les parents préfèrent qu'elle y migre. De plus, les dures conditions de vie vécues par l'enfant sont perçues comme une formation à l'endurance nécessaire à son éducation.

Selon des informations recueillies lors des entretiens, les réseaux plaçant les petites bonnes semblent très organisés au Sénégal. Des personnes seraient chargées du recrutement au niveau local, les jeunes filles seraient ensuite confiées à des femmes qui les placeraient dans des familles et leur fourniraient un logement, contre rémunération. Il existerait également de véritables bureaux de placement. La tranche d'âge des jeunes filles se situe entre 10 et 17 ans.

D'après certains témoignages, ces jeunes filles seraient parfois abusées sexuellement par leurs employeurs ou les membres de la famille de ces derniers qui promettent une augmentation de salaire, ou une prime supplémentaire. Lorsqu'elles se trouvent en état de grossesse, elles seraient licenciées et se retrouveraient dans une situation d'extrême précarité, dans les rues de la ville.

Les représentants de syndicats rencontrés ont également mentionné des cas de traite de petites bonnes par des Sénégalais pour exploitation en Europe, notamment en France, pour le travail domestique. A ce niveau intervient également le trafic de faux documents.

Des cas ont également été mentionnés de trafics de petites bonnes sénégalaises vers le Liban et la Mauritanie.

#### L'exploitation du travail informel

Très peu d'études spécifiques ont été réalisées sur la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, dans le secteur informel. Toutefois, certains acteurs rencontrés considèrent que des enfants sont victimes de traite dans le secteur informel. Ces enfants sont économiquement exploités et font des travaux trop pénibles pour leur âge, des horaires très contraignants pour des rémunérations très faibles et

<sup>50</sup> Mike Dottridge, op. cit.

<sup>51</sup> « Exode précoce et traite des enfants en Afrique de l'Ouest, ou en sont les EJT ? » ENDA TM Jeunesse action, janvier 2008.



irrégulières, par rapport à l’usage du travail traditionnellement pratiqué par les enfants au Sénégal. L’utilisation abusive de la main d’œuvre journalière et féminine pourrait constituer une autre forme de traite<sup>52</sup>.

Le plus souvent, les victimes de la traite qui travaillent dans le secteur informel sont originaires de petites villes et de zones rurales de l’intérieur du pays. Il s’agit donc essentiellement d’une traite interne où les principales activités exercées par ces enfants sont l’artisanat de production, les services de réparation et le commerce ambulant.

En outre, la traite des enfants dans le secteur informel prend parfois la forme simulée de programmes d’apprentissage ou de formation professionnelle, qui dans la réalité, correspond à une situation d’exploitation et de travail forcé (apprentis).

Les travaux dangereux

Des témoignages ont également été recueillis concernant les enfants exploités dans les carrières d’or de la région de Kédougou<sup>53</sup> et déclarent avoir été amenés de Guinée par un parent. De même, des assistants sociaux de Pikine ont tenu à attirer l’attention sur la situation des enfants charretiers qui sont tenus de charrier de grandes quantités de sable pour les travaux de construction.

Toutes les situations d’exploitation du travail ne sont pas des situations de traite et il est difficile, très souvent, de faire la différence entre solutions d’entraide et véritables réseaux d’exploitation d’une main d’œuvre abondante, servile et cherchant un moyen de survie. Cependant, l’absence de réglementation et de systèmes de protection au sein des activités économiques non formelles favorise la possibilité de constitution de réseaux de « trafiquants ».

3.4 L’adoption

Il faut relever qu’il n’existe aucune institution étatique pour l’accueil des enfants abandonnés, les structures existantes étant privées.

De nombreux acteurs de terrain, forces de sécurité comme travailleurs sociaux, jusqu’au parquet, ont attiré l’attention de l’équipe sur le fait que la réglementation et les procédures en matière d’adoption internationale en vigueur au Sénégal n’étaient pas protectrices des droits des enfants et pourraient être propices au développement de réseaux de traite. Sans que des cas de réseaux organisés aient été relevés, les acteurs de terrain interrogés ont exprimé leurs vives craintes de les voir se développer compte tenu de la faiblesse du cadre légal et du respect des procédures par les fonctionnaires chargés de les mettre en œuvre.

Or, un rapport interne de la DESPS sur ses services extérieurs<sup>54</sup>, souligne :

- L’absence de suivi des enfants placés dans les pouponnières ou adoptés, notamment par des couples étrangers ;
- Le non respect et la méconnaissance de la procédure d’adoption par les agents chargés de la mettre en œuvre ;
- La procédure n’est pas toujours respectée par certains magistrats qui statuent sans enquête sociale préalable ;
- Les travailleurs sociaux ne sont pas systématiquement impliqués ;

<sup>52</sup>Au dire du CNTS notamment.

<sup>53</sup>Documentaire de Adam Sy.

<sup>54</sup>Rapport d’étude sur les services extérieurs de la DESPS, Abdou BADJI, DESPS, Division de l’action éducative et de la protection sociale, décembre 2007.

- L’exemple a également été rapporté de cas d’officiers de l’état civil mal formés qui procédaient eux mêmes aux procédures d’adoption, sans en référer au tribunal.

Dans certains cas, l’adoption prend la forme de marchandage. Dans la région de Ziguinchor, un officier de police a témoigné du fait que depuis sa prise de fonctions dans sa localité (soit cinq mois), son commissariat avait été sollicité directement par des parents pour trois demandes d’adoption. En effet, il semblerait que certains candidats à l’adoption négocient directement avec la famille l’adoption de l’enfant, promettant la scolarisation et un avenir radieux pour ce dernier ainsi qu’un dédommagement pour les parents.

Afin de formaliser la démarche, les « adoptants » présentent aux parents un formulaire (peut être téléchargé sur Internet, selon l’officier de police) ayant ainsi l’apparence d’un document officiel pour les tromper. Puis, les « adoptants » demandent aux parents de faire légaliser le document au commissariat de police. Le document ainsi légalisé leur permet, même s’il semble difficile qu’il soit utilisé pour obtenir des papiers leur permettant de quitter le territoire national, de disposer de l’enfant sur le territoire du Sénégal. Selon ce policier, quand bien même des agents des forces de sécurité viendraient à contrôler les identités, un document « officiel » légalisé par la police présenté par les « parents adoptifs » suffirait à dissiper tous leurs doutes.<sup>55</sup>

3.5 Le trafic de drogues illicites

Des assistants sociaux ont fait état de l’emploi de jeunes enfants dans la vente de drogues illicites dans les quartiers sensibles de Dakar (notamment Colobane). L’utilisation des enfants dans ce cadre est recherchée, car un enfant n’attire pas l’attention sur ce genre d’activités.

Le trafic de drogues se développe en Afrique de l’Ouest<sup>56</sup> et le Sénégal commence à être touché par le phénomène ; il devient un pays de transit de cargaisons de cocaïne venant d’Amérique Latine. Des réseaux notamment nigériens se sont implantés. Ce nouveau phénomène constitue donc un véritable risque pour les enfants démunis de protection et engagés dans ce genre d’activités.

<sup>55</sup>Entretien avec le chef du poste de police de Yamatogne Ziguinchor.

<sup>56</sup>Rapport ONUDC.

4/ Les acteurs rencontrés, en charge de la lutte contre la traite des personnes et de la protection des victimes au Sénégal

Prévention Sensibilisation Recherche	Répression	Protection	Formation	Assistance	Rapatriement	Réinsertion
DPDE	Brigade des mineurs	MAEJT	CFJ	SPER	Consulats	Samu Social Sénégal
PARRER	Brigade des mœurs	Avocats	Save the Children	Samu Social Sénégal	OIM	Village pilote
ENDA JA	DPAF	Coordination nationale du Projet de lutte contre la traite et les PFTE, Ministère de la Famille	ONUDC	GINDDI	GINDDI	OIM
MAEJT	Parquet	DPDE	ENTSS	DESPS	Village pilote	GINDDI
Ministère du travail	Juridictions pour enfants	UNICEF	Ecole Nationale de Police	Empire des Enfants	SPER	DESPS
BIT IPEC Sénégal	DACG	Juridictions pour enfants	Ecole des officiers de gendarmerie	Village pilote	SamuSocial Sénégal	BIT IPEC
UNICEF Sénégal	DSP	DESPS	Ambassade des Etats Unis	Direction de l’Action Sociale, Ministère de la Famille		Direction de l’Action Sociale, Ministère de la Famille
Coordination nationale du Projet de lutte contre la traite et les PFTE, Ministère de la Famille	Interpol	Elus locaux	Coordination nationale du Projet de lutte contre la traite et les PFTE, Ministère de la Famille	Ministère de la Santé		Direction du Développement Communautaire
Collectif <i>daaras</i>	Gendarmerie	Associations du patronat		syndicats		Ministère de l’Education
Plan International	Douanes	syndicats		Perspectives Sénégal		Ministère de la Santé
Save the children		Fédération des associations féminines du Sénégal		Comité de lutte contre les violences faites aux femmes		Elus locaux
Maisons de Justice		Comité de lutte contre les violences faites aux femmes		Coordination nationale du Projet de lutte contre la traite et les PFTE, Ministère de la Famille		Syndicats
Direction de l’Action Sociale, Ministère de la Famille		CONAFE				PARRER
Direction du Développement Communautaire						Fédération des associations féminines du Sénégal
Ministère de l’Education						RADDHO
RADDHO						Ndèji-Jirim
Ndèji-Jirim		Ndèji-Jirim				Coordination nationale du Projet de lutte contre la traite et les PFTE, Ministère de la Famille
CONAFE						
Réseaux de journalistes						
Autorités religieuses						
Elus locaux						
Associations du patronat						
Associations de syndicats						
Enda GRAF Intermondes						
Terre des Hommes Lausanne						

## 5/ Forces et faiblesses des actions de lutte contre la traite au Sénégal



### 5.1 La prévention

Il est bien évidemment très difficile d'essayer de rendre compte de toutes les initiatives qui sont menées en matière de prévention sur le long terme de la traite de personnes. Mais à titre d'exemple, nous citerons les programmes d'actions mis en œuvre par le programme IPEC du BIT qui a justement axé ses interventions sur les zones pourvoyeuses d'enfants travailleurs. Les programmes ont pour but de retirer des enfants du travail et de leur proposer des alternatives telles que des bourses scolaires, des aides aux parents sous forme d'activités génératrices de revenus, des formations professionnelles.

De même, le projet de lutte contre la traite et les pires formes de travail du Ministère de la Famille avec le soutien de la Coopération italienne et de l'UNICEF prévoit, dans la deuxième phase du projet, la création d'un Fonds d'Appui qui servira à financer des projets proposés par les communautés vulnérables, aux associations qui interviennent dans le domaine de la protection de l'enfant et aux associations d'enfants (par exemple, micro projets, activités génératrices de revenus, autres). Les actions de formation entrent également dans le cadre de la prévention et du renforcement des capacités des institutions et des acteurs.

La fédération des associations féminines du Sénégal avait également mené une action pilote en matière d'appui-conseil pour les petites bonnes. Il s'agissait de rassembler les petites bonnes pendant leur temps libre pour les écouter, proposer des petites activités de formation ou génératrices de revenus pour compléter leurs revenus. Mais ce projet n'a pu être pérennisé.

Cependant, certains acteurs regrettent que nombre d'interventions en matière de prévention ne se fondent pas sur une vision globale du phénomène. Une certaine inefficacité d'action a d'ailleurs été dénoncée notamment concernant les activités de soutien aux daaras. Au dire des maîtres coraniques, les actions, publiques ou privées, dans ce domaine restent anecdotiques et servent plus les campagnes de médiatisation des uns et des autres qu'à avoir un impact à long terme sur les conditions de vie des talibés et des maîtres coraniques.

L'association des élus locaux du Sénégal a, quant à elle, exprimé sa volonté d'être associée plus activement à la prévention de la traite des personnes<sup>57</sup> et a fait valoir les avantages d'une telle implication au regard des missions des élus et de leur proximité de la population.

### 5.2 La sensibilisation

De nombreuses actions de sensibilisation sur la traite des enfants ont été menées depuis plusieurs années, soit directement soit indirectement, en travaillant sur les messages relatifs à l'exploitation des enfants et aux causes profondes (la scolarisation, le retrait des enfants du travail et l'enregistrement des naissances<sup>58</sup>, principalement).

Les activités de sensibilisation menées par les structures étatiques, et les ONG ne semblent cependant intervenir, pour la grande majorité, que ponctuellement, par exemple, à l'occasion de la journée de l'enfant africain ou pour la fête du travail. Elles comprennent notamment des activités de sensibilisation en faveur de la scolarisation, d'un départ le plus retardé possible du village vers la ville, des causeries avec les employeurs et les familles des enfants travailleurs.

Il existe cependant des réseaux et structures capables de sensibiliser en continu. Les actions du Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT), par exemple, soutenues et structurées par ENDA, sont un bon exemple de système de prévention de la traite et de l'exploitation des enfants sur le long terme. Le

<sup>55</sup>Entretien avec le chef du poste de police de Yamatogne Ziguinchor.

<sup>56</sup>Rapport ONUDC.

réseau du MAEJT, présent sur tout le territoire sénégalais et ayant des représentations dans la sous-région, permet aux jeunes travailleurs d’assurer leur propre protection sur leur lieu de travail. Ce réseau, en constante évolution, propose désormais les services suivants :

- Sensibilisation des parents et des employeurs sur : l’exode précoce et la traite ; l’enregistrement des naissances ; les droits des enfants.
- Formations sur les violences ;
- Un service d’écoute (système de référence, médiation et assistance en cas de besoin. Si le cas est grave les EJT demandent l’appui de ENDA ; ou ont recours à la police)
- Actions participatives et de recherche ;
- Actions pour améliorer les conditions de vie des jeunes travailleurs ;
- Activités génératrices de revenus.

Le réseau des Maisons de Justice, créées en 1999<sup>59</sup>, est également un outil à disposition des justiciables aujourd’hui en capacité de sensibiliser et d’informer les populations sur le long terme sur la traite des personnes et autres formes d’exploitation, ou de maltraitance. En effet, les Maisons de Justice actuellement au nombre de 6 : HLM, Parcelles Assainies SICAP-Mbao, Rufisque (pour la région de Dakar), Ziguinchor et Mbour, ont vocation à faire de la médiation et de la conciliation, et à informer les justiciables sur leurs droits. Un autre objectif est de prévenir et trouver des solutions à la délinquance, et d’assister les victimes.

Pourtant, le volet d’assistance aux victimes n’est pas encore effectif du fait de l’absence de cadre juridique clair quant à cette compétence. Une réflexion s’oriente vers l’organisation de permanences gratuites d’avocats au sein des Maisons de Justice.

Dans le même ordre d’idées, des réseaux spécialisés sur la protection des droits de l’enfant et des droits des femmes ont été mis en place, tels que le réseau des parlementaires, les réseaux d’élus locaux, le réseau des journalistes, le réseau des femmes juristes. Le projet de lutte contre les pires formes de travail des enfants collabore depuis 2001 avec certains de ces réseaux<sup>60</sup> pour des campagnes de sensibilisation. Il pourrait être envisagé de mettre ces compétences en commun plus régulièrement, d’y associer le barreau, et de les sensibiliser à la question de la traite des personnes.

Enfin, le plaidoyer porté par le PARRER est également à renforcer et à intensifier. Même s’il a pour le moment peu d’activités à son actif, il a contribué à ce que le sujet des enfants talibés-mendiants ne soit plus un tabou. Le fait qu’il soit composé de plusieurs ONG importantes au Sénégal, et qu’il soit renforcé par la présence de hautes autorités y compris le chef de l’Etat, et porté par des personnalités unanimement respectées du monde culturel et religieux, est un atout certain pour que cette association développe des campagnes nationales de sensibilisation et d’information sur des sujets aussi sensibles que l’exploitation de la mendicité des enfants et la traite des personnes.

Si de nombreuses campagnes de sensibilisation ont été organisées, il semble qu’il n’y ait pas eu d’évaluation de l’impact que le message a eu sur les populations ciblées.

A ce sujet, les expériences en matière de sensibilisation menées dans des pays de la sous région mettent en garde sur la teneur des messages de sensibilisation classiquement utilisés. Il est apparu que bien souvent les messages de sensibilisation ne sont pas appropriés.

La capitalisation des actions menées par les EJT dans cinq pays de la sous-région<sup>61</sup> a montré par exemple que les concepts de traite, d’exode, d’exploitation et de maltraitance sont des concepts qui ne trouvent pas toujours d’équivalent dans les langues nationales et sont donc, pour certains, des concepts tout à fait étrangers à leur réalité. Si l’exode et la maltraitance, sont, dans toutes les langues nationales, des concepts familiers et leur traduction aisée, les concepts d’exploitation et de traite sont peu ou pas connus et n’ont pas de traduction en langue locale. Il faut alors recourir à d’autres concepts ou d’autres notions, comme la vente d’enfants pour la traite ou la maltraitance ou le fait de ne pas rémunérer ou récompenser l’effort de l’enfant pour l’exploitation pour expliquer la notion de traite et les conséquences qu’elle emporte.

Ces résultats remettent en cause la plupart des termes slogans et des messages diffusés par les acteurs de la lutte contre la traite des personnes qui ne tiennent pas compte de la perception par la population de ces concepts de base.

Dans le même sens, les messages manichéens ne trouvent pas forcément d’écho, notamment auprès de populations économiquement aux abois. Le danger de ne privilégier que les aspects négatifs et dramatiques d’une situation serait de tomber dans la caricature et de se trouver en porte à faux avec les réalités vécues par la population.

En ce qui concerne les media employés pour diffuser les messages auprès des populations, les radios communautaires locales sont une des rares actions de communication à même d’atteindre véritablement leurs buts. C’est pourquoi, il pourrait être recommandé de privilégier de manière très significative le soutien apporté aux radios communautaires, notamment rurales.

### 5.3 La recherche

De nombreuses recherches ont été publiées sur le travail des enfants et sur l’exploitation des enfants par la mendicité. Il apparaît donc nécessaire de mettre en commun les différents travaux effectués.

Ce travail vient d’être commencé au cours de la « rencontre préparatoire de la table ronde des partenaires ayant en charge l’alphabétisation et la protection des enfants talibés mendiants au Sénégal » qui s’est tenue du 28 au 30 avril 2008. Cette réunion, qui a réuni l’ensemble des acteurs agissant en faveur des enfants talibés-mendiants, a permis de collecter et d’analyser les expériences en la matière.

Par ailleurs, les recherches spécifiques sur la traite des personnes sont encore insuffisantes au Sénégal. En effet, les statistiques et analyses disponibles traitent de la mendicité ou des formes d’exploitation du travail des enfants. A titre d’exemple, en 2006 l’Ambassade des Etats Unis a créé un réseau internet pour une base de données sur les enfants talibés et les enfants des rues. Une tentative avait été lancée par le BIT en 2006 sur la traite des enfants au Sénégal mais le rapport n’a jamais été validé. Pour pouvoir apporter des solutions adaptées notamment aux différentes régions pourvoyeuses et aux différentes formes d’exploitation, il y a nécessité de connaître beaucoup plus en profondeur la réalité, l’ampleur et les formes du phénomène de la traite au Sénégal.

Enfin, la mission a remarqué l’inexistence d’études menées sur la traite et l’exploitation des femmes.

Il est également nécessaire de mettre en place des systèmes de collecte et d’analyse de données. Les élus locaux pourraient être des acteurs clé dans ce domaine.

<sup>59</sup>Décret n°2007-1253 modifiant le décret n° 99-1124 du 17 novembre 1999 relatif aux maisons de justice, à la médiation et à la conciliation.

<sup>60</sup>Réseaux des parlementaires et journalistes.

<sup>61</sup>«Exode précoce et traite des enfants en Afrique de l’Ouest, ou en sont les enfants et jeunes travailleurs?», ENDA TM jeunesse action, janvier 2008.



## 5.4 La formation

D’une manière générale, tous les professionnels rencontrés, plus particulièrement ceux chargés d’appliquer la loi, déploraient le manque de connaissance approfondie du cadre juridique relatif à la traite et l’absence de formation continue ou de remise à niveau en la matière.

Une formation spécifique sur la traite des enfants proposée par Save the Children, Suède avec l’appui de l’UNICEF et la validation de la CEDEAO, en 2007, semble néanmoins avoir été suivie par nombre de professionnels des différentes Directions ministérielles et ONG du territoire.

### 5.4.1 En matière de formation initiale

Aucune des écoles professionnelles rencontrées ne dispose dans son programme de formation d’un module spécifique sur la traite. Néanmoins, la problématique de la traite est parfois abordée dans le cadre d’autres modules relatifs à la mendicité, l’enfance en danger etc.

Ainsi, les professionnels, qu’ils soient magistrats, greffiers, avocats, policiers, assistants sociaux ou psychologues pour ne citer qu’eux, ne disposent d’aucune expertise en la matière à la sortie de l’école. C’est seulement au cours de leur expérience professionnelle qu’ils se familiarisent avec le phénomène et découvrent les instruments juridiques propres à la lutte contre la traite.

(i) Le Centre de Formation Judiciaire (CFJ) dispense depuis 2001 un cours sur la protection juridique du mineur avec un module sur la protection juridique des droits humains. Mais la traite des personnes n’est pas abordée. Ainsi les magistrats et greffiers sortant de l’école n’ont pas une idée claire de ce qu’est la traite des personnes et des procédures y afférentes. Ça n’est donc que de leur propre initiative ou expérience qu’ils se familiarisent avec ce concept. Ce manque de formation initiale a des conséquences graves notamment au niveau des enquêtes qui ne sont réalisées que sur la base des infractions de mendicité, prostitution ou maltraitance et jamais sur le chef d’accusation de la traite. Or, tout le déroulement du procès est souvent déterminé par la qualification initiale au moment de l’enquête, puisque aux autres niveaux du procès peu de professionnels connaissent les spécificités de la traite. L’une des conséquences de ce manque de connaissance est que les victimes de traite comme les exploitants ne se voient pas appliquer la loi qui leur est imputable.

Néanmoins parmi les formateurs du CFJ, six ou sept seraient à même, de par leur propre expérience, de préparer des sessions spécialisées en matière de traite.

(ii) Le Barreau

Au niveau de l’Institut de Formation des Avocats du Sénégal (IFAS), la problématique est totalement ignorée. Les avocats ne sont pas formés dans ce domaine. Néanmoins, au sein du barreau certains avocats se sont spécialisés en la matière. Le Bâtonnier nous a exprimé son grand intérêt à voir se mettre en place des formations spécialisées en la matière pour ses stagiaires et pour les membres du barreau également. Ceci pourrait d’ailleurs donner lieu à une collaboration, tant préconisée, avec le CFJ.

(iii) L’Ecole Nationale des Officiers de la Gendarmerie vient d’être créée. Elle a une vocation régionale et accueille pour cette première année d’activités 17 nationalités. L’école n’a pas de module spécifique sur la traite des personnes mais a intégré un module sur la justice des mineurs.

Le directeur de l’école a affirmé sa volonté d’organiser des séminaires de 2 jours sur le thème de la traite. L’école bénéficie des moyens financiers et logistiques pour organiser ces séminaires mais manque d’experts. Il serait donc tout a fait bienvenu et facile d’organiser de tels cours.

(iv) L’Ecole Nationale de Police (future académie de police) : rien n’est prévu en matière de formation spécifique sur la traite des personnes. Seul un module relatif aux droits de l’Homme est assuré. Il ressort des entretiens que la plus grande partie de la formation est placée sous la responsabilité des universitaires. Les policiers en fonction ne sont pas suffisamment motivés financièrement pour venir enseigner ou partager leur expérience. Or, il est indispensable que les élèves policiers bénéficient d’une formation, non plus seulement théorique, comme à l’Université, mais pratique sur les problématiques propres à leur profession.

(v) L’Ecole Nationale des Travailleurs Sociaux Spécialisés (ENTSS) a bénéficié du programme de formation sur la traite de Save the Children. Les travailleurs sociaux connaissent la traite mais désirent renforcer leurs compétences dans ce domaine.

### 5.4.2 En matière de formation continue

Tous les professionnels expriment le désir d’être formés et d’approfondir leurs connaissances sur les spécificités et les complexités de la traite.

Une convention de coopération entre le CFJ, l’Ecole de Police, l’Ecole de Gendarmerie et l’ENTSS a été signée, en 2001, concernant un programme de formation sur la protection juridique des mineurs. En outre, il ressort des entretiens que certains des professionnels ont reçu quelques formations organisées par les partenaires au développement. Ainsi certains assistants sociaux, responsables de centres d’accueil, brigadiers, policiers, douaniers, magistrats et membres d’ONG rencontrés ont eu connaissance de la loi grâce à la formation dispensée par Save the Children Suède et l’UNICEF en 2007. En effet, Save the Children et l’Unicef ont organisé des formations de formateurs dans toute la sous-région, et notamment au Sénégal au cours de l’année 2007. Les formations étaient transversales et regroupaient principalement des magistrats, des représentants des forces de sécurité et des travailleurs sociaux.

Bien que l’impact des formations soit perceptible, l’on peut déplorer une absence de rationalisation des actions menées en matière de formation continue.

Au niveau de l’Etat, le renforcement des compétences des professionnels n’a pas été envisagé malgré le constat fait de l’accroissement du phénomène et la prise de conscience de sa gravité.

## 5.5 Les enquêtes

La complexité et la gravité des infractions de la traite de personnes et des pratiques assimilées exigent des procédures d’enquêtes et de poursuites spéciales exorbitantes du droit commun.

Il ressort des entretiens réalisés que le Sénégal dispose à la fois des fondements juridiques et de brigades opérationnelles permettant de telles actions.

### 5.5.1 Les atouts à exploiter en matière d’enquête et de démantèlement des réseaux internationaux

C’est ainsi que l’article 8 de la loi de 2005 autorise la recherche et la constatation desdites infractions de jour et de nuit à l’intérieur des locaux supposés abriter des victimes ou servant de lieux de préparation pour la commission des infractions, allant ainsi plus loin que les dispositions de droit commun édictées par le Code de procédure pénale. Elle admet également les enregistrements vidéo ou audio comme moyens de preuve dans la poursuite des infractions liées à la traite des personnes.

Par ailleurs, une brigade des mineurs a été créée en 1994. Elle a une réelle présence sur le terrain et fait des maraudes de nuit et de jour. C’est un des moyens à privilégier et à renforcer pour l’identification des enfants en difficultés dans la rue.

La Gendarmerie dispose d’une section recherche qui compte six brigades réparties sur tout le territoire.

Le Bureau Central National d’Interpol (BCN) à Dakar dispose d’une équipe de dix policiers dont un responsable sur la traite des personnes. Le BCN est doté du système de communication mondial sécurisé (24/7) qui lui permet une communication en temps réel avec les autres polices des 186 pays membres. Le BCN peut également bénéficier de l’assistance du bureau sous régional d’Interpol à Abidjan et du Centre de commandement et de coordination du Secrétariat général de l’OIP Interpol dont le bureau central est à Lyon.

La Police de l’Air et des Frontières (PAF) dispose d’un effectif d’environ 140 éléments, déployés sur toutes les frontières terrestres. Quatre brigades mobiles côtières ont complété en 2007 le dispositif. La grande majorité du personnel de la DPAF a pu suivre, depuis début 2007, des formations dans le cadre de projets financés par la Coopération française et l’Union européenne. Aucune formation spécifique sur la traite n’a été dispensée, néanmoins un point focal a été nommé sur ce dossier à la direction centrale.

La douane, dotée de moyens humains et financiers supérieurs à ceux de la PAF, a exprimé sa volonté à participer à la lutte contre la traite des personnes.

En effet, elle est dotée de brigades mobiles qui patrouillent le long des frontières et ont compétence pour exercer un contrôle sur les personnes lorsque la police n’est pas sur place. Avec une formation adéquate, ils pourraient alors exercer un tel contrôle si besoin est et demander systématiquement le concours de la police à chaque fois qu’ils détectent une situation suspecte. Une telle collaboration serait souhaitable si elle est clairement organisée par un protocole d’accord.

### 5.5.2 Obstacles aux enquêtes

Interpol n’est que très rarement saisi de cas par la police ou la gendarmerie qui ignorent souvent la loi, ou qualifient les faits sous d’autres chefs. Une opération Mali-Sénégal-Guinée de lutte contre la traite des personnes a été planifiée depuis 2 ans par le bureau sous-régional d’Interpol à Abidjan mais n’a toujours pas été exécutée.

La police aux frontières (PAF) manque encore de personnel, même si ses effectifs ont considérablement été renforcés ces deux dernières années. Comme indiqué précédemment, le personnel n’a pas reçu de formation en matière de lutte contre la traite des personnes.

La brigade des mineurs est l’organe de police spécialisé dans la protection de l’enfance. Elle connaît d’énormes difficultés à mener à bien sa fonction pour plusieurs raisons :

- La brigade a été créée en 1994 mais n’a pas reçu de décret d’application qui préciserait sa compétence et son mode de fonctionnement. Jusqu’en 2008, la brigade était couplée avec la brigade des mœurs. Depuis 2008, elle est autonome, mais cette autonomisation s’est produite de manière informelle. L’autonomisation n’est en rien opérationnelle ;
- Elle a une compétence territoriale limitée à la ville de Dakar ce qui réduit son champ d’action. Etant donné qu’il n’y a qu’une seule brigade spécialisée dans la protection de l’enfance sur tout le territoire, tout poste de police devrait saisir la brigade pour les cas de délinquance juvénile ou toute situation concernant un enfant. Cela n’est pas le cas ;
- Elle manque de ressources humaines : la brigade est composée de trois brigadiers et est dirigée par un commissaire. La brigade manque également d’un secrétariat pour permettre aux brigadiers de se consacrer à leur mission qui est le travail de terrain. Dans l’idéal, la brigade souhaiterait que des brigades régionales puissent être créées et en priorité dans les principales zones d’exploitation des enfants (Saint Louis, Kaolack, Ziguinchor, Thiès) ;
- Elle manque de moyens logistiques : la brigade n’est dotée que d’un local au sein du commissariat central pour l’ensemble du personnel et manque de moyens logistiques (ordinateurs, véhicules, moyens de transmission, téléphone) ;
- En terme de formation, un seul brigadier a suivi des formations spécialisées sur la protection des enfants et sur la traite des personnes. Le personnel n’est généralement pas spécialisé et lorsque cela est le cas, le personnel compétent est régulièrement détaché ou muté ce qui entraîne un manque de continuité, une perte d’expertise et, par voie de conséquence, d’efficacité.

De manière générale, la brigade manque de synergie avec les autres services déconcentrés. Par exemple, elle n’est pas en rapport avec Interpol lorsque des cas de traite internationale sont identifiés (cas d’un « faux » pasteur ivoirien essayant de trafiquer des jeunes nigérianes vers l’Europe. Ce cas a été mentionné par la brigade des mineurs et par la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces mais personne ne sait où en est le dossier. Les autorités avaient été informées de ce cas par l’Ambassade de Cote d’Ivoire une fois le « faux pasteur » arrêté).

Il n’y a pas de coordination entre la brigade et les autres postes de police. La brigade n’est jamais tenue informée des affaires impliquant les enfants. Ce sont donc des policiers, qui n’ont reçu aucune formation spécifique, qui sont chargés d’enquêter ou de prendre des mesures de protection d’urgence dans les affaires concernant les mineurs.

Il faut néanmoins noter que, depuis l’année dernière, la brigade des mineurs et la DESPS ont commencé à collaborer sur certains cas.

Absence de statistiques et défaut de collecte de données. L’infraction de traite étant mal connue, les forces de sécurité poursuivent sur un autre chef d’accusation sans lien avec la traite des personnes. La collecte des données est très difficile, tout comme leur standardisation.

Dans ce contexte, il est également difficile d’avoir des statistiques sur les cas mettant en cause des mineurs. De telles statistiques n’existent pas. La brigade n’a d’ailleurs reçu aucune formation sur la systématisation de la collecte de données et n’est dotée ni de personnel spécialisé ni de moyens matériels.

### 5.6 Les poursuites

Le bureau du procureur n'a été saisi d'aucun cas de traite des personnes. En effet, les statistiques disponibles font apparaître que seuls les délits de trafic de migrants et de falsification de documents de voyage sont effectivement retenus, contrairement aux autres dispositions relatives à la traite et à l'exploitation de la mendicité d'autrui. La loi sur la traite des personnes de 2005 n'a jamais été utilisée pour la poursuite d'infractions de traite ou de mendicité.

Le défaut d'une politique pénale en la matière, la mauvaise diffusion de la loi, le manque de formation spécifique sur l'application de ce texte constituent des difficultés majeures pour les forces de sécurité et les magistrats dans leurs enquêtes et dans la poursuite des infractions de traite des personnes.

### 5.7 Les jugements

Puisque aucune poursuite n'est engagée, aucun jugement sous le coup de la traite des personnes n'a été rendu.

Il est probable, ou possible, cependant qu'une répression soit opérée, au minimum, sous couvert d'infractions annexes telles que le viol, le détournement de mineurs, ou les actes de maltraitance.

Juridiction pour enfants :

Le tribunal pour enfants connaît de graves dysfonctionnements et a de très faibles capacités d'assurer la protection des enfants en danger.

Cette juridiction s'occupe principalement des cas des mineurs en conflit avec la loi. Elle ne prononce jamais de mesures de protection des enfants, sauf quand elle signe les ordonnances de garde provisoire requises par les parents directement ou certaines associations accueillant des enfants, dans le souci d'agir conformément à la loi, ce sur une base volontaire, ou par les services de la Direction de l'Education Spécialisée et de la Protection Sociale.

- Peu d'enquêtes complémentaires et d'enquêtes sociales sont demandées pour s'enquérir des causes ou des circonstances des comportements délinquants ;
- La brigade des mineurs n'a jamais été saisie pour des enquêtes complémentaires concernant des enfants en danger ;
- Trop peu de rapports médicaux<sup>62</sup> sur l'état de santé physique et psychologique d'un enfant ont été demandés par la juridiction ;
- Aucune collaboration fonctionnelle n'est établie entre la brigade des mineurs et la juridiction ;
- La juge des enfants n'a reçu aucune formation sur la traite.

La juridiction pour mineurs souffre également d'un manque de moyens humains, par exemple, il n'y a qu'une seule juge pour tout le ressort du territoire du tribunal régional de Dakar. Elle ne peut donc gérer tout le contentieux de manière satisfaisante. Par ailleurs, la juridiction ne dispose pas d'un greffe autonome et spécialisé doté de moyens nécessaires.

La juridiction manque également de moyens matériels pour remplir sa fonction. Par exemple, la salle d'audience n'est pas toujours disponible. Les moyens logistiques sont insuffisants pour assurer le suivi des cas et notamment pour faire des missions de contrôle des établissements (prisons, centres d'adaptation).

<sup>62</sup>Affaire Bouna WADE, un enfant ayant voyagé dans le train d'atterrissage d'un avion.

Par ailleurs, les jours d'audience, adultes et mineurs sont conduits au tribunal dans le même fourgon, ils cohabitent dans l'attente de l'audience dans la même cellule. L'organisation pratique du tribunal n'est pas adaptée à l'audience des mineurs.

### 5.8 La protection des victimes





### 5.8.1 Les associations de la société civile

En vu d’assurer une plus grande répression du phénomène de traite, la loi de 2005 reconnaît aux associations le pouvoir d’ester en justice en tant que représentant des victimes mineures. En effet, l’article 17 de la loi stipule que les associations ou services publics ayant en charge ses victimes peuvent à leur demande, ou d’office, représenter ces mineurs ou personnes vulnérables en justice.

Pour assurer une meilleure prise en compte de leurs intérêts devant les juridictions d’instruction et de jugement, l’article 16 de la loi prévoit l’assistance d’un avocat commis d’office pour les victimes mineures ou frappées d’une vulnérabilité particulière. Les mineurs qui n’ont pas de représentant légal connu ou ne présentent pas de garanties de sauvegarde, peuvent être placés sous tutelle ou sous administration légale sur réquisition du parquet selon l’article 7 de la loi.

La loi demande au tuteur ou à l’administration désignée d’assurer la défense des intérêts de la victime en bon père de famille.

### 5.8.2 Le Barreau de Dakar

Allant dans le même sens, le Barreau de Dakar, suite à la visite de la mission, a désigné deux avocats, spécialisés en droits de l’Homme et intéressés par la question, pour être les points focaux en matière de traite des personnes. Il serait nécessaire d’intégrer ces personnes dans les séminaires de formation des acteurs en matière de protection des droits des victimes de traite.

La défense, très souvent oubliée dans le système de lutte contre la traite, a un rôle déterminant à jouer dans l’accompagnement et le conseil des victimes pendant les audiences. Le Barreau a souligné la mise en place par le Ministère de la justice, du bureau de l’aide juridictionnelle qui permet à des victimes qui n’en ont pas les moyens de bénéficier des services d’un avocat.

### 5.8.3 Les réseaux

Il est à déplorer la faible capacité de mise en réseau et d’organisation des acteurs ce qui entrave la protection efficace des enfants victimes de traite et d’abus. Comme nous l’avons déjà souligné plus haut, la juridiction des mineurs n’a aucune relation fonctionnelle avec la brigade des mineurs. Elle n’engage aucune forme de coopération avec les ONG et les centres d’accueil. Les relations avec la DESPS se limitent à la saisine de leurs services compétents pour les enquêtes sociales, le placement et le suivi.

### 5.8.4 Les principes directeurs

L’UNICEF a développé des principes directeurs pour la protection des enfants victimes de traite, validés par le groupe de travail régional sur la traite des personnes (RWOGAT) et adoptés comme outils à utiliser par les Etats membres de la CEDEAO et CEEAC à Abuja. Ces principes devraient être adaptés au contexte sénégalais et mis en œuvre.

## 5.9 La prise en charge des victimes : accueil et réinsertion

### 5.9.1 Procédures de prise en charge

En lien avec ce qui précède, la procédure de prise en charge du mineur en danger, bien que prévue par le Code de procédure pénale<sup>63</sup> semble comporter des défaillances, du moins, dans son application. La brigade des mineurs nous a confié sa préoccupation quant au placement des enfants qui lui sont signalés ou qu’elle trouve en situation de danger dans la rue. En effet, il n’existe pas de procédure formelle pour l’assistance et la prise en charge des enfants en danger.

Par ailleurs, le Tribunal pour enfants n’assurant aucune permanence la nuit ou les week-ends, il est impossible pour les brigadiers de présenter les enfants au juge pour enfants afin qu’il ordonne leur placement d’urgence. La juge des enfants a également confirmé n’avoir aucune relation fonctionnelle avec la brigade.

Enfin, toujours en l’absence d’une ordonnance de placement ou d’une procédure de prise en charge, les brigadiers sont contraints de placer les enfants au cas par cas dans les centres d’accueil qui leur semblent sûrs. Aucune structure d’hébergement d’urgence n’existe pour l’accueil d’enfants ou de femmes en danger. Une fois confiés aux centres d’accueil, les brigadiers ne font aucun suivi de la situation de ces enfants. Parfois, ces enfants sont placés en détention, faute de solution alternative.

Les enfants n’ayant pas été présentés au juge, leur enregistrement auprès du tribunal se fait exclusivement sur l’initiative volontaire de rares ONG, qui hébergent les mineurs afin d’obtenir une ordonnance de placement, a posteriori. La protection judiciaire de l’enfant est donc totalement aléatoire, n’intervient que dans les meilleurs des cas et ne dépend que de la bonne volonté des dirigeants des centres d’accueil.

Le placement en centre d’accueil, public ou privé, ne devrait pas être possible sans une ordonnance de placement et un suivi judiciaire et social du cas, jusqu’à ce qu’une solution sur le long terme soit trouvée et proposée à l’enfant.

Des systèmes de protection existent notamment au niveau des zones d’exploitation des enfants : numéro vert mis en place par le centre GINDDI ; constitution de 60 comités d’alerte dans les quartiers de la ville de Dakar ; maraudes de jour et de nuit de certaines associations et de la brigade des mineurs ; réseau MAEJT ; projets de lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants (sont décentralisées avec des relais dans les régions...), mais il semblerait qu’une meilleure mise en réseau des acteurs soit nécessaire.

La prise en charge des enfants et femmes victimes de violences et d’abus est complexe car elle ne doit pas intervenir de la même façon. En effet, adultes et enfants ne vivent pas le même type d’abus et n’ont pas besoin du même type de protection. De même, il est important de pouvoir faire des distinctions entre les catégories d’enfants victimes, selon le sexe (filles et garçons) et selon l’âge (adolescents et jeunes enfants). Or, ces distinctions, compte tenu des moyens réduits de prise en charge et de réinsertion des victimes au Sénégal, sont difficilement réalisables.

### 5.9.2 La prise en charge des femmes

Très peu de programmes ont pour cible l’assistance aux femmes et il est à noter l’absence totale de centres d’accueil d’urgence pour les femmes et jeunes filles. Le seul centre qui offre une prise en charge et des possibilités de réinsertion pour les jeunes filles est le centre de sauvegarde de Thiaroye qui compte, sur 1 218 enfants, 715 filles.

<sup>63</sup> Code de procédure pénale : section IV chapitre II, notamment article 597 du (Loi n° 69-71 du 30 octobre 1969)



Les associations qui accueillent les femmes en danger ou maltraitées font appel, lorsque de besoin, à la générosité de communautés de religieuses.

Ainsi, la fédération des associations féminines du Sénégal a pour objectif premier de stabiliser les femmes dans leur village d’origine et de les rendre moins vulnérables<sup>64</sup>.

Devant cette carence, l’association « Cœurs de Femmes » a pour projet d’ouvrir un centre d’accueil pour les femmes dans la Médina. Le Samu Social Sénégal a également en projet d’ouvrir une section d’hébergement pour les jeunes filles.

5.9.3 La prise en charge des enfants

La Direction de l’Education Surveillée et de la Protection Sociale (DESPS) est un service public de protection judiciaire à vocation éducative et sociale. Elle est chargée<sup>65</sup> de la prévention, de la formation et de la rééducation des enfants de moins de 18 ans en conflit avec la loi ou en danger.

(i) Les services de l’action éducative en milieu ouvert (AEMO) sont des services déconcentrés de la DESPS, placés auprès de chaque tribunal régional et dans certains départements. Les services de l’AEMO constituent le premier maillon du dispositif en matière d’assistance par une offre éducative et le suivi de l’enfant en conflit avec la loi ou en danger dans son milieu d’origine. Suite à une enquête sociale, l’éducateur spécialisé proposera des mesures éducatives en accord avec la famille ou le tuteur, l’enfant et le juge.

Il existe également plusieurs centres d’accueil d’enfants en difficulté, privés et publics qui offrent également des services de prise en charge, de réhabilitation voire de réinsertion des enfants victimes.

(ii) Les centres d’accueil étatiques

Les principaux centres d’accueil et de réinsertion pour mineurs au Sénégal sont les services de la DESPS. Elle dispose pour ce faire de trois types de structures :

- Les centres de sauvegarde<sup>66</sup> accueillent, soit sur décision judiciaire, soit dans le cadre de la prévention spécialisée des jeunes délinquants ou des jeunes en danger. Ils assurent la rééducation et la réhabilitation du mineur, préviennent la délinquance juvénile par des activités socio-éducatives, culturelles et sportives et réinsèrent les jeunes professionnellement.
- Les centres d’adaptation sociale, au nombre de deux (Nianing et Sébikotane), accueillent les jeunes placés sur décision judiciaire après une prise en charge par l’AEMO ou un centre de sauvegarde. Ils ont pour vocation d’assurer l’éducation et la rééducation des mineurs par la mise en œuvre de techniques psycho-éducatives appropriées (formations professionnelles, alphabétisation, activités socio-éducatives…)
- Les centres polyvalents (CP) ont pour mission la stabilisation, l’éducation et la réinsertion sociale des mineurs placés sur décision judiciaire.

Malgré les efforts de la Direction pour obtenir des financements auprès des bailleurs, les services de la DESPS manquent de moyens pour espérer mettre en œuvre les activités prévues dans leur mandat et permettre une prise en charge adéquate et globale des victimes. De manière générale, les centres et les services de l’AEMO n’ont pas les ressources matérielles, budgétaires ou humaines adéquates pour mener à bien leur mission

La plupart des services déconcentrés de la DESPS ne disposent que d’un budget de fonctionnement et de peu, voire d’aucune ressource pour mener à bien leur mission et développer des activités. Parfois, des di-

recteurs des centres et des services de l’AEMO sont donc contraints, s’ils veulent agir, de mener seuls quelques activités éducatives ou suivre les dossiers en milieu ouvert et, bien souvent, à leurs propres frais. Le personnel de ces structures, à Ziguinchor ou à Pikine par exemple, ne dispose pas des moyens nécessaires à l’exécution de ses fonctions. En réalité, les structures d’accueil sont vétustes et ne permettent pas toujours l’accueil des enfants.

Besoins matériels : les structures d’accueil et les services de l’AEMO sont vétustes ; les bâtiments datent de l’époque coloniale. D’autres conventionnés souffrent d’un manque d’entretien. La plupart des structures n’ont ni téléphone, ni ordinateur et le personnel utilise ses propres moyens de communication lorsque de besoin.

Le centre visité à Ziguinchor est en état de ruine et présente même un danger pour les enfants. Il est dans ces conditions impossible d’accueillir des pensionnaires. Ces infrastructures doivent être totalement rénovées et meublées en fonction de leur destination.

Les éducateurs spécialisés des services de l’AEMO ne disposent d’aucun moyen de locomotion, sauf par leurs propres véhicules (vélo ou motocyclette) ou grâce à un prêt de véhicule d’un magistrat bienveillant. Or, l’essence même du travail de ces éducateurs et assistants sociaux est de suivre les enfants en danger en milieu ouvert, donc dans leurs familles. Cela nécessite donc des moyens logistiques pour se déplacer.

Manque de personnel : toutes les structures visitées se sont plaintes du manque de personnel. Elles fonctionnent avec seulement 20% du personnel qui serait normalement nécessaire pour fonctionner convenablement<sup>67</sup>. La caractéristique du personnel est qu’il est vieillissant.

Compte tenu du faible niveau de rémunération, notamment des prestataires, il devient de plus en plus difficile de trouver des formateurs acceptant d’intervenir dans les structures pour assurer soit l’enseignement soit les formations professionnelles.

Cependant, un partenariat a été initié avec la Direction de l’apprentissage dans le cadre de l’harmonisation des curricula de formation.

Les centres de sauvegarde sont implantés dans les zones du pays les plus défavorisées et les plus densément peuplées, néanmoins demeurent des problèmes de surpopulation qui rendent extrêmement difficile l’organisation d’activités adéquates.

Le centre GINDDI, structure administrative directement rattachée au Ministère de la famille créée par décret, est un établissement à vocation sociale. Le centre a mis en place un numéro vert d’urgence qui fonctionne 24h/24, 7j/7 et permet à tout un chacun de donner l’alerte s’il aperçoit un enfant en danger. Le centre a une capacité d’accueil de soixante enfants pris en charge par neuf travailleurs sociaux. Le centre sert principalement de centre de transit puisque son objectif est rechercher les familles et préparer le retour des enfants par la médiation familiale et le soutien psychologique. Peu d’activités sont proposées aux enfants en attente de solution durable<sup>68</sup>.

Dans le cas où le retour en famille n’est pas envisageable, le centre Ginddi, dans certains cas, sollicite les services de réinsertion professionnelle des centres polyvalents de la DESPS. Mais ces partenariats sont informels.

La vétusté et le manque de structures d’urgence ne permettent pas le retrait immédiat des victimes de traite. Comme l’ont admis tous les agents des forces de sécurité que nous avons rencontrés : « si nous appliquons la loi, que faire des victimes ? ».

<sup>64</sup>Projet foyer des jeunes filles rurales. Il n’a pas pu être pérennisé pour manque de moyens.

<sup>65</sup>Décret 81/1047 du 29 octobre 1981.

<sup>66</sup>Art. 293 du Code de la famille et 593 du Code de procédure pénale.

<sup>67</sup>Pourcentage calculé sur la base des informations données par les directeurs des centres et services d’AEMO visités.

<sup>68</sup>En 2006, l’Ambassade des Etats Unis a doté le centre d’un service médical.

Du fait du manque de capacité de l’Etat à remplir cette mission, les ONG et associations ont pris le relais mais de façon ponctuelle et non concertée et assurent plus ou moins la couverture du territoire.

(iii) Les structures et activités proposées par les associations et ONG

La plupart des structures rencontrées sur Dakar ont une faible capacité d’accueil, compte tenu de la demande, des enfants en danger qui leur sont soit amenés (forces de sécurité, structures publiques...), soit qu’elles identifient lors de leur travail de rue. Les enfants restent en moyenne trois mois dans les centres. La solution privilégiée est le retour en famille suite à une médiation familiale.

La société civile et la communauté des ONG sont très présentes dans le domaine du rapatriement et de la réinsertion des victimes.

Selon les appréciations des travailleurs sociaux et des forces de sécurité interrogés, certaines structures d’accueil sont sérieuses, d’autres moins. Se pose donc la question de la création, des agréments et du contrôle des structures d’accueil privées.

La plupart des structures prenant en charge des enfants ont le statut d’association dont la seule condition d’ouverture est son enregistrement auprès du Ministère de l’Intérieur. La déclaration de l’association n’est devenue obligatoire que depuis mai 2007<sup>69</sup>. Les procédures de création et de contrôle sont mal connues, notamment par les structures associatives, et les contrôles sont quasi inexistants.

Avec l’adoption de ce décret, la DESPS est dans le processus de recensement de toutes les structures publiques et privées intervenant dans son domaine de compétence et de les approcher pour signer ensemble un protocole d’accord comportant un cahier des charges fixant les obligations de ces associations.

Le processus de prise en charge et de réinsertion d’un enfant victime est très long et se fait au cas par cas. C’est pourquoi il est primordial de pouvoir, en termes de moyens, donner ce temps à l’enfant, mais également songer à diversifier les partenariats pour proposer des solutions de réinsertion professionnelle et sociale sur le long terme.

### 5.10 Le rapatriement

Le rapatriement constitue une étape complexe de l’assistance aux victimes. Cette action nécessite des moyens en matière d’identification des personnes, de recherche des familles, d’accompagnement des victimes mais aussi d’un suivi concernant la réinsertion de la victime dans son milieu. Par exemple, il est indispensable de tenir compte de la réalité vécue par les enfants dans leur milieu d’origine avant d’organiser le rapatriement.

Un travail de suivi et de contrôle doit être mené très efficacement. D’autre part, la dimension transfrontalière souvent présente implique une collaboration interétatique. Les ambassades également ont un rôle très important à jouer dans cette phase d’assistance aux victimes.

Or, les services de l’Etat sénégalais ne disposent pas des moyens nécessaires pour assurer le rapatriement des victimes. En outre, les structures de relais font défaut. Il semble que les textes et les procédures sont peu connus des professionnels impliqués dans le rapatriement et le retour. Les conventions bilatérales et régionales ne sont pas vraiment appliquées<sup>70</sup>. Néanmoins quelques actions ont été menées de façon ponctuelle par certaines structures d’accueil de l’Etat.

<sup>69</sup>Décret 2007-2554 du 30 avril 2007 qui donne compétence à la DESPS pour contrôler les activités des établissements privés qui interviennent dans le domaine de l’enfance en conflit avec la loi et l’enfance en danger.

<sup>70</sup>Notamment l’accord de coopération entre le gouvernement de la République du Sénégal et le gouvernement de la République du Mali en matière de lutte contre la traite et le trafic transfrontaliers des enfants du 22 juillet 2004.

Cette phase de l’assistance est en grande partie gérée, en collaboration avec les ONG impliquées<sup>71</sup>, par l’OIM qui a un programme régional de retour des enfants victimes de traite. L’OIM, grâce à un réseau d’ONG régional, identifie les familles d’origine, planifie le retour, coordonne avec les autorités du pays hôte et du pays d’origine (via les représentations diplomatiques). La réintégration est organisée par l’association partenaire du pays d’origine. L’OIM regrette qu’une structure étatique ne soit pas clairement identifiée comme référent sur cette question.

Des conventions ont été signées au niveau de l’Afrique de l’Ouest pour faciliter les rapatriements notamment transfrontaliers. Cependant, ces accords ne sont pas, ou peu, appliqués (l’accord bilatéral avec le Mali en est une illustration) du fait de certaines limites intrinsèques. Ainsi la question du consentement est-elle cruciale<sup>72</sup>.

Certains acteurs décrivent ces rapatriements en ce que leur impact et la stabilisation des victimes rapatriées semblent très faibles. Seule la possibilité d’exercer une activité rémunératrice dans le milieu d’origine peut dissuader la victime rapatriée à tenter de nouveau sa chance ailleurs.

<sup>71</sup>SAMU Social, Village pilote, La Liane, La Lumière, ENDA, GINDDI.

<sup>72</sup>Le protocole d’accord entre le Mali et le Sénégal pour le rapatriement des victimes prévoit l’obligation du consentement des enfants. Or la DPDE a eu le cas de 15 enfants refusant d’être rapatriés.

# 6/ La coordination des actions de lutte contre la traite des personnes au Sénégal

## 6.1 La multiplicité des acteurs œuvrant à la lutte contre la traite

### 6.1.1 Les acteurs étatiques

La lutte contre la traite des personnes requérant une action multisectorielle, une multitude de ministères ont des prérogatives dans ce domaine (ministères de la Justice, de l’Intérieur, des Forces Armées, de la Famille, du Travail, de la Santé, de l’Education, autres).

Par conséquent, une coordination des activités est indispensable, afin que les efforts considérables menés actuellement par l’Etat et les autres acteurs de la lutte puissent être visibles mais aussi rationalisés.

Pourtant, il apparaît que de multiples acteurs se sont saisis de cette question, notamment dans le domaine de la protection de l’enfant, et agissent sans coordination.

En effet, la Présidence de la République a confié au Haut Commissariat aux Droits de l’Homme et à la Promotion de la Paix, la responsabilité de coordonner les actions entreprises par l’administration et ses partenaires en matière de lutte contre la traite des personnes, avec la création d’une Cellule de coordination de la lutte contre la traite des personnes et les personnes assimilées (arrêté n° 005691 du 06 juillet 2004 fixant les règles d’organisation et de fonctionnement du HCDHPP).

Avant même l’adoption de ce texte, il existait des programmes et actions initiées par des structures étatiques, centrés essentiellement sur la problématique de la protection de l’enfance : Ministère de la Famille (Direction de la protection des droits des enfants, projet centre GINDDI, première version du projet de lutte contre les pires formes de travail des enfants) ; Ministère du Travail (cellule de coordination de lutte contre le travail des enfants créée en février 2004) ; Ministère de la Justice (DESPS), etc.

Les missions du HCDHPP dans ce domaine étaient de prendre les mesures nécessaires pour la mise en place d’un cadre juridique adéquat, l’élaboration d’un plan d’action national de lutte et la rationalisation des actions de lutte contre la traite des personnes.

En 2004, le HCDHPP a initié des consultations notamment par la désignation d’un expert pour l’exécution des missions spécifiées. C’est ainsi qu’en 2005, les travaux du comité interministériel pilotés par le HCDHPP ont permis l’adoption par la Représentation Nationale de la loi du 25 Avril 2005. Le HCDHPP a présenté au cours des années 2006 et 2007, les rapports de l’Etat du Sénégal à des instances de coordination sous régionales comme la CEDEAO, participé à plusieurs rencontres internationales et collaboré avec des partenaires techniques comme l’ONUDC, l’UNESCO et tout récemment avec le bureau régional du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l’Homme.

Toutefois, le processus devant mener à l’élaboration du Plan d’Action National de lutte et la structuration de la cellule de coordination avait accusé un grand retard.

Au début de l’année 2008, faisant suite au rapport du Département d’Etat américain, le HCDHPP a présenté à l’autorité de tutelle des propositions permettant dans un court terme, de pallier les insuffisances constatées, par le biais de la redynamisation de la cellule de coordination pour mener à terme le schéma initial retenu.

Ainsi, les mesures suivantes ont été prises :

- Attribution d’un local supplémentaire équipé et fonctionnel avec l’appui financier de l’Ambassade des Etats-Unis d’Amérique, au HCDHPP (4ème étage immeuble NEPAD) pour abriter la cellule.
- Saisine de la cellule juridique de la Présidence de la République, pour l’étude d’une structuration de la cellule et des moyens matériels et humains nécessaires à son fonctionnement. En effet, la coordination de la lutte contre la traite des personnes a été facilitée par la création, en mars 2007, de la Cellule d’Appui à la Protection de l’Enfance (CAPE), structure relevant de la Présidence de la République qui devrait constituer un pilier important dans la structuration du cadre institutionnel de coordination et du PARRER. Il ne resterait qu’à intégrer la traite des personnes adultes et les autres préoccupations relatives notamment à l’application de la loi.

C’est pourquoi, suite à l’initiative du Ministère de la Justice d’entamer un processus permettant, à terme, l’adoption d’un plan national d’action, le HCDHPP, saluant l’importante contribution dudit Ministère aux efforts du Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes, a souhaité, dans un souci d’efficacité et de cohérence, que le conseiller juridique du Président de la République saisi du dossier, puisse assister aux travaux de l’atelier de validation du Plan d’Action National. Le représentant du HCDHPP, avec l’aval de l’autorité de tutelle, a apporté tout son appui aux experts commis pour une bonne exécution de ce projet.

La Direction de la Protection des Droits de l’Enfant, logée au sein du Ministère de la Famille et traditionnellement chargée de la définition de la politique nationale de protection de l’enfant, a organisé des séminaires et des campagnes de sensibilisation sur ce thème. Cependant, cette direction, devrait être renforcée compte tenu du rôle crucial qu’elle doit mener en terme de définition de la politique de protection de l’enfant et de coordination de sa mise en œuvre.

Il a été crée une Coordination Nationale de lutte contre la traite et les pires formes de travail au sein du Ministère de la Famille pour les besoins de l’exécution du projet du même nom. Le projet a pour objectif de contribuer à la protection des enfants les plus vulnérables, à travers la réalisation des initiatives de lutte contre la traite, la mendicité, l’exploitation sexuelle des mineurs et le travail domestique précoce, selon les priorités retenues par le DSRP et les politiques de développement du Sénégal<sup>73</sup>. Cette coordination est bien dotée en personnel, bien organisée avec un budget propre.

A travers l’approche communautaire participative, le Projet de Lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants a regroupé l’ensemble des acteurs d’un même département autour d’un comité technique de suivi (CTS) pour l’élaboration d’un plan d’action départemental en terme de sensibilisation, de prévention, de protection, de retrait et de réinsertion. Des CTS ont été constitués dans neuf départements, ce qui permet de décentraliser l’exécution des actions. Les CTS sont composés d’acteurs locaux, gouvernementaux et non gouvernementaux et peuvent constituer une base de coordination au niveau départemental. Dans chaque

<sup>73</sup>Voir Arrêté n°MFFDSEF/CAB/PLCPFTE/n.d. du 1er février 2007 portant création et fixant les règles d’organisation et de fonctionnement du projet de lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants.

département où le projet intervient, des arrêtés préfectoraux sont pris afin d’assurer la coordination des services concernés par le projet de sensibilisation.

Il a également été créé, au sein du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l’Emploi, une Cellule de coordination de lutte contre le travail des enfants comprenant elle-même un comité national intersectoriel de coordination pour la lutte contre les pires formes de travail des enfants (or la traite est une des pires formes)<sup>74</sup>. Ce comité a adopté un plan cadre national de prévention et d’élimination du travail des enfants contenant une stratégie de lutte contre les pires formes. Dans ce cadre, un programme national a été développé sur six régions du Sénégal. En effet, un comité intersectoriel régional de coordination est présidé par le gouverneur de chacune des six régions.

Le Conseil Présidentiel a également constitué le Partenariat pour le retrait et la réinsertion des enfants de la rue (PARRER), association créée le 22 février 2007 par une assemblée générale constitutive regroupant des membres d’ONG, de l’Administration sénégalaise, du secteur privé, des partenaires au développement, d’organisations religieuses, de personnalités de la société civile et des médias. La création de cette association a été l’une des recommandations fortes du Conseil présidentiel du 10 octobre 2006 sur la situation des enfants de la rue et voulue par le Président de la République Maître Abdoulaye Wade. La mission confiée au PARRER est de travailler, par le biais de plaidoyers, à l’application effective des lois, notamment celles protégeant les enfants exploités par la mendicité ; de porter un plaidoyer auprès des autorités et des chefs religieux afin d’aborder la question de la mendicité, de l’exploitation des enfants et de dégager des solutions, d’appuyer des actions pilotes visant au retrait des enfants de la rue.

Enfin, face, à la diversification et l’intensification des actions menées en faveur des enfants, tant par les structures institutionnelles que par les partenaires au développement et les ONG, la Présidence de la République vient de se doter d’une nouvelle Cellule d’Appui et de Protection de l’Enfance (CAPE)<sup>75</sup>. Cette cellule a pour mandat de coordonner l’ensemble des actions relatives à la protection de l’enfance sur le territoire. Elle signera notamment un accord avec le PARRER qui lui permettra d’attribuer les fonds publics directement aux associations et ONG œuvrant en faveur de l’enfance.

Par ailleurs, la DESPS, placée sous la tutelle du Ministère de la Justice a pour mandat la prise en charge et la réinsertion des enfants en conflit avec la loi ou en danger moral. Elle assure également le contrôle et le suivi les associations et ONG intervenant au profit des enfants en difficulté. Il faut également préciser que la DESPS est la seule structure qui dispose de services déconcentrés sur toute l’étendue du territoire national. De même, au niveau du profil des intervenants, les éducateurs spécialisés constituent le groupe professionnel le mieux formé pour assurer aux victimes un accompagnement psychosocial adéquat. A cela s’ajoute l’ancienneté de la Direction dans le domaine de la protection sociale des enfants (depuis 1966).

Il est ressorti des entretiens menés durant la mission, que ces agences étatiques interviennent, principalement, dans le domaine de la protection de l’enfant de manière parfois incohérente. Certaines structures font doublon avec d’autres et le manque de collaboration entre les entités est criant<sup>76</sup>. La captation des fonds sur le domaine de l’enfant devient alors une compétition et s’ensuit une dispersion des ressources.

Bien que le besoin de spécialisation de certaines entités pour traiter des problématiques spécifiques dans le domaine de l’enfance soit justifié, il serait tout de même souhaitable que les institutions soient mieux coordonnées en vue d’une cohérence dans la politique nationale en matière de protection de l’enfant.

<sup>74</sup> Art. 3 Arrêté n°002211 du 27 février 2004 portant création de la Cellule de Coordination de la lutte contre le travail des enfants.

<sup>75</sup> Arrêté n° 02131, du 12 mars 2008.

<sup>76</sup> Il y a par fois des chevauchements de compétence tel que ce qui existe entre la DPDE et la DESPS, selon le ministère de la Justice.

Il sera important, dans le cadre de l’élaboration du Plan National d’Action de mettre en place une structure de coordination cohérente qui puisse rationaliser les actions des différents acteurs institutionnels dans le domaine.

### 6.1.2 Les acteurs de terrain

La désorganisation au niveau étatique se répercute inévitablement au niveau de l’action de terrain. Par manque d’une procédure claire de prise en charge des victimes, les acteurs de terrain agissent selon leur bon sens et grâce à leurs réseaux. Par exemple, les forces de sécurité ne sachant pas où placer les victimes en urgence ne s’adressent pas spontanément aux services du Ministère de la Justice (DESPS) mais aux ONG

L’action des élus locaux est à saluer. En effet, ceux-ci sont très au fait des réalités touchant les populations qu’ils représentent. Ils connaissent les spécificités de chaque foyer et sont les premiers à pouvoir identifier les populations vulnérables.

Les associations n’hésitent pas à collaborer avec les institutions au niveau de l’assistance aux victimes. Mais ces collaborations demeurent ponctuelles et rares. De nombreux acteurs du milieu associatif ont exprimé le vœu d’être davantage impliqués dans les diverses stratégies mises en œuvre en matière de protection et d’assistance.

Le PARRER, a été créé dans le sens de la mise en réseau des acteurs de terrain étatiques et non étatiques agissant en faveur de la protection des enfants des rues.

## 6.2 L’absence d’action sur le long terme

### 6.2.1 L’instabilité institutionnelle

L’instabilité institutionnelle ne permet pas une planification à long terme des actions ni même la visibilité nécessaire pour la recherche de financements et les actions de terrain. Ainsi, le Ministre du Travail a-t-il été remplacé cinq fois en sept ans. Le Ministère de la Famille, du Développement Communautaire et de la Micro-finance change de nom régulièrement et donc de structure.

Par ailleurs, on constate que la Direction de la Protection des Droits de l’Enfant devrait être renforcée, étant donné son rôle de planification et de coordination de la politique nationale en matière de protection de l’enfant.

Or, tous les acteurs s’accordent à dire que l’ancrage institutionnel du Plan National d’Action est une condition déterminante de sa mise en œuvre effective, de son efficacité, et de sa viabilité.

### 6.2.2 Le défaut de planification

Les personnes chargées de la planification au niveau déconcentré ne reçoivent aucune consigne, ou formation en matière de planification et de budgétisation des activités. Ils n’ont pas non plus été sensibilisés à la recherche de financement auprès des collectivités locales, associations, ONG, secteur privé pour financer leurs activités. Les acteurs institutionnels déconcentrés rencontrés se trouvent alors totalement démunis, ne disposant que de leur budget de fonctionnement et de peu ou pas de consignes quant aux activités à



mener. Un renforcement de leurs capacités à ce niveau est nécessaire ainsi qu’une meilleure collaboration entre les directions et leurs services déconcentrés sur le terrain par la définition de plans de travail.

6.2.3. Le financement de la lutte contre la traite

Les ONG et les organisations internationales ont tendance à appuyer les ministères qui sont en ligne avec leurs mandats, ce qui tend à dupliquer les actions et à ne pas rationaliser les fonds alloués pour un même objectif, voire à attiser des rivalités.

Par ailleurs, les partenaires au développement adoptent parfois une approche projet et non une approche globale ce qui tend à créer des déséquilibres et des inégalités entre les différentes régions du Sénégal<sup>77</sup>.

Pour financer la création de la cellule de coordination du PARRER et ses activités, il est prévu d'utiliser une partie des fonds du budget alloué à la DPDE.

<sup>77</sup>Dixit directeur centre de Pikine

7/ Aperçu général du dispositif de lutte contre la traite

Il ressort de l’analyse du phénomène de la traite des personnes, des femmes et des enfants en particulier au Sénégal, qu’une réelle prise de conscience du phénomène de la traite des personnes dans le pays a porté à l’adoption par le gouvernement de mesures importantes pour lutter contre ce fléau. Chaque département ministériel a entrepris des actions en application de ses prérogatives propres. Le cadre juridique s’est étoffé, les services se sont spécialisés et des actions concrètes ont été réalisées.

Cependant, en dépit de cette forte volonté politique affichée, de nombreux obstacles à la lutte contre la traite des personnes subsistent. Si l’on tient compte des moyens disponibles, tant financiers qu’humains, de la prise de conscience, de l’expertise et de la volonté d’agir de nombreux acteurs de terrain, institutionnels et de la société civile, force est de constater le faible impact des mesures engagées.

En effet, il ressort de la présente synthèse que la loi de manière générale, et en particulier celle visant à lutter contre la traite des personnes, n’est pas appliquée. Les trafiquants ne sont pas poursuivis, les enquêtes pas déclenchées.

Il apparaît alors que face à la difficulté d’appliquer la loi, les seules actions qui ont pu être menées jusqu’à présent ont trait à la prévention et à la prise en charge des victimes. Or, ces deux domaines, bien que primordiaux et à intensifier, ne sont pas de nature à lutter seuls efficacement, et dans le court terme, contre le phénomène.

En effet, sans un début d’application de la loi, sans sanctions, sans répression, le phénomène ne pourra être combattu. Et les seules réponses disponibles seront celles qui ont été privilégiées jusqu’à présent, la prévention et l’assistance ; ces solutions n’ont pas permis une réduction des situations de traite et d’exploitation. La traite des personnes est un crime qui demande une réponse multisectorielle dont la répression ne doit et ne peut être exclue.

Par ailleurs, l’éclatement des compétences et l’absence de coordination de tous les acteurs impliqués constituent des obstacles majeurs d’une part, à l’impact des efforts considérables menés et d’autre part, à la rationalisation de l’action des services de l’État.

Ainsi, les stratégies adoptées dans la lutte contre la traite, si pertinentes soient-elles, devront impérativement être assorties des moyens de leur mise en œuvre. Une cellule de coordination de suivi et de contrôle des actions devant garantir la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre la traite devra obligatoirement être mis sur pied pour réaliser cet objectif.

Enfin, le phénomène de la traite ne peut être appréhendé sans tenir compte de la dimension transfrontalière qu’elle emporte puisqu’il est étroitement lié aux migrations. Les victimes et les exploitants se déplacent dans la sous-région et au-delà.

Ce constat général a porté le gouvernement sénégalais à décider l’adoption du Plan National d’Action de lutte contre la traite des personnes, des femmes et des enfants en particulier afin de déterminer une politique et une stratégie nationale en ligne avec les mesures prises au niveau régional, à même d’affronter de manière efficace le problème.

Les structures existantes et les actions en cours au niveau institutionnel ou privé constituent un fondement solide pour la détermination d’une politique nationale efficace, efficiente et parfaitement adaptée aux besoins spécifiques du pays.

# 8/ les principales faiblesses du dispositif de lutte contre la traite des personnes au Sénégal

Le Sénégal dispose d’un dispositif de lutte contre la traite des personnes. Les structures étatiques ou privées œuvrant dans ce domaine sont nombreuses, les projets spécifiques de lutte diversifiés. Néanmoins, la multiplicité des actions menées n’a pas suffi à enrayer le phénomène. Ainsi certaines faiblesses au niveau de la mise en œuvre du dispositif entravent l’efficacité d’action. Les principales faiblesses énumérées ci-dessous sont celles qui ont été identifiées dans chaque atelier par les acteurs de terrain qui ont participé au séminaire de formulation du Plan National d’Action du 19 au 23 mai 2008.

## 8.1. En matière de prévention et de sensibilisation

Les participants des deux ateliers relatifs à la prévention et la sensibilisation ont identifié les faiblesses suivantes :

### 8.1.1. Dispositif juridique

- Faible prise en compte des réalités socioculturelles (confiage, enseignement coranique, mendicité) dans la législation ;
- Faible niveau d’application des lois ;
- Absence de vulgarisation des lois ;
- Perception négative des lois par la population. Les lois sont perçues sous l’angle de la sanction et rarement sous l’angle de la protection ;
- Persistance des pratiques contraires aux droits de l’enfant ;
- Exploitation des enfants : travail, traite.

### 8.1.2. Défaillance du système éducatif

- Problème d’accessibilité à l’école publique ; persistance de difficultés d’absorption des populations scolarisables malgré les efforts consentis par l’Etat au niveau du Programme Décennal Education Formation en termes d’accès à l’école ou de maintien des filles dans le circuit scolaire ;
- Coût des transports et des frais de scolarité (manuels, fournitures) élevés ;
- Inadéquation du système éducatif par rapport au contexte socio-économique (souhait d’une éducation coranique, adaptation au milieu du travail...) ;
- Déperdition scolaire trop élevée (maintien à l’école) surtout après le niveau primaire et aucune offre alternative pour les jeunes post-primaire, en particulier les filles ;

- Faiblesse des moyens et insuffisance des structures d’insertion proposant des cursus de formation diversifiés, adaptés, accessibles sur le plan économique pour les familles et réellement qualifiants pour les jeunes de manière générale ;
- Faiblesse du niveau d’instruction des adultes, analphabétisme : absence de communication à l’intérieur de la structure familiale. Effritement du système familial ;
- Affaiblissement des mécanismes de prise en charge de solidarité familiale et communautaire ;
- Absence de formateurs qualifiés ;
- Problème de la prise en charge des enfants souffrant de handicap ;
- Enseignement technique faible, largement en décalage par rapport aux besoins en la matière et nombre d’enfants issus des familles les plus démunies intègrent un parcours de formation informel dès leur plus jeune âge ;
- La difficulté à faire admettre à une grande partie de la population que l’enfant puisse avoir des droits, que les filles puissent avoir un droit à l’éducation, surtout dans certaines régions.

### 8.1.3. La faiblesse d’information et de formation des populations

- Faiblesse d’information des parents sur la traite des personnes ;
- Faiblesse de la pertinence des messages des campagnes de sensibilisation du fait d’un manque de connaissance de la perception des populations par rapport à la traite des personnes ;
- Difficulté de réaliser des études statistiques fiables ainsi que des études sociologiques, typologiques et statistiques ;
- Difficulté de toucher les familles en faisant passer des messages efficaces sur le thème de l’investissement par la scolarisation et la formation professionnelle qualifiante des enfants alors que les emplois sont rares et que la situation économique est défavorable ;
- Difficulté d’encadrement du confiage d’où la nécessité de l’aborder par le biais de la sensibilisation et de la prévention ;
- Complexité de la polygamie et de ses effets (la contraception et le contrôle des naissances).

### 8.1.4. Faiblesse de l’enregistrement des naissances et de l’état civil

- Enregistrement des naissances non généralisé, ayant pour conséquence que les enfants non déclarés à l’état civil n’ont pas d’existence juridique et sont exclus des recensements et des circuits de prises en charge sociale ;
- La pratique des jugements supplétifs est stigmatisée comme constituant un facteur de fraude.

### 8.1.5. Faiblesse de la coordination des acteurs

- Faiblesse de la communication entre les différents acteurs.

### 8.1.6. Faiblesse de l’activité économique structurée

- Prépondérance du secteur informel (Faiblesse de l’exercice des prérogatives de l’Etat concernant des actions au niveau des secteurs informels) ;

- Activités génératrices de revenu limitées dans les villages et dans les zones périurbaines ;
- Faiblesse des revenus des familles ;
- Faiblesse du système de protection sociale pour les enfants ;
- Faiblesse du soutien à la création d’entreprises et aux initiatives créatrices de richesses (notamment au niveau du secteur agricole).

## 8.2. En matière de protection des populations vulnérables

### 8.2.1. Cadre juridique

- Absence de contrôle sur les ONG qui accueillent les enfants et les adultes en danger ;
- Faible application de toutes les lois protégeant l’enfant ;
- Méconnaissance des lois par les acteurs et les cibles ;
- Faiblesse de la procédure de prise en charge des enfants ;
- Non conformité des lois nationales avec les Conventions internationales ;
- Absence de décrets d’application pour certains textes (création de la brigade des mineurs) ;
- Absence de réglementation pour l’ouverture des daaras ;
- Insuffisance du cadre juridique pour la protection des victimes majeures de traite ;
- Problème de la responsabilité pénale des victimes majeures dans la loi 2005-06 relative à la traite des personnes.

### 8.2.2. Cadre institutionnel

- Insuffisance de structures d’hébergement pour les victimes, enfants et adultes ;
- Absence de structures de premier accueil ;
- Porosité des frontières ;
- Insuffisante du rôle des collectivités locales dans le dispositif de protection.

### 8.2.3. Recherche, collecte de données, analyse

- Absence d’un système de collecte de données sur la traite centralisé.

### 8.2.4. Formation

- Insuffisance de la formation et de l’information sur la traite des adultes ;
- Absence de spécialisation des policiers.

### 8.2.5. Coordination

- Faiblesse des synergies entre les acteurs intervenant dans ce domaine ;
- Absence de coordination et de mutualisation des moyens et des ressources humaines.

### 8.2.6. Coopération régionale/bilatérale

- Insuffisance de la coopération interrégionale et internationale pour la protection des enfants étrangers dans la rue et les procédures de retours en famille.

## 8.3. En matière de répression et de protection des victimes et des témoins dans la phase judiciaire

### 8.3.1. Cadre juridique

- Le manque de volonté politique : le fait qu’il n’y ait pas plus de dossiers devant la justice traduit un manque de volonté politique alors même que les autorités religieuses demandent, par exemple, que le problème de la mendicité des enfants soit traité. Se pose un véritable problème d’utilisation du concept d’opportunité des poursuites face à une pression sociale très forte qui nécessite que l’Etat « se lève » pour engager une action significative en la matière ;
- Défaut de diffusion des textes par l’Etat même au niveau de ses propres services ;
- Déphasage de la loi par rapport aux réalités et aux pratiques socioculturelles.

### 8.3.2. Cadre institutionnel

- Administration des douanes n’est pas assez impliquée ;
- Absence d’un pôle spécialisé en matière de lutte contre la grande délinquance transfrontalière organisée ;
- Insuffisance des moyens opérationnels des services engagés dans la lutte contre la traite ;
- Absence de permanences des magistrats le week-end à l’exception de Dakar.

### 8.3.3. Formation

- Faiblesse de la sensibilisation et de la formation des forces de l’ordre ;
- Absence d’enquêtes préliminaires proactives alors que cette faculté est accordée au parquet en application des textes ;
- Manque de formation spécialisée et absence de protocoles d’enquêtes et d’audition relatifs à l’audition des victimes ;
- Défaut de diffusion des textes par l’Etat même au niveau de ses propres services, ce qui nécessite ensuite des efforts de divulgation parfois coûteux.

### 8.3.4. Coordination

- Absence de cadres d’intervention.

## 8.4. En matière de formation

De manière générale, il apparaît que les professionnels ont des difficultés à :

- Appréhender les situations de traite faute de formation ad hoc sur la problématique ;
- Agir de manière adéquate.

Le constat est une absence ou insuffisance de la formation initiale et continue sur la thématique de la traite :

- Faible coordination des professionnels chargés de détecter des cas de traite ;
- Mauvaise maîtrise de la procédure de signalement en matière de traite des personnes ;
- Ignorance de certaines dispositions législatives et réglementaires des professionnels ;
- Absence de partenariats entre les différentes écoles de formation initiale et continue des professionnels concernés ;
- Faible coordination entre les forces de sécurité et les services sociaux ;
- Absence d'une bonne connaissance des évolutions des formes de traite ;
- Faible nombre de signalements / méconnaissance de la procédure ;
- Faible nombre d'enquêtes ;
- Faible nombre d'ouvertures d'information judiciaire ;
- Faible nombre de jugements ;
- Absence de stratégies de recherches proactives, notamment dans les zones pourvoyeuses.

## 8.5. En matière d'assistance aux victimes et de réhabilitation

### 8.5.1. Capacité d'accueil insuffisante

- Insuffisance des moyens ;
- Faiblesse des capacités financières de l'Etat ;
- Directives des bailleurs de fonds ;
- Accroissement du nombre de victimes.

### 8.5.2. Non application de la loi : méconnaissance de la loi et des procédures.

### 8.5.3. Manque de coordination des acteurs publics et privés

- Compétition entre acteurs ;
- Pas d'annuaire à jour, ni de recensement des acteurs publics et privés ;
- Non application de la réglementation en matière de contrôle et de prise en charge des victimes ;
- Statut des ONG non précisé, problème d'agrément : 3 tutelles différentes en fonction du type de structure (ONG ou d'associations).

## 8.6. En matière de retours et de réinsertion

A partir des expériences des différents membres du groupe, une identification des problèmes rencontrés dans les actions de retour et d'insertion socio économique des victimes de traite a été tentée.

### 8.6.1. En matière de retours des victimes de traite :

- Absence d'un arsenal complet et d'harmonisation des conventions ;
- Absence de coordination de l'ensemble des actions de retours ;
- Absence de données fiables sur le phénomène de la traite (provenance, lieu de retour, nombre d'enfants, identité, etc.) ;
- Manque de connaissance et de maîtrise des outils et des procédures légales relatives aux retours ;
- Organisation de retours informels (en dehors de tout cadre). Peut poser le problème de la protection des personnes victimes de traite en particulier des femmes et des enfants ;
- Insuffisance de centres de premier accueil ou de transit pour les personnes victimes de traite et en particulier pour les femmes et des enfants et notamment au niveau des régions ;
- Absence de procédures de contrôle des actions privées ;
- Inexistence d'une coordination des actions de retours au niveau national et régional, et la non application des conventions bilatérales et multilatérales ;
- Absence d'alternatives en cas de non accord de l'enfant au retour.

### 8.6.2. En matière de réinsertion des victimes de traite

- Méconnaissance des procédures de prise en charge des enfants victimes de traite ;
- Absence de coordination des actions de prise en charge des enfants victimes de traite ;





- Problème d’organisation et de ressources pour assurer l’insertion ou la réinsertion des victimes de traite ;
- Absence d’un système de référence ;
- Insuffisance des structures d’accueil avec une formation professionnelle qualifiante et adéquate pour faciliter la réinsertion des victimes (nombre et capacité d’accueil limités surtout pour les femmes victimes de traite) ;
- Absence de curricula de formation professionnelle adapté aux demandes de main d’œuvre ;
- Absence de structures d’accueil pour les femmes victimes de traite ;
- Absence de mesures efficaces d’accompagnement des victimes de traite et/ou des familles des victimes (dont manque d’activités spécifiques de réinsertion pour les femmes, le manque de formation spécifique pour la réinsertion socio professionnelle des femmes victimes de traite, la non valorisation des formations professionnelles destinées aux victimes de traite, etc.) ;
- Absence d’un dispositif de validation des acquis et expériences ;
- Absence de mécanismes de suivi des personnes victimes de traite (pas de plan individuel de suivi des personnes victimes retournées) ;
- Stigmatisation des femmes victimes de traite (ce qui peut être un frein pour le retour des femmes victimes ou pour leur réinsertion) ;
- Absence de partenariat public-privé pour améliorer le système d’insertion et de réinsertion des victimes ;
- Insuffisance des ressources humaines et financières.

## 9/ Préconisation de quelques actions prioritaires

Les huit ateliers ont formulés les objectifs et les recommandations suivants pour palier les faiblesses identifiées.

### 9.1.En matière de sensibilisation et de prévention

#### 9.1.1. Modification de la loi

##### **Objectif de prévention à long terme 1 : renforcer et adapter le dispositif juridique de protection.**

- Amender l’article 3 de la loi 2005-06 relative à la traite des personnes et modifier l’article 245 du code pénal dans le sens de l’harmonisation afin qu’ils soient réellement complémentaires ;
- Renforcer les capacités des écoles de formation ;
- Renforcer les capacités en terme de connaissance des problématiques ;
- Réglementer l’ouverture des écoles coraniques ;
- Réglementer l’adoption internationale :
  - Révision du cadre juridique,
  - Mise en place d'une structure-cadre de suivi des procédures d'adoption internationales.

##### **Objectif de prévention à long terme 2 : appliquer la loi.**

Introduire la sensibilisation à la traite dans les cursus de formation des travailleurs sociaux, dans les écoles de formation des autorités, des fonctionnaires chargés de l'application de la loi (Direction de l'Education Surveillée et de la Protection Sociale, Centre de Formation Judiciaire, Ecole Nationale de Police, Ecole Nationale de Gendarmerie, ainsi que l’Ecole des Douanes doivent aussi être sensibilisées) et élargissement aux droits de l’enfant en général.

##### **Objectifs à court terme :**

- Mettre en place des stratégies de sensibilisation : application immédiate de la loi sous l'impulsion des divers acteurs (notamment acteurs financiers) ;
- Promouvoir les acteurs à la base comme les collectivités locales, les organisations de la société civile (ONG, ASC) et les populations elles-mêmes concernées ainsi que le législateur ;
- Renforcer le système de contrôle transfrontalier (prévention) : sensibiliser la Police aux frontières et les douanes.

**Objectifs de sensibilisation :**

- Sensibiliser les élus locaux, les parlementaires à l’amendement de la loi, via le réseau des parlementaires pour la population et le développement ;
- Traduire la loi en langues nationales ;
- Vulgariser la loi ;
- Sensibiliser les journalistes à cette nouvelle loi.

**9.1.2. Renforcement des activités génératrices de revenus**

- Diversifier les sources de revenus des ménages ;
- Promouvoir l’accès des populations aux ressources financières par la micro finance notamment
  - Orienter les aides sociales pour protéger l’enfant (conditionnalité de l’aide sur présentation de l’acte de naissance, du certificat de scolarité)
  - Etendre la protection sociale spécifiquement aux enfants; gratuité des soins pour les enfants ;
  - Couverture sociale universelle pour tous les enfants ;
- Intégration du plan d’action au Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté ( 1 ou 2).

**9.1.3. Renforcement du système éducatif**

**Objectif de prévention 1: assurer la gratuité totale de l’éducation jusqu’à 16 ans.**

- Développer le système de bourses (gratuité des fournitures scolaires) ;
- Développer la gratuité des transports pour les enfants ;
- Développer le système de cantines scolaires gratuites.
- Objectif de prévention 2 : réglementer les écoles coraniques.
- Améliorer les conditions d’apprentissage et de vie dans les daaras ;
- Prévoir des mesures d’accompagnement adaptées : alphabétisation, enseignement coranique, initiation à une formation professionnelle et introduction du trilinguisme dans les daaras ;
- Intégrer l’enseignement coranique au sein des écoles publiques ;
- Mettre en place des programme de plaidoyer pour que le système éducatif prenne en compte les besoins des populations en terme d’enseignement religieux et en offre la possibilité dans le système scolaire formel, surtout au niveau local ;
- Diversifier les offres éducatives.

**Objectif de prévention 3 : renforcer l’alphabétisation fonctionnelle des adultes.**

- Mettre en place des programmes d’alphabétisation communautaire en matière de promotion des droits humains.

**9.1.4. Renforcement des capacités institutionnelles nationales et internationales**

**Objectif de prévention 1 : renforcer les mécanismes de coordination entre les structures gouvernementales, les collectivités locales et les ONG.**

- Renforcer des structures de coordination entre les ONG, les collectivités locales et l’Etat au niveau national et local (collectivités locales et élus locaux) ;
- Renforcer les capacités locales et nationales pour l’enregistrement des naissances ;
- Renforcer la collaboration entre les différents réseaux (parlementaires, journalistes, tradi-praticiens) ; entre le réseau des communicateurs traditionnels et le réseau des imams. Analyse des capacités des acteurs chargés de la coordination ;
- Collecter et traiter de manière scientifique les données statistiques, typologiques et sociologiques pour une meilleure connaissance des phénomènes de la traite.

**9.1.5. Sensibilisation communautaire**

**Objectif de sensibilisation à long terme: mettre en œuvre la communication au niveau des organisations communautaires.**

- Elaborer un plan de communication en matière de lutte contre la traite (élaboration de supports) ;
- Réaliser un audit institutionnel pour déterminer quelle est la structure la plus adaptée pour coordonner les actions de prévention ;
- Sensibiliser les structures existantes concernant la traite des personnes ;
- Adapter le message de prévention en langue locale/nationale ;
- Elaborer un manuel de procédure pour les forces de sécurité, spécifiant les mesures à prendre en fonction de cas concrets ;
- Intégrer les chauffeurs, syndicats des transporteurs au processus de prévention ;
- Renforcer le contrôle en matière de transport des enfants (voire aménager un texte de loi en la matière) dans les zones de vulnérabilité;
- Elaborer les outils de communication adaptés quand le message est destiné aux communautés rurales, notamment par rapport à l’approche genre, surtout quand ce message s’adresse aux femmes ;
- Appuyer au niveau communautaire ce qui est fait concernant l’enregistrement des naissances ;
- Mobiliser les communautés pour exercer une surveillance surtout au niveau rural.

**9.2. En matière de protection des populations vulnérables, en particulier des enfants**

- Développer des Comités Techniques de Suivi et des Observatoires dans tous les départements ;
- Intensifier les jumelages transfrontaliers pour lutter contre la traite. Exemple jumelage Mali/Sénégal (Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT)) ;
- Amener les parents à assumer leurs responsabilités en matière de protection ;

- Créer des centres pour l’Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) dans tous les départements ;
- Inclure la saisine des représentations diplomatiques dans la procédure de prise en charge des enfants étrangers;
- Adopter les décrets d’application suite à l’adoption des lois ;
- Appliquer les lois et déterminer les responsabilités dans leur mise en œuvre ;
- Appliquer le principe de non responsabilité pénale des victimes majeures dans la loi 2005-06 relative à la traite des personnes à l’occasion de sa révision.

### 9.3. En matière d’enquêtes, de poursuites, de jugement et de protection des victimes et des témoins

#### Recommandations :

- Le parquet devrait, au-delà des dispositions de l’article 32 du Code de procédure pénale, disposer, en la matière, d’une véritable autonomie d’action et être ainsi dégagé des contingences politiques et religieuses ;
- Il conviendrait, pour diffuser efficacement ces textes, qu’ils soient édités et divulgués en langues nationales ;
- Il conviendrait de créer un pôle spécialisé en matière de lutte contre la grande délinquance transfrontalière ou organisée (magistrature, police judiciaire, douanes) ;
- Il faut assurer l’aide juridictionnelle au bénéfice des victimes et créer un fonds de garantie permettant de mettre en place une protection des victimes réellement efficace par leur représentation en justice et leur juste indemnisation ;
- Une législation et un dispositif opérationnel véritablement protecteurs des témoins et victimes et qui déborderaient le cadre strict du procès (avant, pendant et après le procès) devraient être créés.
- Objectif 1 : lutter efficacement contre les phénomènes de la traite ;
- Diffuser les textes au niveau des services et des acteurs ;
- Réformer les dispositifs répressifs de la loi 2005-06 relative à la traite des personnes pour la mettre en conformité avec les dispositions légales existantes ;
- Appliquer de manière effective les textes ;
- Coordonner les services et les acteurs de la lutte contre la traite ;
- Renforcer les capacités des structures existantes.

#### Objectif 2 : protéger efficacement les victimes et les témoins

- Créer un cadre juridique adapté ;
- Analyser les besoins en la matière par une étude diagnostique ;
- Recenser les structures existantes intégrant leurs projets pédagogiques ;
- Concevoir et mettre en œuvre un projet global et cohérent à partir de ce cadre juridique ;
- Renforcer les capacités des structures existantes ;

- Mettre en place un dispositif et des structures de protection ;
- Mobiliser les acteurs sur ce dispositif (sensibilisation, formation, appropriation des textes et missions).

### 9.4. Programmes de formation

#### Objectif général

- Promouvoir la formation initiale et continue des professionnels confrontés au phénomène de la traite des personnes.

#### Objectifs spécifiques à court terme (1 an)

- Mettre en place un comité scientifique pluridisciplinaire ad hoc pour la supervision du volet formation du Plan National d’Action de lutte contre la traite des personnes ;
- Capitaliser les expériences de formations déjà dispensées (cf. Save the Children, ONUDC, OIM, RPJM…)
- Identifier et analyser les besoins en formation dans le domaine de la traite dans chaque corps de métier ;
- Concevoir des modules de formation sur la traite des personnes en tenant compte des spécificités de chaque corps de métier ;
- Mettre en place un dispositif de formation initiale et continue ;
- Mettre en place un mécanisme de coordination du dispositif de formation.

#### Objectifs spécifiques à moyen terme (3 ans)

- Identifier et mettre en place un réseau de formateurs ;
- Former les formateurs ;
- Prendre en compte la problématique de la traite des personnes dans les curricula de formation initiale ;
- Mettre en place un plan de formation continue ;
- Appuyer les initiatives de recherche portant sur la thématique de la traite ;
- Mettre en place une stratégie sous-régionale de formation.

#### Objectifs spécifiques à long terme (5 ans)

- Evaluer les expériences menées ;
- Capitaliser / modéliser les bonnes pratiques ;
- Améliorer les supports existants ;
- Organiser des rencontres sous-régionales d’échanges entre établissements de formation ;
- Recommandations en vue de la coordination du dispositif de formation initiale et continue ;
- Désignation de formateurs points focaux spécialistes de la thématique de la lutte contre la traite dans chaque école ;
- Organisation de rencontres ponctuelles et de formations transversales des points focaux ;

- Structure responsable de la coordination : deux possibilités pertinentes :
  - Désignation d'un responsable « formation » au sein de la Cellule de coordination du Plan National ou :
  - Le Centre de Formation Judiciaire

## 9.5.Assistance et réhabilitation des victimes



### Objectif général

Améliorer les capacités de prise en charge des victimes :

- Renforcer l'offre en structures d'accueil (objectif stratégique) :
  - Créer des nouvelles structures (objectif spécifique) ;
  - Réhabiliter les structures existantes (objectif spécifique).
- Renforcer la coordination des acteurs (objectif stratégique) :
  - Rationaliser l'action des acteurs (objectif spécifique) ;
  - Créer un cadre de coordination formel (objectif spécifique).

## 9.6.Retours et réinsertion des victimes

### 9.6.1. En matière de retours

- Définir des modalités de contrôle des opérations de retours des enfants et des femmes victimes de traite et identifier les autorités habilitées à faire ce contrôle ;
- Renforcer la protection des victimes de traite durant la phase de préparation au retour ;
- Concevoir un manuel de procédures standardisé en matière de retours des personnes victimes de traite en prenant en compte la dimension nationale et internationale ;
- Adopter des solutions alternatives au retour des victimes de traite telles que les activités génératrices de revenus, le placement et autres.

### 9.6.2. En matière de réinsertion

- Adopter un système de référence clair et efficace des actions de retour en :
  - Organisant la coordination des actions au niveau institutionnel ;
  - Renforçant les capacités techniques des acteurs.
- Etablir des partenariats avec les établissements étatiques et privés de formation professionnelle ;
- Etablir des partenariats entre les centres polyvalents et le secteur privé pour la formation professionnelle des femmes victimes de traite sur la base d'un référentiel de formation précis à moyen terme ;
- Développer un système de formation adapté aux besoins d'insertion ou de réinsertion professionnelle des victimes par des formations qualifiantes en vue de valoriser les différents types de formation professionnelle ;
- Développer des systèmes de suivi et d'accompagnement en vue de garantir la protection psychosociale et juridique des personnes retournées (le respect des droits des victimes de traite retournées, le maintien et la fixation des enfants au niveau des familles, par exemple, par l'adoption de plans de suivi individualisé) ;
- Développer des accords de partenariat avec des ministères ou des collectivités locales pour des formations professionnelles sur la culture de l'entreprise avec un système de cash transferts ou d'appuis directs en faveur des victimes ou de leurs familles pour une insertion ou une réinsertion durable des victimes.



# 10/ Propositions pour la mise en place d’une structure de coordination du plan national d’action

Une attention particulière a été portée à la détermination de la cellule de coordination du Plan National d’Action.

Il a été demandé à chaque atelier de mener une réflexion sur la forme que devrait prendre la structure de coordination et de soumettre une proposition à la séance plénière finale, le 23 mai 2008.

Tous les professionnels participants aux ateliers se sont entendus sur la nécessaire dimension politique d’une telle cellule et sur la nécessité que la dite cellule soit logée auprès d’une institution supra ministérielle.

Deux formules ont été proposées comme étant les plus à même d’accueillir la cellule de coordination du Plan National d’Action:

- La cellule de coordination du Haut Commissariat aux Droits de l’Homme et à la Promotion de la Paix (HCDHPP), structure qui dépend de la Présidence;
- Une cellule interministérielle dont la direction serait confiée, sous l’égide de la primature, à une personnalité/point focal désigné par le Chef de l’Etat.

Il a été, en outre, préconisé que des leviers de coordination délocalisés soient organisés autour des préfets et des gouverneurs.

De manière générale, les participants ont estimé que :

- Il faudra de préférence se fonder sur l’existant dans le choix de la structure chargée de la mise en œuvre du Plan National d’Action et éviter de créer une structure ex nihilo;
- La structure de coordination devra être composée de représentants ou points focaux de chaque entité impliquée ;
- La structure de coordination devra jouir d’une légitimité supra ministérielle et non pas interministérielle ;
- La structure de coordination devra être composée d’éléments disposant d’une véritable expérience en matière de traite des personnes et de protection.

Les avantages et inconvénients des deux propositions ont été soulevés par les participants en plénière.

## 1. Le Haut Commissariat aux Droits de l’Homme et à la Promotion de la Paix

### Avantages :

- Une cellule de coordination des actions de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, est déjà prévue dans le décret d’organisation du HCDHPP ;
- Cellule qui prend en compte la protection des droits des personnes en général, femmes et enfants. Il ne faut pas une structure qui ne traite que des enfants ;
- Nécessité d’une cellule placée à un niveau politique, capable de mobiliser les fonds, les ressources, les acteurs, de porter le plaidoyer auprès de la Présidence ;
- Ressources nécessaires disponibles : logistiques, humaines et financières (notamment, soutien de l’Ambassade des Etats-Unis : salle de conférence, ordinateurs, nouveaux locaux) ;
- Latitude de faire des propositions au niveau du Conseil des Ministres ;

### Inconvénients :

- Néanmoins, il est indispensable d’identifier les dysfonctionnements au sein du HCDHPP et d’y remédier ainsi que de renforcer la cellule en moyens financiers et humains avant de lui confier la coordination du PNA.

## 2. Une structure de coordination placée auprès de la Primature

### Avantages :

- La Primature exerce la tutelle de tous les ministères techniques. La Primature serait la structure adéquate pour éviter les conflits de compétences entre les différentes structures ministérielles ;
- La Primature garantirait l’efficacité de l’approche globale et de coordination de tous les acteurs intervenant sur ce dispositif de lutte.

### Inconvénients :

- Selon les informations recueillies, la Primature ne serait pas favorable à la création d’une structure qui lui serait rattachée pour la coordination du Plan National d’Action.

# 11/ Bibliographie/ références

## CADRE JURIDIQUE

1. Décret n°2007-1253 modifiant le décret n° 99-1124 du 17 novembre 1999 relatif aux maisons de justice, à la médiation et à la conciliation, 23 octobre 2007 ;
2. Décret n°2007-554 du 30 avril 2007 portant organisation du Ministère de la Justice (DESPS) ;
3. Arrêté portant création du comité régional de lutte contre le travail des enfants, région de Thiès ;
4. Arrêté portant création du comité régional de lutte contre le travail des enfants, région de Saint Louis ;
5. Arrêté portant création du comité régional de lutte contre le travail des enfants, région de Diourbel ;
6. Arrêté portant création du comité régional de lutte contre le travail des enfants, région de Kaolack ;
7. Atelier d’harmonisation du cadre juridique national aux conventions de l’Organisation Internationale du Travail n°138 et 182, rapport général, Ministère de l’Emploi, du Travail et des Organisations Professionnelles, décembre 2007 ;
8. Arrêté portant création de la cellule de coordination de la lutte contre le travail des enfants, Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de l’Emploi et des Organisations Professionnelles, 27 février 2004 ;
9. Arrêté relatif au travail des enfants, 6 juin 2003 ;
10. Arrêté fixant les catégories d’entreprises et de travaux interdits aux enfants et jeunes gens ainsi que l’âge limite auquel s’applique l’interdiction, 6 juin 2003 ;
11. Arrêté fixant la nature des travaux dangereux interdits aux enfants et jeunes gens, 6 juin 2003 ;
12. Arrêté portant création du comité intersectoriel de lutte contre le travail des enfants, 9 mars 2005 ;
13. Loi n°2005-06 du 10 mai 2005 relatif à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes ;
14. Arrêté n° 005691 du 6 juillet 2004 fixant les règles d’organisation et de fonctionnement du Haut Commissariat aux Droits de l’Homme et à la Promotion de la Paix ;
15. Décret relatif à la création, l’organisation et au fonctionnement du Haut Commissariat aux Droits de l’Homme et à la Promotion de la Paix ;
16. Arrêté portant création du projet de Lutte contre la Traite et les Pires formes de Travail des Enfants, Ministère de la Famille.

## ARTICLES

1. Qui sont les enfants de la rue à Dakar ? ; Maraudes n°14, juil\_sept 2007, Samu Social Sénégal ;
2. Lumière sur la travail des enfants au Sénégal, le Quotidien, 11 octobre 2007 ;
3. Mendicité des enfants à Dakar, Ibrahima Diallo, sudonline, 6 février 2008.

## RAPPORTS/ NOTES

1. Rapport final de l’atelier régional de formation sur les droits et sur la protection des enfants en situation de traite, Ziguinchor, 25 mai 2007 ;
2. Présentation du secteur et des structures de l’action sociale, chef de service action sociale à Ziguinchor, 3 février 2008 ;
3. DRAFT protocole d’accord DESPS-associations ;
4. Rapport trimestriel d’activités, oct.-dec. 2007, AEMO Guédiawaye, DESPS, 9 janv. 2008 ;
5. Renseignements complémentaires au rapport périodique du gouvernement du Sénégal sur la mise en œuvre de la convention relative aux droits de l’enfant, Ministère de la Femme, de la Famille et du Développement Social, août 2006 ;
6. Observations finales du comité des droits de l’enfant sur le rapport Sénégal, 20 octobre 2006 ;
7. Enquête nationale sur le travail des enfants, ENTES 2005, Sénégal ;
8. Lutte contre la traite des êtres humains en particulier des femmes et des enfants en Afrique de l’Ouest et du entre, assistance aux victimes : échanges d’expériences et études de cas, Dakar 9-11 mai 2007, actes du Colloque ;
9. Rapport du juge pour enfants, Awa Djigal SY, sur les statistiques 2007 relatives aux contentieux des mineurs, celles relatives au suivi des mineurs par les AEMO ; statistiques 2000-2007 relatives aux abandons et adoptions d’enfants ;
10. Rapport d’étude sur les services extérieurs de la DESPS, Abdou BADJI, chef du bureau de la protection sociale, décembre 2007 ;
11. Rapport annuel du Samu Social Sénégal 2007 ;
12. Rapport de mission réunion des experts de haut niveau sur « la traite dans les conflits armés : prévenir et combattre le recrutement et l’utilisation des enfants soldats en Afrique de l’Ouest et du Centre », Haut Commissariat aux droits de l’homme, novembre 2007 ;
13. Rapport de mission, réunion des experts sur la lutte contre la traite des personnes en Afrique de l’ouest et du centre, Libreville, 9-11 mai 2006, Haut Commissariat aux Droits de l’Homme ;
14. Rapport de synthèse, réunion conjointe sur la traite des personnes au Sénégal organisée par le Haut commissariat aux droits de l’homme en collaboration avec l’ambassade des Etats-Unis à Dakar et le Bureau de l’Union des Magistrats du Sénégal, 6 décembre 2006.

## PRESENTATIONS

1. PPP atelier sous régional transfrontalier sur la sécurité et le développement « forces de sécurités sénégalaises et bissau-guinéennes à l’épreuve de la criminalité transfrontalière : la nécessité d’un cadre juridique de coopération policière bilatérale », Commissaire de police Divisionnaire Matar DIOP, chef du service régionale de sécurité publique, Ziguinchor ;

- 2. Projet de renforcement de la qualification des ressources humaines, Ministère de la Formation Professionnelle ;
- 3. Le projet de partenariat pour l’apprentissage et l’ouverture du système de formation professionnelle ;
- 4. La réforme de l’enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- 5. Avancées et perspectives du projet d’appui à la mise en œuvre du PAD dans la lutte contre le travail des enfants au Sénégal, BIT IPEC, 7-8 février 2008 ;
- 6. Présentation de M. Lamine FOFANA sur le cadre juridique sénégalais de lutte contre la traite des personnes au Sénégal lors de la journée de réflexion sur la traite des personnes organisée par le haut commissariat, 6 décembre 2006.

ETUDES

- 1. Protection spéciale de l’enfant au Sénégal, contribution de la DESPS, janvier 2007 (DESPS/Save the Children Suède) ;
- 2. Les mineurs en conflit avec la loi au Sénégal, une réalité à redécouvrir, chiffres clé de la justice\_2003, Mandiogou Ndiaye, Nelly Robin, 2003 ;
- 3. Etude statistique sur la prise en charge sociale des mineurs en danger et en conflit avec la loi au Sénégal, Djiby Diagne, DESPS, décembre 2005 ;
- 4. Enfants mendiants dans la région de Dakar, Understanding children’s work, UNICEF, ILO, Banque Mondiale, novembre 2007 ;
- 5. Exode précoce et traite des enfants en Afrique de l’ouest : où en sont les enfants et jeunes travailleurs ? », Enda Tiers Monde, Enda jeunesse action, janvier 2008 ;
- 6. Les enfants, une marchandise? Agir contre la traite des enfants, Mike Dottridge, Terre des Hommes, mai 2004.

PLANS D’ACTION

- 1. Plan d’action conjoint CEDEAO/CEEAC contre la traite des personnes, des femmes et des enfants en particulier, 2006/2009.
- 2. Proposition de cadre logique, bureau protection sociale de la DESPS 2007.
- 3. Projet de plan d’action national de lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées, Hawa DIALLO, OGDD, Dakar, février 2004.
- 4. Elaboration du plan cadre national pour la prévention et l’élimination du travail des enfants avec pour priorité les pires formes, rapport provisoire, Ministère de l’Emploi, du Travail et des Organisations Professionnelles, (janvier 2008, projet).
- 5. Stratégie nationale de lutte contre les pires formes de travail des enfants par la formation professionnelle et l’apprentissage au Sénégal, rapport final, Amadou Dione, BIT projet d’appui à la mise en œuvre du PAD pour l’abolition des pires formes de travail des enfants au Sénégal, octobre 2006.

DOCUMENTS DE PROJETS

- 1. Projet de lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants au Sénégal, proposition de financement, Ministère de la Femme, de la Famille et du Développement Social, UNICEF, Coopération Italienne, mars 2006.

MANUELS DE FORMATION/ GUIDES

- 1. Guide à l’attention des intervenants dans la problématique des mineurs, projet de renforcement de la protection juridique des mineurs au Sénégal, CFJ, ENTSS, ENDSS, Ecole de la Gendarmerie Nationale, Ecole Nationale de police, Unité de pédopsychiatrie du CHU de Fann ;
- 2. Manuel de formation des formateurs sur la traite des personnes à l’attention des forces de sécurité et de la magistrature, ONUDC ;
- 3. Manuel « droits et protection des enfants en situation de traite, manuel à l’usage des formateurs des forces de sécurité, Save the Children Suède, UNICEF, CEDEAO ;
- 4. La promotion de l’égalité des sexes dans la lutte contre la traite des enfants, guide pratique pour les organisations, BIT IPEC (Bangkok) ;
- 5. Principes directeurs pour la protection des droits des enfants victimes de la traite, UNICEF 2006.

STATISTIQUES

- 1. Statistiques 2007 de la coordination des AEJT du Sénégal ;
- 2. Etat des affaires de migration clandestine, 2006 à juin 2007, Haut Commissariat aux Droits de l’Homme et à la Promotion de la Paix.
- 3. Prévalence fondée sur la saisine du cabinet pour enfants, 4ème cabinet d’instruction, Cour d’Appel de Dakar, 2000-2008.
- 4. Situation des procédures d’instruction suivies contre les mineurs, janv 2000 - février 2008. 4ème cabinet d’instruction, Cour d’Appel de Dakar.

Liste des acteurs rencontrés

Ministère de la Justice

- Direction de l’Education Surveillée et de la Protection Sociale (DESPS)
  - Directeur
  - Chef de la division éducative et protection sociale
  - Chef du bureau de la Protection sociale
  - Chef du bureau Action éducative
  - Chef de la division statistiques et recherches
  - Chef du bureau de la Formation
  - Consultant cabinet IFE responsable de l’évaluation en cours de la DESPS

- Cabinet du Ministre
  - Conseiller technique en charge de la justice de proximité
  - Conseiller technique, assistant technique français
  - Conseiller en communication
  - Coordinateur de la CEDAF
- Direction des Affaires Criminelles et des Grâces (DACG)
- Centre de Formation Judiciaire
- Juridictions
  - Juge des enfants – tribunal départemental de Dakar
  - Procureur général près la Cour d’Appel de Dakar
  - Juge chargé des mineurs – tribunal régional de Dakar
- Maison de justice des Parcelles Assainies

Ministère de l’Intérieur

- Direction de la Police de l’Air et des Frontières (DPAF)
  - Chef de la division liaison et synthèse
  - Conseiller technique du directeur, assistant technique français
- Direction de la Sécurité Publique
- Division de la Sûreté Urbaine (Commissariat central de Dakar)
  - représentant de la Brigade des Mineurs
  - représentant de la Brigade des Mœurs
- Ecole Nationale de Police
- Interpol

Ministère des Forces Armées

- Ecole Nationale de Gendarmerie
- Brigade judiciaire

Ministère de la Famille, de l’Entreprenariat féminin et de la microfinance

- Direction de la Protection des Droits de l’Enfant (DPDE)
  - Directeur
  - Coordinateur du Projet de lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants
  - Coordinateur du projet EVF/Daaras
- Direction de l’Action Sociale
- Direction du Développement Communautaire
- Direction de la Famille
- Ecole Nationale des Travailleurs Sociaux

Haut Commissariat aux Droits de l’Homme et à la Promotion de la Paix (Présidence de la République)

Ministère de l’Education

- Coordination nationale du réseau des inspecteurs de vie scolaire
- Direction de la Formation professionnelle et de l’Enseignement

Ministère de l’Economie et des Finances

- Cellule de suivi du DSRP
- Direction des Douanes

Ministère du travail, de la fonction publique et des organisations professionnelles

- Direction du travail
  - Cellule travail des enfants

Ministère de la santé

- Direction de l’Hygiène

Autorités religieuses

- Collectif des daaras Baol

Patronat

- Conseil National du Patronat
  - Président de la Commission Formation Professionnelle
- Mouvement des Entreprises du Sénégal

Syndicats

- Confédération des Syndicats Autonomes
  - secrétaire du comité des pires formes de travail des enfants
- Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal
  - Secrétaire chargé des relations avec les institutions internationales

Programme d’Appui au Retrait et à la Réinsertion des Enfants de la Rue (PARRER)

Barreau de Dakar

Elus locaux

- Cellule d’appui aux Elus Locaux (UAEL)



- Président du Conseil rural de Yène
- Conseiller régional de Tambacounda

**Centres d'accueil associatifs**

- Centre Ginddi
- Village pilote
- Samu Social Sénégal
- Solidarité pour les Enfants de la rue (SPER)
- L'Empire des enfants
- Perspectives Sénégal

**ONG**

- CONGAD
- Croix Rouge Belge
- RADDHO
- Association des Juristes Sénégalaises
- Plan International Sénégal
- Save The Children Suède
- ENDA (Enda National, Enda Santé, Enda Jeunesse action, MAEJT
- Comité de lutte contre les violences faites aux femmes
- Fédération des Associations féminines du Sénégal
- Ndéyi-Jirim

**Organisations Internationales / Bailleurs de fonds**

- Ambassade de France à Dakar
  - Service de coopération et d'action culturelle
  - Service régional aux affaires sociales
- Bureau de la Coopération italienne
- Bureau national de l'UNICEF
- Bureau International du Travail (programmes IPEC et LUTRENA)
- ONUDC
- Ambassade des Etats Unis
- Ambassade de Gambie
- Délégation de la Commission européenne
- Banque Mondiale
- Organisation Internationale des Migrations (OIM°).

12/ Plan national d’action de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants au Sénégal

Stratégie : prévention et sensibilisation  
Objectif : Toutes les enfants du Sénégal bénéficient de la protection juridique et sociale contre la traite des personnes

Cible : enfants	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions/ structures responsables	Chronogramme Court terme :1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5ans
Cadre juridique : dispositions légales et réglementaires, procédures	1. Les textes internationaux relatifs au travail et aux droits de l'enfant sont effectivement transposés en droit interne	1. 1. Réviser et mettre à jour le cadre juridique sur les droits de l'enfant	1-1. Entrée en vigueur du code de l'enfant	1.1. Ministère de la Justice	1.1. Court terme
		1.2. Assurer la diffusion des textes et leur vulgarisation	1.2. Circulaires à l'intention des acteurs institutionnels et de la société civile, concernés par la traite des personnes (TP)	1.2. Ministère de la Justice	1.2. Moyen terme
	2. La Convention de La Haye en matière d'adoption internationale est ratifiée et mise en œuvre effectivement au niveau national	2. 1. Dépôt des instruments de ratification de la Convention	2. Publication du texte qui met en place les procédures d'adoption internationale	2. 1 Ministère des Affaires Etrangères	2.1 Court terme
		2.2. Désigner une autorité centrale en matière d'adoption internationale		2.2. Ministère compétent	2. 2. Court terme
		2.3. Evaluation de la procédure d'adoption interne et internationale		2.3 Ministère de la Justice	2.3. Moyen terme
		2.4. Adopter un nouveau texte ou amender les textes existants en fonction de l'évaluation		2.4 Ministère de la Justice	2. 4. Moyen terme
	3. Le fonctionnement de tout établissement d'éducation des enfants, conventionnels et coraniques, est réglementé et soumis à un contrôle des services de l'Etat compétents	3.1. Mener un état des lieux de la réglementation en vigueur sur les établissements d'éducation des enfants et évaluer ses forces et ses faiblesses	3.1. Rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la réglementation en vigueur	3.1. Ministère de l'Education	3.1. Moyen terme
		3.2. Adopter une nouvelle réglementation sur le fonctionnement et le contrôle des établissements d'éducation des enfants au Sénégal	3.2. Publication officielle des textes et mise en place du dispositif	3.2. Ministère de l'Education	3.2. Moyen terme
		3.3. Recenser les établissements d'éducation des enfants et évaluer leur conformité avec la nouvelle réglementation	3.3. Nombre d'établissements d'éducation des enfants évalués	3.3. Ministère de l'Education	3. 3. Long terme
		3.4. Prendre les dispositions pertinentes en tant qu'autorité de contrôle	3.4. Nombre des protocoles signés et d'établissements d'éducation agréés ou fermés	3.4. Ministère de l'Education	3. 4. Long terme

Stratégie : prévention et sensibilisation  
Objectif : Toutes les enfants du Sénégal bénéficient de la protection juridique et sociale contre la traite des personnes

Cible: enfants	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions / structures responsables	Chronogramme Court terme :1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5ans
Cadre juridique : dispositions légales et réglementaires, procédures	4. Le nouveau cadre juridique concernant le placement des enfants est en vigueur	4. Créer un dispositif juridique et institutionnel compatibles avec les traditions sénégalaises qui tiennent compte de l'intérêt supérieur de l'enfant	4. Loi effectivement adoptée et appliquée par les autorités de tutelle de l'enfant placé hors du foyer originaire	4. Ministère de la justice	4. Moyen terme
	5. Le système judiciaire de tutelle des enfants fonctionne au niveau des tribunaux départementaux	5. Institution d'un juge chargé des enfants et des affaires familiales au niveau du tribunal départemental	5. Nombre approprié de juges désignés dans chaque tribunal départemental	5. Ministère de la justice	5. Court terme
	6. L'exploitation des mineurs par la mendicité est réprimée par le nouveau Code pénal	6.1 Organiser des assises sur la mendicité	6.1. Actes des assises publiés	6.1. Ministère de la Famille	6.1. Court terme
		6.2. Proposer un nouveau texte juridique sur l'interdiction de l'exploitation des mineurs par la mendicité, harmonisant l'article 3 de la loi 2005 sur la traite et l'article 245 du Code pénal pour répondre de manière cohérente au problème	6. 2. Loi effectivement modifiée et appliquée	6.2. Ministère de la Justice	6. 2. Court terme
		6.3. Mener une campagne de sensibilisation à l'intention de la population et des élus locaux sur le problème de l'exploitation des enfants par la mendicité	6.3. Nombre par année de spots radios et télévisés et fréquence des messages contre la mendicité, à l'intention des enfants et des familles	6.3. PARRER	6.3. Moyen terme
	6.4. Assurer la vulgarisation de la nouvelle législation adoptée en matière de mendicité parmi les directeurs des écoles coraniques	6.4. Réunions des autorités coraniques avec les directeurs des écoles et les collectivités locales	6.4. Autorités religieuses	6.4. Autorités religieuses	6.4. Court terme

Stratégie : prévention et sensibilisation

Objectif: Toutes les personnes au Sénégal bénéficient de la protection juridique et sociale contre la traite d’êtres humains

Cible: enfants	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions / structures responsables	Chronogramme Court terme : 1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5 ans
Cadre institutionnel : structures existantes, mandats, compétences, ressources matérielles et humaines	7. Toutes les personnes, en particulier les enfants, disposent de leur acte d’Etat civil	7.1. Créer des liens entre l’officier d’Etat civil, la mosquée et l’église	7.1. Nombre d’enfants bénéficiant du document de l’Etat civil	7.1. Collectivités locales	7.1. Court terme
		7.2. Rapprocher l’Etat civil des villages en créant des mécanismes de relais avec les chefs de village	7.2. Nombre de villages où les mécanismes de relais ont été mis en place	7.2. Ministère de la Décentralisation et des Collectivités Locales	7.2. Moyen terme
		7.3. Renforcer les capacités des acteurs de l’Etat civil (officiers, auxiliaires, secrétaires communautaires, chefs de quartiers, chefs de village...) par des formations appropriées et des moyens adéquats	7.3. Nombre d’agents de l’Etat civil ayant suivi les programmes de renforcement des capacités	7.3. Ministère de la Décentralisation et des Collectivités Locales	7.3. Moyen terme
	8. Tous les enfants pris en charge par les structures de l’Etat (ex. : Case des tous petits, DESPS, écoles) sont enregistrés	8. Concevoir un système de registre des enfants pris en charge par les structures de l’Etat sous contrôle du Ministère de la Famille	8. Registre des enfants accueillis dans les structures de l’Etat	8. Ministère de la Famille	8. Moyen terme

Stratégie : prévention et sensibilisation

Objectif: Toutes les personnes au Sénégal bénéficient de la protection juridique et sociale contre la traite d’êtres humains

Cible: enfants	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions / structures responsables	Chronogramme Court terme : 1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5 ans
Cadre institutionnel : structures existantes, mandats, compétences, ressources matérielles et humaines	9. Les enfants les plus vulnérables des principales zones pourvoyeuses bénéficient d’un système de protection sociale	9.1. Elaborer la cartographie des principales zones pourvoyeuses d’enfants victimes de traite	9.1. Carte présente sur le site internet du Ministère de la Famille	9.1. Ministère de la Famille	9.1. Court terme
		9.2. Concevoir et développer un système d’allocation pour les familles des enfants les plus vulnérables des zones pourvoyeuses	9.2. Nombre d’enfants couverts par le système de protection sociale	9.2. Ministère de la Famille	9.2. Moyen terme
		9.3. Créer et/ou renforcer les infrastructures pour améliorer l’accès aux services sociaux de base dans les zones à risque identifiées	9.3. Augmentation des usagers des services de base	9.3. Collectivités locales	9.3. Long terme
	10. L’accessibilité et l’efficacité des structures d’éducation et de formation sont renforcées	10. Assurer la gratuité réelle de l’éducation obligatoire à travers des programmes de subvention	10. Nombre d’enfants enregistrés dans les structures d’éducation jouissant des programmes de subventions	10. Ministère de l’Education	10. Moyen terme
	11. La pertinence des programmes et l’efficacité des structures d’éducation et de formation technique et professionnelle sont renforcées	11. Adapter les structures et les programmes d’éducation et de formation en fonction du contexte économique et social des différentes régions du Sénégal, notamment en privilégiant les secteurs émergents (tourisme, protection et gestion de l’environnement, gestion des ressources naturelles et des déchets...)	11. Nombre d’institutions ayant introduit des mécanismes de reconstruction selon les nouveaux programmes	11. Ministère de l’Education	11. Moyen terme

Stratégie : prévention et sensibilisation

Objectif:Toutes les personnes au Sénégal bénéficient de la protection juridique et sociale contre la traite d’êtres humains

Cible : enfants	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions / structures responsables	Chronogramme Court terme : 1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5 ans
Cadre institutionnel : structures existantes, mandats, compétences, ressources matérielles et humaines	12. L'assiduité des enfants à l'école obligatoire est assurée	12. Mettre en place des mécanismes coercitifs qui obligent les parents et les tuteurs à respecter la loi en la matière	12. Taux d'assiduité scolaire en augmentation	12. Ministère de l’Education	12. Moyen terme
	13. Des campagnes de sensibilisations sont organisées régulièrement à l’intention des populations afin de les conscientiser sur le caractère criminel de la traite	13.1. Réaliser une étude CAP afin de déterminer les perceptions des populations sur la traite et les situations d'exploitation	13.1. Publication et diffusion de l'étude CAP sur internet	13.1. Collectivités locales	13.1. Long terme
		13.2. Asseoir les stratégies de communication pour le changement des comportements sur la base des conclusions de l'étude et organiser des campagnes de sensibilisation adaptées aux différentes cibles (enfants, femmes et hommes)	13.2. nombre de campagnes de sensibilisation menées par département ; nombre de personnes touchées par les campagnes	13.2. Collectivités locales	13.2. Long terme

Stratégie : Répression

Objectif général 1: mettre en place tous les mécanismes de répression nécessaires pour lutter contre la traite des personnes

Objectif général 2 : assurer une protection effective des victimes et témoins pendant la phase judiciaire

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions / structures responsables	Chronogramme Court terme :1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5ans
Cadre juridique : dispositions légales et réglementaires, procédures	1. Le dispositif de répression des auteurs de traite des personnes est effectivement appliqué	1.1. Faire des circulaires invitant à l'application effective de textes et réaffirmant la volonté politique de lutter efficacement contre la traite	1.1. Nombre de circulaires ;	1.1. Ministères de la Justice	1.1. Court terme
		1.2 Reprendre le dispositif répressif de la loi 2005-02 pour le mettre en conformité avec les dispositions légales existantes	1.2. Proposition de modification des textes en matière de lutte contre la traite	1.2. Ministère de la Justice	1.2. Moyen terme
	2. Le cadre juridique pour protéger les témoins et les victimes de traite pendant la phase judiciaire est efficace	2. Adopter et mettre en application un texte de loi pour la protection des victimes et des témoins	2. Nombre de victimes et témoins pris en charge pendant la phase judiciaire	2. Ministère de la Justice	2. Moyen terme
Cadre institutionnel (structures existantes, mandats, compétences, ressources matérielles et humaines	3. L'action de la brigade des mineurs est renforcée à Dakar et dans les régions	3.1. Adopter le décret d'application de la loi instituant la brigade des mineurs (loi n°85-25 du 27 février 1985)	3.1 Décret publié	Ministère de l’Intérieur	Court terme
		3.2. Décentraliser effectivement la brigade des mineurs (amendement de la loi)	3.2. Brigades des mineurs en région		
	4. Les capacités opérationnelles des structures d'enquête (enquêtes préliminaires, écoutes...) sont renforcées	4.1. Doter les structures d'enquêtes de moyens techniques et financiers adéquats en vue d'une amélioration de la recherche de la preuve	4.1. Budget adéquat voté	4.1 Ministère de Finances	4.1 Moyen terme
		4.2. Adopter des protocoles d'enquêtes et d'audition des témoins et victimes	4.2. Publication des protocoles adoptés	4.2 ministère de la Justice	4.2. Moyen terme
		5. Créer un pôle de lutte contre la criminalité organisée incluant la traite est opérationnel	4. Nombre de procédures initiées et traitées par le pôle	4. Ministère de la Justice, Parquet Général de Dakar	4. Long terme



Stratégie : Répression

Objectif général 1 : mettre en place tous les mécanismes de répression nécessaires pour lutter contre la traite des personnes

Objectif général 2 : assurer une protection effective des victimes et témoins pendant la phase judiciaire

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions / structures responsables	Chronogramme <small>Court terme : 1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5 ans</small>
<b>Cadre institutionnel : structures existantes, mandats, compétences, ressources matérielles et humaines</b>	6. Le dispositif et les structures de protection des témoins et victimes de TP est efficace	6.1. Mobiliser les acteurs sur l'ensemble de ce dispositif par une sensibilisation et une formation adéquates sur les textes et missions en matière de répression et de protection des victimes et des témoins	6.1. Plans de sensibilisation et de formation disponibles	6.1. Ministère de la Justice	6.1. Moyen terme 6.1.1. Moyen terme
		6.2. Créer un fonds d'assistance des victimes	6.2.1. Nombre de victimes et témoins bénéficiant du fonds	6.2.1. Ministère de la Justice	6.2.1. Moyen terme
			6.2.2. Nombre des victimes assistées	6.2.2. Ministère de la Justice	6.2.2. Moyen terme
<b>Formations, renforcement des capacités institutionnelles</b>	7. Les structures de formation spécialisées offrent des programmes de formations initiale et continue adaptés aux spécialités	7. Des modules de formation multidisciplinaire sont conçus et inclus dans le plan de formation des différentes institutions spécialisées (CFJ,...)	7. Nombre des fonctionnaires formés	7. Instituts et écoles de formation initiales et continues.	7. Moyen terme
	8. Renforcer les capacités des structures existantes	8. Mettre en place des programmes d'assistance technique pour améliorer l'efficacité des structures opérationnelles	8. Nombre d'institutions bénéficiant de l'assistance technique	8. Ministère de la Justice	8. Moyen terme

Stratégie : formation, spécialisation et recherche

Objectif général : Tous les acteurs qui luttent contre la traite des personnes au Sénégal seront en mesure d’appliquer le dispositif (voir annexe 1 : plan de formation)

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions / structures responsables	Chronogramme <small>Court terme : 1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5 ans</small>
<b>Acteurs institutionnels:</b> Les fonctionnaires des administrations centrale et locales, les forces de l'ordre (police, gendarmerie, services des douanes), les acteurs judiciaires, les travailleurs sociaux concernés par la traite des personnes, seront en mesure d'appliquer le dispositif de lutte contre la traite des personnes (TP) et seront informés de tout changement du cadre juridique y faisant référence	1. Les besoins en formation en matière de lutte contre la traite des personnes (TP) des acteurs institutionnels sont régulièrement établis	1. Répertoire et évaluer, chaque année, les besoins en formation des acteurs institutionnels, les formations déjà dispensées et les formateurs en mesure d'assurer la formation	1. Rapports périodiques d'évaluation	1. Organe de coordination	1. Court terme
	2. Un groupe de formateurs spécialisés dans les différents aspects de la lutte contre la TP est à disposition des acteurs institutionnels et de la société civile pour assurer des formations	2. Mettre en place un programme de formation des formateurs pour les acteurs de la lutte contre la TP	2. Nombre de formateurs en mesure d'assurer les formations spécialisées en matière de lutte contre la TP	2. Organe de coordination	2. Court terme
	3. Les capacités des institutions qui pourront assurer des formations sur la TP sont renforcées	3.1. Répertoire et évaluer les structures qui seront responsables de la formation des différents acteurs sur la TP (CFJ, Ecole des douanes, ENP, ENG, ENTSS et autres institutions publiques de formation)	3.1. Rapports d'évaluation	3.1. Organe de coordination	3.1. Moyen terme
		3.2. Doter les institutions de formation des moyens nécessaires pour leur permettre d'inclure dans leurs plans de formation annuels des sessions de formation sur la lutte contre la TP	3.2. Budget additionnel pour préparer et mettre en place des sessions de formation sur la TP et des formations de formateurs	3.2.1 Ministère de finances	3.2. Court terme

Stratégie : formation, spécialisation et recherche

Objectif général : Tous les acteurs qui luttent contre la traite des personnes au Sénégal seront en mesure d’appliquer le dispositif (voir annexe 1 : plan de formation)

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions / structures responsables	Chronogramme Court terme : 1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5 ans
<b>Cible : Acteurs institutionnels:</b> Les fonctionnaires des administrations centrale et locales, les forces de l’ordre (police, gendarmerie, services des douanes),les acteurs judiciaires, les travailleurs sociaux concernés par la traite des personnes, seront en mesure d’appliquer le dispositif respectif et seront informés de tout changement du cadre juridique y faisant référence	4. Les fonctionnaires, en particulier les forces de l’ordre, magistrats et assistants sociaux, bénéficieront des sessions de formation initiale et continue sur les aspects juridiques et les méthodes employées pour prévenir et réprimer la TP et protéger les droits des victimes	4. 1. Elaborer des modules et manuels didactiques avec des cas pratiques et l’ensemble des textes juridiques relatifs à la traite des personnes et les mettre à disposition des formateurs et des acteurs institutionnels	4. 1. Nombre et qualité des manuels de formation mis à disposition des formateurs, et institutions de formation, et structures institutionnelles de lutte contre la TP	4.1. Organe de coordination	4.1. Court terme
		4.2. Elaborer des modules de formation en matière d’identification, d’écoute, de suivi, de techniques de communication et de méthodes recherche-action	4.2. Nombre de fonctionnaires formés	4.2. Organe de coordination	4.2. Moyen terme
		4.3. Elaborer des modules de formation interactifs sur support numérique (computer based training)	4.3. Nombre de fonctionnaires formés	4.3 Organe de coordination	4.3 Moyen terme
		4.4. Organiser les sessions de formation initiale et continue en matière de TP	4.4. Nombre de formations organisées		4.4. Moyen terme
	5. Le système d’information sur les changements du cadre juridique relativement à la TP est opérationnel	5. Elaborer un plan de communication systématique des changements du cadre juridique à l’intention des acteurs institutionnels	5. 1. Disponibilité immédiate sur le site internet du Ministère de la justice de l’ensemble des textes mis à jour relatifs à la traite des personnes	5.1. Ministère de la Justice	5. 1. Moyen terme
			5.2. Nombre de circulaires et directives envoyées visant à maintenir informés les fonctionnaires des structures concernées par la TP sur les changements du cadre juridique	5.2. Ministère de la Justice	5.2. Court terme

Stratégie : formation, spécialisation et recherche

Objectif général : Tous les acteurs qui luttent contre la traite des personnes au Sénégal seront en mesure d’appliquer le dispositif (voir annexe 1 : plan de formation)

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions / structures responsables	Chronogramme Court terme : 1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5 ans
<b>Recherche, collecte de données, analyse :</b> Les réseaux de recherche et d’enseignement universitaire seront en mesure de contribuer à l’analyse de la situation de la TP au Sénégal	6. Les établissements de recherche et d’enseignement universitaire sont associés au travail d’analyse de l’information relativement à la lutte contre la TP	6. 1. Elaborer un plan de recherche intégrant les établissements de recherche et d’enseignement universitaire au travail de lutte contre la TP et initier avec eux des actions concrètes	6.1. Le plan de recherche est visible sur le site de l’Organe de coordination	6.1. Organe de coordination	6.1. Court terme
	6.2. Mettre à disposition des réseaux de recherche les moyens matériels nécessaires pour accomplir les tâches prévues dans le plan de recherche sur la TP	6.2. Rubrique « recherche » dans le Budget pour la lutte contre la TP au Sénégal		6.2. Ministère des finances	6.2. Moyen terme

Stratégie: assistance et réhabilitation

Objectif: les structures d'assistance du Sénégal seront en mesure de prendre en charge les victimes de la traite des personnes

Cible : victimes de la traite	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions/ structures responsables	Chronogramme <small>Court terme : 1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5ans</small>
<b>Cadre juridique : dispositions légales et réglementaires, procédures</b>	1. La tutelle des structures associatives (associations et ONG) est placée sous la responsabilité d'un seul Ministère de TP à un seul Ministère (qui reste à déterminer)	1. Adopter le décret attribuant la tutelle des structures associatives qui travaillent en matière de TP à un seul Ministère	1. Publication du décret dans le J.O	1. Ministère de la Justice	1. Court terme
	2. Les centres de premier accueil créés sont en mesure de réaliser leur mission	2. 1. Adopter le décret portant création des centres de premier accueil	2.1. Publication du décret dans le J.O	2.1. Ministère de la Justice	2.1. Court terme
		2.2. Attribuer des ressources financières et humaines et rendre opérationnels les centres de premier accueil créés	2.2. Un budget adéquat qui prévoit les dépenses pour mettre en place et rendre opérationnels les centres de premier accueil est voté	2.2. Ministère des Finances	2.2. Moyen terme
		2.3. Créer un numéro vert pour information sur les centres de premier accueil	2.3. Service de « numéro vert » opérationnel	2.3. Ministère de la Famille	2.3. Court terme
	3. Les structures de prise en charge des victimes de traite sont toutes agréées et font l'objet d'inspections et de contrôles annuels par les autorités publiques, selon les dispositions et procédures préalablement adoptées	3.1. Identifier les structures de prise en charge et d'assistance aux victimes et évaluer leur conformité avec les dispositions en vigueur	3.1. Nombre de structures recensées et évaluées par les autorités administratives compétentes	3.1. Ministère de tutelle des associations et ONG en coordination avec les autres institutions compétentes (ministères de la Famille, de la Santé, de la Justice...)	3.1. Court terme
		3.2. Notifier l'agrément	3.2. Nombre de protocoles de notification d'agrément signés	3.2. Ministère de tutelle	3.2. Moyen terme
			3.3.1. Procès verbaux résultant des inspections de contrôle, suivant les procédures préétablies par la loi	3.3.1. Ministère de tutelle	3.3.1. Moyen terme
			3.3.2. Nombre de structures fermées	3.3.2. Ministère de tutelle	3.3.2. Long terme
		3.3. Effectuer des missions d'inspection et de contrôle			

Stratégie: assistance et réhabilitation

Objectif: les structures d'assistance du Sénégal seront en mesure de prendre en charge les victimes de la traite des personnes

cible : victimes de la traite	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions/ structures responsables	Chronogramme <small>Court terme : 1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5ans</small>
<b>Cadre juridique : dispositions légales et réglementaires, procédures</b>	4. Les procédures d'agrément des structures associatives de prise en charge sont simplifiées et transparentes	4.1. Créer un guichet unique et déconcentré pour la délivrance des agréments	4.1. Nombre des « guichets uniques » pour l'agrément des structures associatives ;	4.1. Ministère de tutelle	4.1. Moyen terme
		4.2. Remettre, lors de la délivrance de l'agrément aux structures, les documents relatifs à la procédure de prise en charge des victimes ainsi que les modalités de contrôle dont ils feront l'objet (cadre de contrôle)	4.2. Procédure, critères de conformité, recours et autres droits des structures et associations sont jointes au protocole d'agrément, et accessibles sur le site internet du Ministère de tutelle	4.2. Ministère de tutelle	4.2. Moyen terme
	5. Les capacités des structures de prise en charge, d'assistance et de réhabilitation existantes sont renforcées	5.1 Organiser des ateliers de formation continue pour les intervenants des structures recensées en fonction des besoins (écoute, suivi psychologique...)	5.1.1. Nombre d'ateliers de formation organisés au profit des intervenants	5. 1. Ministère de la Famille	5.1. Court terme
			5.1.2. Nombre de personnes formées		
	5.2. Rendre opérationnelles les structures existantes		5.2. Un budget adéquat est alloué;	5.2. Ministères de tutelle respectifs	5.2. Moyen terme
	5.3. Doter les structures publiques en moyens humains suffisants et permettant de créer des équipes pluridisciplinaires en procédant à des recrutements réguliers			5.2.2. Ministère des Finances	
			5.3. Nombre d'agents recrutés et déployés par structure	5.3. Ministère de la Fonction Publique	5.3 Moyen terme

Stratégie: assistance et réhabilitation

Objectif: les structures d'assistance du Sénégal seront en mesure de prendre en charge les victimes de la traite des personnes

Sujets : victimes de la traite	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions/ structures responsables	Chronogramme Court terme :1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5 ans
<b>Cadre institutionnel : structures existantes, mandats, compétences, ressources matérielles et humaines</b>	6. Un manuel de procédures à l’intention des structures publiques et privées pour la protection, la prise en charge, l’assistance et la réhabilitation des victimes, en particulier des enfants est élaboré, adopté, vulgarisé et mis à disposition des intervenants	6. Organiser des ateliers de réflexion et de préparation du manuel avec tous les acteurs concernés, prenant en compte les principes directeurs pour les droits des enfants victimes de la traite, les normes internationales et le contexte socio-économique	6. Le manuel est disponible sur le site internet du Ministère de la Famille	6. Ministères de la Famille	6. Moyen terme

7. Un annuaire des intervenants est régulièrement mis à jour et accessible	7. Recenser l’ensemble des intervenants et mettre à disposition l’annuaire sur le site du Ministère	7. Annuaire disponible pour consultation en ligne	7. Ministère de tutelle	7. Moyen terme
----------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------	-------------------------	----------------

Stratégie: assistance et réhabilitation

Objectif: les structures d'assistance du Sénégal seront en mesure de prendre en charge les victimes de la traite des personnes

Sujets : victimes de la traite	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions/ structures responsables	Chronogramme Court terme :1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5 ans
<b>Coordination : rationalisation des structures</b>	8. Une base de données des actions et des résultats des intervenants dans le domaine de l'accueil, l'assistance, la prise en charge et la réhabilitation est accessible tout en veillant au respect du principe de protection des données à caractère personnel	8.1 Former les intervenants à la méthode du suivi évaluation	8.1 Nombre d'intervenants formés	8.1. Organe national de coordination	8.1. Moyen terme
		8.2 Elaborer des rapports annuels	8.2 Nombre de rapports produits et distribués	8.2. Organe national de coordination	8.2. Moyen terme
		8.3 Créer un système de collecte et d'analyse des données en matière de traite des personnes	8.3 Un budget est alloué à ce service et le personnel adéquat (dont un archiviste et un documentaliste) est recruté	8.3. Organe national de coordination	8.3. Long terme
	9. Le réseau des acteurs dans les zones pourvoyeuses des victimes de TP est opérationnel	9. Doter de moyens le réseau des acteurs œuvrant dans les zones à risque	9. Rapports des organes de coordination régionale à l'organe national de coordination	9. Organes régionaux de coordination	9. Moyen terme



Stratégie : retours et réinsertion

Objectif : Toutes les victimes de traite bénéficient au Sénégal d’une protection juridique efficace

Cibles: victimes de la traite, en particulier enfants et femmes	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions/ structures responsables	Chronogramme Court terme :1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5ans
Cadre juridique : dispositions légales, réglementaires, procédures	1. Un dispositif harmonisé de coordination, de gestion et de suivi des retours et de réinsertion des victimes est mis en place et garantit le respect des droits des victimes notamment le caractère volontaire du retour des victimes à leurs foyers	1.1 Identifier les acteurs en matière de retours et réinsertion	1.1 Annuaire des acteurs	1.1. Ministère de la Famille	1.1. Moyen terme
		1.2 Evaluer les procédures existantes en matière de retours et de réinsertion des victimes	1.2. Rapports d'évaluation des procédures existantes	1.2. Ministère de la Famille	1.2. Moyen terme
		1.3. Mettre en place un cadre de concertation entre les différents acteurs pour élaborer une procédure de retour, en tenant compte des principes directeurs pour la protection des droits des enfants et des victimes en général	1.3. Circulaires informant les acteurs de l'existence des nouvelles procédures	1.3. Ministère de la Famille	1.3 Moyen terme
		1.4. Adopter, mettre en œuvre et rendre opérationnelle la procédure en matière de retour et de réinsertion	1.4. Publication de la procédure dans le site internet de l'Organe de coordination	1.4. Ministère de la Famille	1.4 Moyen terme

Stratégie : retours et réinsertion

Objectif : Toutes les victimes de traite bénéficient au Sénégal d’une protection juridique efficace

Cible : victimes de la traite	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions/ structures responsables	Chronogramme Court terme :1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5ans
Cadre institutionnel : structures existantes, mandats, compétences, ressources matérielles et humaines	2. Le retour et la réinsertion des victimes de traite sont sécurisés et durables	2.1. Créer un système efficace de coordination, de gestion et de suivi du retour et de la réinsertion des victimes de traite	2.1. Procès verbaux des réunions de coordination entre les acteurs	2.1. Organe national de coordination	2.1. Long terme
		2.2. Désigner la structure de coordination, de gestion et de suivi du retour et de la réinsertion des victimes de TP, et la doter des moyens nécessaires	2.2. Statuts et missions de la structure disponibles sur le site internet du Ministère de la Famille	2.2. Ministère de la Famille	2.2. Court terme
		2.3. Assurer le suivi de la collecte des données sur les retours et la réinsertion des victimes	2.3. Base de données et statistiques sur les victimes de traite réinsérées dans la vie économique et sociale	2.3. Ministère de la Famille	2.3. Moyen terme
	2.4. Développer des stratégies d’incitation au retour de l’enfant	2.4. Un pourcentage important des enfants victimes de traite accepte de retourner à leur foyer	2.4. Structure de coordination du système de retours et réinsertion	2.4. Structure de coordination du système de retours et réinsertion	2.4. Long terme

Stratégie : retours et réinsertion

Objectif : Toutes les victimes de traite bénéficient au Sénégal d’une protection juridique efficace

Cible: victimes de la traite	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions/ structures responsables	Chronogramme Court terme : 1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5ans
Cadre institutionnel : structures existantes, mandats, compétences, ressources matérielles et humaines		2.5. Mettre en place des stratégies et programmes pertinents de réinsertion professionnelle des victimes de la traite notamment dans les secteurs émergents	2.5. Nombre de personnes participant aux programmes de réinsertion	2.5. Ministère de l’Enseignement Technique	2.5. Long terme
		2.6. Développer des projets et programmes de réinsertion répondant aux besoins des zones pourvoyeuses et aux attentes des victimes, en collaboration avec DSRP et le Fonds d’appui	2.6. Nombre des projets programmes en exécution dans les principales zones pourvoyeuses en proportion de la population cible	2.6. Ministère de l’Economie et des Finances	2.6. Moyen terme

Stratégie : retours et réinsertion

Objectif : Toutes les victimes de traite bénéficient au Sénégal d’une protection juridique efficace

Sujets : victimes de la traite	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions/ structures responsables	Chronogramme Court terme :1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5ans
Coopération régionale/ bilatérale	3. Les coopérations régionale, sous-régionale, bilatérale, multilatérale en matière de retours des victimes de traite sont efficaces	3.1. Evaluer le degré d’application des accords de coopération en matière de TP	3.1. Rapports d’évaluation	3.1. Organe de coordination	3.1. Moyen terme
		3.2. Diffuser les accords au niveau des personnes chargées de l’application de la loi	3.2. Nombre de circulaires reçues par les intervenants dans les différentes institutions sénégalaises concernées	3.2. Organe de coordination	3.2. Court terme
		3.3. Harmoniser les procédures en matière de retours et de réinsertion au niveau sous-régional	3.3. Manuel de procédure à disposition des acteurs concernés	3.3. Organe de coordination	3.3. Moyen terme
		3.4. Organiser des rencontres périodiques entre Etats en matière de suivi de la mise en œuvre des accords et conventions	3.4. Nombre des réunions internationales ou bilatérales par année	3.4. Ministère des Affaires Etrangères	3.4. Court terme
		3.5. Mettre en réseau les différentes structures chargées du retour et de la réinsertion	3.5. Existence d’un réseau fonctionnel et procès verbaux des réunions	3.5. Organe de coordination	3.5. Moyen terme
		3.6. Partager les bonnes pratiques et expériences sur l’application du manuel de procédure en matière de retour et de réinsertion au niveau de la CEDEAO	3.6. Procès verbaux des réunions périodiques au niveau de la CEDEAO	3.6. Ministère des Affaires Etrangères	3.6. Moyen terme

Stratégie : retours et réinsertion  
Objectif : Toutes les victimes de traite bénéficient au Sénégal d’une protection juridique efficace

Sujets : victimes de la traite	Résultats attendus	Activités	Indicateurs de résultat	Institutions/ structures responsables	Chronogramme Court terme : 1 an Moyen terme : 3 ans Long terme : 5ans
Coordination générale du PNA : rationalisation de l'action des structures	1. Une structure de coordination est mise en place et opérationnelle	1.1. Evaluer les forces et les faiblesses des propositions faites par les participants au séminaire de formulation	1.1. Rapports d'évaluation	1.1. Autorité compétente	1.1. Court terme
		1.2. Prendre les actes juridiques nécessaires à la mise en place et à l'opérationnalisation de la structure identifiée	1.2. actes juridiques publiés règlement intérieur accessible	1.2. Ministère de la Justice	1.2. Court terme
		1.3. Doter la structure de moyens financiers, matériel et humains lui permettant de mener à bien son mandat	1.3. Budget voté accessible	1.3. Ministère des Finances	1.3. Moyen terme
		1.4. Adopter des procédures de coordination entre la structure nationale de coordination et les structures régionales et départementales	1.4. Procédure accessible	1.4. Collectivités locales	1.4. Moyen terme
	2. la décentralisation de la coordination du plan national d'action par le biais des Préfets est assurée et opérationnelle	2. 1 Création et opérationnalisation de 7 nouveaux comités techniques de suivi	2.4. Nombre de CTS créés		
	2.2. Renforcement des 9 comités techniques de suivi existants				